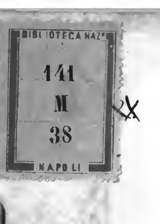



BIBLIOTECA NAZ°
141
M
38
NAPOLI

MÊLANGES

TIRÉS

D'UN PORTEFEUILLE MILITAIRE

PAR M.r LE GÉNÉRAL

MARQUIS COSTA DE BEAUREGARD

TOME DEUXIÈME.



TURIN 1817.

CHEZ PIERRE JOSEPH PIC
Libraire sous les arcades de la place Château.

TITRE 1.er.

ESPRIT DES LOIS DE LA GUERRE.

A peine le monde sortait de son enfance, que les humains s'armèrent les uns contre les autres, et la guerre éclata chez les peuples encore adolescens. Semblable à la nuit qui succède périodiquement au jour, l'état d'hostilité devint presque aussi naturel, et aussi durable parmi les nations que l'état de paix. Enfin, l'esprit de rapine, de vengeance et de conquête, fit couler des flots de sang, et sans les lois de la guerre l'homme serait devenu semblable aux bêtes cruelles du désert.

Heureusement il sentit de bonne heure combien fausse est la maxime, que dans ces funestes époques, où nous sommes entraînés par des passions haineuses, la voix de l'humanité ne doit plus être écoutée, qu'il est juste, qu'il est légitime de faire à son ennemi tout le mal possible, de prendre sur lui toutes sortes d'avantages, au risque d'éprouver de sa part les mêmes traitemens. Il se forma tacitement entre les nations belligérantes un code, ou plutôt un *coutumier* réglant les cas, où la violence et la férocité doivent rencontrer quelques bornes.

On ne voit pas, que ces heureuses lois

aient été gravées sur la pierre ou sur le bronze; quelques auteurs modernes seulement ont recueilli, sur ces matières, les maximes des sages de tous les temps, appuyées de traits historiques.

Les principaux de ces auteurs sont Wolf, Hall, Grotius, son traducteur et commentateur Barbeyrac et Vattel.

On trouve les premiers élémens du droit de la guerre dans la Bible et dans les poèmes d'Homère: ces lois nécessaires se perfectionnèrent parmi les Phrygiens, chez les républiques Grecques, chez les rois de Macédoine et d'Epire, surtout chez ces Romains dont la puissance colossale reposa long-temps bien plus encore sur la vertu, que sur le courage.

Les peuples du Nord vainqueurs des Romains, en établissant les bases de la féodalité et de la chevalerie, ne pouvaient détruire l'ouvrage de la loyauté, et le christianisme les aida puissamment à l'étendre en Europe. Enfin les nations modernes profitant de l'exemple des anciennes, favorisées par les progrès de la civilisation parmi elles, mirent la dernière main à cette partie si précieuse et si belle du pacte social.

On ne prétend point dans ce mémoire de quelques pages approfondir un sujet qui demanderait un livre des plus volumineux; mais l'objet qu'on s'est proposé sera rempli, si les jeunes officiers, auxquels il

s'adresse, sentent la nécessité de s'instruire des matières qui n'y sont qu'indiquées, et de se rendre familières des maximes et des exemples dont ils peuvent, en s'élevant aux premiers emplois, être plus d'une fois dans le cas de faire l'application.

Maximes principales du droit de la guerre.

1.° Croire que tous les liens d'humanité sont rompus entre les nations, qui se font la guerre, est une erreur odieuse.

2. Les dégâts inutiles sont reprouvés par les lois de la guerre.

3. Le droit de déclarer la guerre et d'en régler les opérations n'appartient qu'aux chefs des gouvernemens.

4. Des formalités ont été rétablies à différentes époques pour les déclarations de guerre.

5. Les êtres faibles et désarmés sont sous la protection spéciale des lois de la guerre, et des sentimens innés de l'honneur.

6. La foi jurée entre ennemis doit être inviolable.

7. Les blessés, vainqueurs ou vaincus, ont droit aux mêmes traitemens. Les prisonniers de guerre sont sous la sauve-garde de la loi dont il s'agit ici.

8. Faire assassiner un chef ennemi, empoisonner les armes, dont on se sert dans le combat, empoisonner les puits et les fontaines sont de lâches procédés proscrits par le droit de la guerre.

9. Les trèves et suspensions d'hostilités sont tacitement approuvées par le souverain, et rien ne peut l'autoriser à les enfreindre.

10. Les capitulations des places fortes lient également le prince, sauf à mettre en jugement les commandans de ces mêmes places s'ils ont mal rempli leurs devoirs.

11. Le mensonge et la tromperie sont condamnés par les lois de la guerre.

12. Le droit de la guerre condamne les tentatives employées auprès d'un ministre ou d'un général ennemi, ou du commandant d'une place forte pour le corrompre; mais il ne défend pas qu'on se serve d'eux, au besoin, s'ils sont déjà corrompus.

13. Les espions doivent être payés d'autant plus cher à la guerre, que la loi les condamne à une mort ignominieuse s'ils sont pris en flagrant délit.

14. Quoique le crime des déserteurs soit puni à peu près comme celui de l'espionnage; il est loin d'être égal aux yeux de la loi toujours disposée à l'indulgence envers eux.

15. Quoique la représaille paraisse juste et de bonne guerre; il est des cas où il vaut mieux ne pas l'exercer.

16. Un prince peut faire démolir les places fortes de son adversaire quand il s'en est rendu maître; mais toute autre destruction est reprouvée par le droit de la guerre, et par celui des gens.

17. Projets formés pour submerger la Hollande, dessécher le Delta, et former des alpes un désert, reprouvés par le droit de la guerre et des gens.

18. Le sac des villes populeuses doit être évité particulièrement.

19. Les volontaires doivent être considérés comme faisant partie de l'armée, avec laquelle ils ont préféré de combattre, et traités en conséquence s'ils sont faits prisonniers.

20. Les troupes qui agissent à la guerre, sans l'ordre de leur chef, sont punissables même lorsqu'elles obtiennent la victoire.

21. Les puissances neutres jouent à la guerre un rôle aussi périlleux que difficile.

22. Du butin, et des contributions qui l'ont remplacé dans nos temps modernes.

23. Une guerre civile, une guerre de religion ne sauraient trop promptement

être assimilées aux guerres ordinaires, afin d'en abréger la durée, et de tempérer les passions haineuses qui caractérisent particulièrement ces guerres.

Développement. Exemples.

1.°

Tous les liens d'humanité ne sont pas rompus entre les nations policées qui se font la guerre.

Grâces aux lois de la guerre, progressivement établies chez les peuples civilisés, l'humanité se fait entendre encore au milieu du carnage. On combat son ennemi, on s'empare, quand on peut, de sa personne et de ses biens, on le poursuit, on lui tend des pièges; mais s'il tombe, on lui présente la main pour le relever; on lui ouvre sa bourse s'il est dépouillé; s'il est blessé, l'on bande ses plaies, et l'on y répand le beaume, comme le voyageur de Samarie. Verser un suc venimeux dans les blessures de son ennemi, serait un crime horrible, reprouvé par les lois de la guerre et de l'honneur.

Les procédés généreux entre adversaires deviennent naturellement réciproques. Il suit de là, que l'ame humaine s'exalte et s'épure au milieu des scènes faites pour l'endurcir, et que les intérêts et les cœurs se rapprochent. Les nobles égards d'Alexandre pour

la famille de Darius lui facilitèrent la conquête de l'Asie plus que n'auraient fait plusieurs batailles gagnées.

2.

Les dégâts inutiles sont reprouvés par les lois de la guerre.

Les ravages, les incendies, le sac des villes populeuses, les dégâts de toute espèce, accroissent, le plus souvent sans utilité, les calamités de la guerre. En aigrissant les passions opposées, ils privent le vainqueur lui-même des ressources que lui procureraient d'abondantes contributions; et pour tant de causes, ces rigueurs sont exclues dans les guerres que se font des nations policées.

La loi divine ordonne de n'employer que des arbres sauvages aux retranchemens et aux machines de guerre; elle veut que les arbres fruitiers soient conservés pour la subsistance des hommes.

Épargnez votre propre bien, disait Alexandre à ses soldats avides de ravager l'Asie, ne détruisez pas ce, dont vous pouvez vous rendre maîtres.

Un autre fragment de l'antiquité démontre que les sages de tous les pays et de tous les siècles virent du même œil l'erreur cruelle des conquérans dévastateurs. Dans une tragédie de Sénèque, Jocaste adresse à son fils Polinice les paroles suivantes:

« Vous voulez vous rendre maître d'un
» royaume et vous le perdez? Vous voulez
» qu'il soit vôtre, et vous travaillez à faire
» qu'il ne soit plus? Vous trahissez votre
» cause par celà même, que, portant vos
» armes destructives dans le pays, vous y
» mettez le feu. Vous fauchez les blés déjà
» grands; vous mettez tout en fuite dans
» les campagnes; personne ne ravage ainsi
» son propre bien; ce que vous coupez,
» ce que vous brûlez, vous le regardez
» donc comme appartenant à un autre (1) ».

3.

Le droit de déclarer la guerre et d'en régler les opérations n'appartient qu'aux chefs des gouvernemens.

On a toujours supposé que les rois dans les monarchies, les conseils suprêmes dans les républiques aristocratiques et populaires possédaient seuls la maturité, le sang-froid et le discernement nécessaires pour juger de l'utilité d'une guerre offensive toujours si funeste à l'humanité.

On est convenu que cette guerre serait notifiée avec solennité à l'ennemi contre lequel on la dirige, au peuple qui doit en soutenir le poids principal, et aux puissances mêmes qui prétendent demeurer neutres entre les contendans.

---

(1) Thébaïde ac. IV, v. 337 et suiv.

Quant à la guerre défensive il paraîtrait qu'elle n'a pas besoin d'être déclarée à un ennemi qui a pris les avances.

La déclaration de guerre cependant devant être précédée d'une exposition de griefs et d'une offre de se contenter de certaines satisfactions, l'agresseur trouve moyen de faire partager à son adversaire l'odieux de la provocation, en lui reprochant de s'être refusé à des voies conciliatrices.

De part et d'autre on répand des manifestes; on excite les peuples à repousser la force par la force, et à venger l'honneur national.

4.

Formalités usitées en différentes époques pour les déclarations de guerre.

Dans les poèmes d'Homère on voit des hérauts-d'armes s'avancer sur la frontière ennemie, y proclamer certaines imprécations, et lancer leur javeline sur le sol ennemi.

Les Romains, dès les premiers jours de leur république, rendirent le rôle des hérauts-d'armes beaucoup plus décent. On les appelait *féciaux*, et leur personne était sacrée. D'abord, dit Tite-Live, ils allaient au nom de Rome demander, dans des termes modérés, satisfaction au peuple qui l'avait offensée. Si ce peuple ne faisait pas droit à ces plaintes, le héraut prenait les Dieux à

témoin de l'injustice qu'il éprouvait et retournait à Rome. Le Sénat s'assemblait pour délibérer. La guerre résolue, le héraut retournait à la frontière, et de là il lançait un dard sur le territoire ennemi, après avoir articulé à haute voix les motifs de la rupture. Non seulement on ne troublait pas le *fécial* dans ses fonctions; mais on lui témoignait du respect. On est étonné de retrouver à des époques aussi reculées le même cérémonial, usité depuis dans les temps chevaleresques et chez les nations civilisées de l'Europe aux XV et XVI siècles.

Lorsque Charles III, IX.e duc de Savoie, fit déclarer à la nouvelle république de Genêve, qu'il venait revendiquer sur elle les anciens droits de sa famille; son héraut-d'armes, appelé *Chablais*, exposa au conseil assemblé l'objet de sa mission. Il se retira ensuite pour laisser aux Genévois le temps de se déterminer; puis revenant, et ayant reçu d'eux une réponse négative, il se couvrit de sa cotte d'armes, et lança au milieu du conseil sa baguette, simulacre de l'ancienne javeline, et déclara la guerre aux rebelles.

François I.er, roi de France, faisant déclarer la guerre au même duc de Savoie, son oncle maternel, le héraut-d'armes, appelé *Normandie*, fut admis auprès de ce prince, lequel ayant fait à ce défi une réponse ferme et modérée, fit donner au héraut une robe magnifique, et des gants rem-

plis de pièces d'or. Il paraît, que la dernière déclaration de guerre accompagnée du cérémonial héraldique fut celle faite aux Français par le roi de Sardaigne Charles Emanuel III après le traité de Worms.

Aujourd'hui les déclarations de guerre, de puissance à puissance, se font par des manifestes imprimés et publiés de part et d'autre, et par la retraite des ambassadeurs. Les termes de ces manifestes doivent être nobles, concis et pleins de modération. Pendant le cours des hostilités, des officiers parlementaires et des trompettes ont remplacé les hérauts-d'armes. Faire feu sur ces parlementaires serait un attentat monstrueux.

Les Turcs seuls, au moment de la rupture, mettent en prison le ministre de la puissance ennemie; et ce procédé est, peut-être, ce qui contribue le plus à les faire considérer en Europe comme des barbares.

Les Romains se faisaient une loi de ne commencer les attaques que 30 jours après la déclaration de guerre.

Quelques nations modernes se sont affranchies de cette règle, sans s'inquiéter du blâme qu'elles pouvaient encourir.

Henri IV ne déclara la guerre à Charles Emmanuel I.er en 1600, qu'après avoir entâmé ses frontières, et l'histoire ne l'a pas loué de cette infraction à d'anciens et nobles usages.

Les Français de la révolution n'ont fait que suivre ses traces à cet égard en 1792 et 1798.

5.

Les êtres faibles et désarmés sont sous la protection spéciale des lois de la guerre.

Il ne peut y avoir de raisons dans une guerre légitime pour sévir contre les femmes, les enfans, les vieillards, et en général contre tout ce qui ne porte pas les armes; la nature répugne à ces cruautés; les Cannibales eux-mêmes ne tuent et ne dévorent que leurs adversaires, succombant l'arc et le casse-tête à la main; et par tout où la civilisation a répandu ses bienfaits, les faibles ont été sous la protection généreuse des forts.

Les Gaulois à Rome égorgèrent, il est vrai, les sénateurs rangés en silence sur leurs chaires curules; mais ce fut après s'être joué indiscrètement de leurs barbes vénérables, et en avoir reçu des coups de canne, ce qui dès-lors était un affront irréparable.

Outrager la pudeur gémissante du sexe passa dans tous les temps pour le forfait le plus indigne d'un guerrier généreux. Enfin par un mouvement inné, les armes tombent des mains de l'homme le plus sanguinaire à la vue de l'enfance suppliante.

Epargner au milieu des combats les rigueurs inutiles, protéger les femmes, et sauver l'innocence, étaient les recommandations que le bon chevalier Bayard ne cessait de faire à ses hommes d'armes. C'étaient surtout les règles que ce guerrier pur et magnanime observait dans sa conduite.

6.

La foi jurée entre ennemis doit être inviolable.

La foi jurée entre ennemis est sacrée; toutes transactions faites entr'eux doivent être plus inviolables, s'il est possible, que celles conclues entre alliés. Porter atteinte au pacte juré sous les drapeaux, et le fer en main, passe à juste titre pour le plus odieux des parjures, dont les hommes puissent se rendre coupables. En effet, que deviendrait une place, ouvrant ses portes sous la foi de sa capitulation, si le vainqueur pouvait, sans scrupule, saisir cette circonstance pour la mettre au pillage? Quel serait le sort d'une garnison rendue à de certaines conditions, si le même vainqueur après avoir reçu ses armes pouvait lui imposer une nouvelle loi, sous prétexte qu'il n'a pas cessé d'être son ennemi? Quelles seraient enfin les suites d'une armistice violée?

Tout ce qui ressemble à la perfidie

déshonore une nation. La foi punique ne mérita pas de résister à l'ascendant de la franchise et du courage.

7.

Les blessés vainqueurs ou vaincus ont droit au même traitement. Les prisonniers de guerre sont sous la sauve-garde des lois de l'honneur.

Dès que le vaincu a rendu ses armes, le vainqueur n'a plus de droit sur sa vie. Les blessés vainqueurs ou vaincus sont traités avec les mêmes égards. Par une suite de ce principe, la personne des prisonniers de guerre est inviolable; on ne peut user envers eux de mauvais traitemens; agir d'une autre manière est un procédé illégal, détesté surtout dans nos temps modernes. On renferme un prisonnier de guerre, si l'on a quelque sujet de se méfier de lui; mais il reçoit ses alimens et une paye; on l'habille même au besoin, et on l'échange quand son tour est arrivé. Souvent les officiers, et même les soldats prisonniers sont renvoyés sur leur parole d'honneur de ne combattre pendant le reste de la guerre, ni contre la puissance qui leur rend la liberté, ni contre les alliés de cette même puissance. Ceux qui violent un pareil engagement se déshonorent.

Le droit de la guerre en proscrivant

l'usage affreux d'égorger des ennemis blessés et sans défense, laissa subsister longtemps celui de les retenir en esclavage. Cette méthode s'étendit sur les pays les plus civilisés de l'Europe et de l'Asie; tel qu'il existe encore de nos jours dans l'intérieur de l'Afrique, d'où sortent chaque année des convois de Négres enchaînés, que les planteurs européens achètent pour cultiver leurs terres d'Amérique.

Mais le sort des esclaves devint fort doux chez les Hébreux, les Grecs et les Romains. Si nous en croyons les historiens de ces différens peuples, on les traitait à peu près comme nous traitons nos domestiques, que l'intérêt propre, notre religion, nos mœurs et l'honnêteté nous obligent à considérer comme des membres de la famille; d'ailleurs il paraît constant, qu'il existait une différence marquée entre les esclaves prisonniers de guerre, et les autres. Un Lacédémonien, suivant Grotius, disait, *je suis prisonnier de guerre, je ne suis pas esclave*: les maîtres, dit le même auteur, étaient obligés chez les Romains de vêtir leurs esclaves, et de leur fournir pour leur nourriture 2 boisseaux de bled par mois; ils les laissaient souvent travailler pour leur profit particulier, et le gouvernement obligeait un maître inhumain de revendre son esclave quand celui-ci avait à se plaindre de mauvais traitemens de sa part. Pour une dent cassée,

ou quelques autres blessures reçues de leur patron, les esclaves étaient affranchis.

Les maximes des anciens sages, et surtout les canons de l'Eglise concoururent à radoucir extrêmement la servitude, avant de la faire entièrement disparaître.

Les nations septentrionales établirent dans la majeure partie de l'Europe, sous le nom de *servage*, un esclavage d'un genre nouveau; elles firent de tous ceux que leur assujettissaient les armes, des espèces de fermiers attachés, eux et leur famille, à la glèbe, c'est-à-dire au fonds de terre, sur lequel ils étaient nés, et soumis seulement à quelques redevances en denrées. Enfin la civilisation ayant fait de nouveaux progrès, les prisonniers de guerre furent mis à rançon. Ces rançons au XV siècle, et lorsque les soldats commencèrent à avoir des payes réglées, équivalaient à une année de cette même paye. Les gentilshommes se rachetaient pour une année du revenu de leurs fiefs; quelquefois ils étaient rachetés par leurs vassaux, leurs parens ou leurs amis.

Duguesclin, prisonnier aux mains des Anglais, disait que quoiqu'il ne fût pas beau, toutes les femmes en France fileraient pour payer sa rançon. Emmanuel Philibert, de retour dans ses états, fit relever les fortifications de Nice avec sa part de la rançon des prisonniers faits à la bataille de Saint-Quentin, et qui ne formait pas moins qu'une somme de 500,000 écus d'or.

En attendant qu'ils fussent remis en liberté, les prisonniers de guerre devaient être traités, par ceux qui les tenaient en leur pouvoir, avec les plus grands égards. S'échapper, était une action lâche et déloyale. Le fameux combat, en champ clos, de Bayard et Sottomayore eut pour motif les plaintes que faisait ce dernier de n'avoir pas été traité, pendant sa prison en France, avec les égards dus à sa naissance. Mais les circonstances de ce combat permettent de croire que le Napolitain était dans son tort.

Aujourd'hui, comme on l'a indiqué déjà, les prisonniers de guerre n'ont nul besoin de s'inquiéter du payement de leur rançon; les gouvernemens, à de certaines époques, se les rendent mutuellement par des cartels d'échange, où l'on observe qu'ils soient rendus grade pour grade. Si le nombre est inégal, celui qui en a perdu le plus s'acquitte en argent comptant ou de quelque autre manière.

8.

Faire assassiner un chef ennemi; empoisonner les armes dont on se sert dans le combat; empoisonner les puits et les fontaines, sont de lâches procédés proscrits par le droit de la guerre.

Empoisonner les puits, les fontaines et les armes de guerre, sont d'infames procé-

dés qui ne peuvent être employés que par la pusillanimité cruelle des peuplades sauvages. On s'accorde à reprouver des pratiques pareilles chez les nations chrétiennes policées. Il en est de même de l'assassinat d'un chef ennemi. Alexandre fit mettre en croix le lâche Bessus, assassin du roi de Perse son rival. Le médecin du roi d'Epyre ayant proposé au sénat romain d'empoisonner son maître, cette offre fut repoussée avec horreur, et Pyrrus fut averti de se précautionner contre un traître. *Ce n'est point*, lui écrivit-on, *pour votre conservation que nous vous donnons cet avis*, *c'est pour ne pas nous couvrir nous-mêmes d'infamie.*

Le même exemple s'est répété sous Tibère; un prince *des Cattes* ayant offert à cet empereur d'empoisonner *Arminius*, il lui fut fait cette réponse digne des plus beaux temps de la république; *le peuple romain se venge de ses ennemis à force ouverte*, *et non par de lâches moyens.*

Faire assassiner un chef ennemi eût paru, dès le XIII siècle, un crime digne du *Vieux de la Montagne.* Aujourd'hui, l'on porte les égards pour les têtes couronnées jusqu'à ne pas tirer, pendant un siège, sur le quartier qu'elles habitent; nul n'oserait se faire un mérite de leur avoir porté le coup mortel. On honore leur caractère jusque dans les fers. Le roi Jean, après la bataille de Poitiers; François I.er, après celle de Pavie,

reçurent des marques du plus profond respect de la part de leurs vainqueurs, qui se firent un devoir de ne paraître devant eux qu'en habit de deuil.

9.

Des trèves, suspensions d'armes et d'hostilités.

L'intérêt réciproque oblige quelquefois les ennemis les plus acharnés à des cessations d'hostilités momentanées ou à longs termes. Les premières ont pour objet quelques pourparlers entre les chefs ou la nécessité d'enterrer les morts après une action sanglante; si la suspension d'armes doit durer quelque temps, on l'appelle *trève*.

Les trèves ordinairement servent de préliminaire à la paix; quelquefois, elles doivent expirer à une époque fixe; d'autres fois, elles sont pour un temps indéterminé. Dans le premier cas, faute de prorogations, les hostilités recommencent sans annonce; dans le second cas, il est convenu qu'on doit s'avertir du jour où la trève cessera. Mettre à profit une cessation d'hostilités pour nuire à son adversaire, et lui porter un préjudice qu'on n'aurait osé effectuer pendant qu'il était sur ses gardes, est un procédé déloyal reprouvé par le droit de la guerre.

L'armistice ou la trève conclus par le général en chef dans un cas pressant,

sont supposés toujours autorisés par le souverain, qui ne peut en revenir. D'ailleurs, pour en garantir l'observation, le général qui l'accorde sur la demande de son adversaire, est en droit d'exiger de lui la cession d'un territoire ou de quelques places de sûreté; ainsi qu'il arriva aux dernières armistices de Quérasco et de Marengo.

Au surplus, la trève ne peut avoir force de loi, que lorsqu'elle est connue authentiquement par des proclamations promptement faites de part et d'autre; faute de diligence ont eu lieu plus d'une fois des combats sanglans et inutiles; dans ce cas le traité n'est pas rompu; mais l'agresseur est tenu d'indemniser son adversaire, ou plûtot de lui rendre ce qui lui a été pris par équivoque, et qui peut être vendu; car la ville incendiée, le vaisseau coulé à fond, les morts surtout, n'entrent pas en compte.

Il est aisé de sentir combien de précautions doivent être prises pour éviter ces déplorables accidens.

La sanglante bataille livrée près de Toulouse par le duc de Welington n'aurait pas eu lieu, si les courriers chargés de lui porter la nouvelle de la première déchéance de Napoléon étaient arrivés à tempst et sous nos yeux 1800 hommes n'auraient pas inutilement péri sur les bords de l'Isère, si la trève conclue entre les géné-

raux Austro-Sardes et le maréchal Suchet avait été connue quelques heures plutôt.

La trève conclue entre le commandant d'une place assiégée, et celui qui l'assiège, ôte à l'un et à l'autre la liberté de continuer leurs travaux; il est interdit à l'un de réparer ses brèches, à l'autre d'avancer ses tranchées; la ville ne peut recevoir ni renforts, ni munitions. On a poussé la délicatesse sur ce point jusqu'à décider, qu'une armée engagée dans un défilé dangereux ne pouvait profiter d'une suspension d'hostilités pour s'en retirer, parce que ce serait profiter d'un accord fait de bonne foi, pour priver l'ennemi d'un avantage qui lui appartient. L'armistice, par exemple, obtenue pour enterrer les morts deviendrait un piège; et une convention quelconque, faite à la guerre, ne peut jamais être un piège.

10.

Les capitulations des places de guerre lient également le prince, sauf à mettre en jugement les commandans de ces mêmes places s'ils ont mal rempli leurs devoirs.

Les capitulations des forteresses assiégées tiennent un rang principal parmi les conventions entre ennemis; elles sont garanties par les lois de l'honneur, et par le droit de la guerre; et le souverain n'est

pas libre de les désavouer. Celui-ci ne pouvant communiquer avec le commandant de la place investie, est supposé l'avoir autorisé à traiter, quand les circonstances viendront à l'y forcer. Le prince châtie ce commandant s'il a manqué à son devoir, mais il est obligé de tenir les promesses qu'il a faites. Ce même commandant capitule non seulement pour sa garnison, mais pour les magistrats et les citoyens, dont la défense lui était confiée.

L'assiégeant est dans l'usage, après avoir investi la place, de la sommer de se rendre. Avant d'en commencer l'attaque, il offre des conditions avantageuses à son adversaire; il lui exagère les dangers de sa position pour l'amener à ce qu'il desire. Il renouvelle plusieurs fois ses sommations pendant la durée du siège, diminuant toujours les avantages promis, à mesure que la place se détériore, et que les munitions s'épuisent; il redouble alors ses menaces, et déclare que la garnison sera passée au fil de l'épée.

Le commandant d'une mauvaise place sourd jusque-là à toutes les propositions, s'expose en effet à périr dans un dernier assaut; mais il sait bien, que ce serait manquer à toutes les lois de la guerre et de l'honneur, que de le condamner à mort, pour avoir trop prolongé sa valeureuse résistance, et surabondé de courage. Quand on le menace d'égorger sous ses yeux son

enfant fait prisonnier s'il n'ouvre pas ses portes, il sait bien qu'on n'exécutera pas ce crime odieux, et la nature effrayée ne l'oblige point à manquer à son devoir.

Ce qu'on appelle *les honneurs de la guerre* obtenus pour prix d'une faible défense, est fort différent de *l'honneur* qu'une valeureuse garnison acquiert par son obstination, et par ses fréquentes sorties; en combattant sur ses dernières ruines, elle est vraiment honorée; elle arrache des marques de bienveillance de ses ennemis mêmes; car les braves aiment la bravoure, et méprisent la lâcheté, quelqu'avantageux qu'il soit de traiter avec elle.

II.

Le mensonge et la tromperie condamnées par les lois de la guerre.

Non seulement les conventions faites à la guerre entre ennemis doivent être inviolables; mais on est convenu qu'il faut dire à son adversaire la vérité dans tous les cas où lui-même est autorisé à la réclamer, bien entendu que ces réponses n'intéressent que l'humanité et la courtoisie; ainsi lorsque le chef de l'armée ennemie demande des nouvelles d'un prisonnier, d'un blessé, d'une femme ou d'un enfant qui lui sont chers, il serait contre les lois de la guerre, autant qu'opposé aux égards du savoir-vivre, de ne pas le

satisfaire, et surtout de le tromper. Il en serait de même, lorsqu'on renvoie des prisonniers, si on leur indiquait une route dangereuse; si après avoir reçu pour d'autres prisonniers de guerre des secours de leur famille, avec promesse de les leur faire passer, on niait, ou l'on détournait ces dépôts.

12.

Il existe des stratagêmes licites, et des stratagêmes illicites.

Il en est autrement des stratagêmes militaires dont on fait un grand usage, sur lesquels ont été composés des livres estimés, et qui toujours ont été réputés de bonne guerre.

Il s'agit dans ceux-ci d'induire l'ennemi en erreur par de fausses démonstrations, dont il ne tient qu'à lui de n'être pas la dupe, et qui souvent l'entraînent dans les démarches les plus nuisibles,

Lors de la surprise d'Asti, par le baron de Leutron en 1746, cet habile officier, en faisant paraître au coucher du soleil les collines qui environnent cette ville couvertes d'une multitude de paysans, persuada aux troupes françaises et aux habitans que c'étaient de grands renforts qui venaient de lui arriver, et qu'ils allaient subir un assaut. Cette erreur occasionna la capitulation d'Asti. La garnison française fut prise

avec son artillerie, ses drapeaux et ses munitions; Alexandrie fut délivrée, et la victoire, jusqu'alors fidèle au parti des Bourbons, les abandonna entièrement.

La zizanie semée entre des ennemis coalisés et supérieurs en forces, est de bonne guerre. Le maréchal de Maillebois n'avait rien négligé en 1745 pour diviser ainsi les Autrichiens et les Piémontais. Le roi de Sardaigne lui rendit la pareille l'année suivante, et parvint à porter au dernier point la méfiance entre les Français et les Espagnols, ce qui contribua puissamment à ses succès.

Bonaparte, en 1796, usa d'un stratagème licite, lorsque dans l'armistice de Quérasco il exigea du roi de Sardaigne le passage du Pô à Valence, afin de poursuivre les Autrichiens: ceux-ci prirent le change, crurent que c'était en effet le point où ils devaient se tenir en garde, et pendant qu'ils y rassemblaient leurs principales forces, les Français doublant quelques marches, passèrent le fleuve presque sans opposition à Plaisance.

Comme il y a des stratagêmes de bonne guerre, il y en a d'illicites. On désigne ainsi ceux qui tendent à décrier la morale et la probité. Vattel qui les caractérise ainsi, appuye cette définition de l'exemple suivant: pendant la dernière guerre, dit-il, une frégate anglaise s'approchant des côtes de France à la vue de Calais, fit des si-

gnaux de détresse, comme si elle allait périr; un petit bâtiment du port accourut pour la sauver; elle s'en empara, et fit prisonniers tous les matelots que l'humanité avait fait voler à son secours. L'exemple ne pouvait être mieux choisi pour marquer la différence existante entre une ruse de guerre permise, et une autre qui ne l'est pas, et qui ne peut être justifiée ni par l'état hostile, ni par l'antipathie nationale.

13.

Le droit de la guerre condamne les tentatives employées auprès d'un ministre, d'un général ennemi, ou du commandant d'une place forte pour les corrompre; mais il ne défend pas que l'on se serve d'eux quand ils sont corrompus.

On regarde dans de certains cas comme une déloyauté de corrompre un ministre, un général ennemi ou le commandant d'une place importante; mais on ne se fait pas scrupule de mettre à profit leurs offres de service quand ils font les avances, sauf à se méfier, à se tenir avec eux sur la plus grande réserve, et à les payer avec de l'or et du mépris. On explique cette apparente contradiction de la manière suivante; le chef du gouvernement ennemi ne se repose assurément pas sur son adversaire du soin de l'éclairer sur la faute qu'il a faite, en don-

nant sa confiance à des traîtres; c'est à lui de porter la peine de son défaut de prudence et de jugement; c'est à son adversaire d'en tirer avantage.

Il ne peut s'agir ici d'abus de confiance ni de corruption.

14.

Les espions doivent être payés d'autant plus largement à la guerre, que la loi les condamne à une mort ignominieuse s'ils sont pris en flagrant délit.

On ne confond, et on ne peut confondre les habitans d'un pays hostilement occupé par une armée ennemie, et qui s'exposent à la mort pour fournir, à leur prince légitime, les notions qui peuvent être utiles à sa cause, avec ceux qui, mûs par la seule cupidité, vont pour de l'argent avertir cette même armée ennemie de tout ce qui peut l'intéresser dans la ville ou dans le camp de son adversaire. Quelque besoin qu'on ait d'espions à la guerre, on est mutuellement convenu de les pendre lorsqu'on peut s'en saisir; ou bien on les force à jouer le rôle périlleux de double espion. Le marquis de Feuquières raconte dans ses mémoires que le roi d'Angleterre Guillaume III ayant découvert qu'un de ses secrétaires était en correspondance avec l'ennemi et l'avertissait de tout, fit arrêter ce malheureux, et avant de le punir le força d'écrire au duc de

Luxembourg que le lendemain les alliés feraient un fourrage général soutenu par un gros corps d'infanterie avec du canon. Ce piège fut mis à profit pour surprendre l'armée française à Steinkerque.

15.

Quoique le crime des déserteurs soit puni à peu près comme celui des espions, il est loin d'être égal, aux yeux de la loi, toujours disposée à l'indulgence envers eux.

Les lois contre la désertion ont été toujours très-sévères; on pourrait dire même qu'elles l'ont été trop, suivant le véritable esprit des lois de la guerre; car on voit que l'usage fut toujours de les modifier quand la chose est possible; de fréquentes amnisties sont publiées en leur faveur. Les princes, les généraux en chef on droit de leur faire grâce de la peine capitale. Les chariots couverts que dans les capitulations des places le vainqueur accorde aux garnisons qui se retirent, sont principalement destinés à cacher les déserteurs. Enfin quoiqu'ils doivent être punis de mort, suivant les réglemens militaires, leur crime n'entraîne point cette flétrissure inséparable des crimes lâches et honteux.

Il est trop prouvé que l'inconstance, la légéreté et l'ennui, sont cause de la plupart des désertions; que ceux des soldats qui y

sont le plus enclins n'abandonneraient pour rien au monde leurs drapeaux la veille d'une bataille, et qu'ils se débandent en foule après une défaite; qu'enfin les hommes les plus intrépides dans l'action ne sont pas les plus capables de supporter les dégoûts de l'oisiveté, et l'épreuve d'un changement de climat qui donnent lieu à la plupart des désertions. Très-peu de soldats, désertant même à l'ennemi, consentiraient à donner des renseignemens nuisibles à leur premier parti.

16.

Quoique la représaille paraisse juste et de bonne guerre, il est des cas où il vaut mieux ne pas l'exercer.

La loi naturelle, dit Grotius, n'autorise à exercer le talion que contre les coupables; mais non contre ceux de son parti. La loi de la guerre doit se rapprocher de cette règle. Les représailles semblent ne pouvoir être injustes, et cependant un prisonnier de guerre massacré de sang-froid dans un camp, parce que dans le camp adverse un autre prisonnier a été mis à mort, révolte la nature, rappelle les sacrifices de victimes humaines. En exerçant des représailles, il ne faut pas risquer d'empirer le mal qu'on voudrait arrêter, et ne pas donner à la guerre un caractère de férocité qu'elle ne prendrait que trop aisément.

Pendant les premières années de la révolution française, la guerre à mort fut décrétée par les philantropes de Paris, au gré desquels le sang ne coulait pas avec assez d'abondance; quelques actes de barbarie furent le résultat de cette horrible loi; mais les nations ennemies n'ayant pas daigné répondre à cette provocation, le soldat français rougit de l'écart, où des monstres l'avaient entraîné, et les anciens procédés entre les braves des partis opposés reprirent leur cours.

17.

Un prince peut faire démolir les places de guerre de son adversaire, quand il s'en est rendu maître; mais toute autre destruction est reprouvée par le droit de la guerre.

Un souverain a le droit de faire démolir les forteresses ennemies dont il s'est rendu maître, surtout si ces places peuvent, à l'avenir, lui être préjudiciables; mais il agit en barbare, s'il exerce les mêmes rigueurs contre des édifices publics, des temples, des tombeaux, des colonnes et des statues.

Il est cent fois plus coupable encore s'il rend inhabitables des pays entiers par haine pour les peuples que la nature y avait fait naître. L'incendie du temple d'Ephèse n'aurait laissé dans l'histoire qu'une tache à

peine apparente ; si le plan de submerger la Hollande en perçant ses digues avait pu réussir.

18.

Projets formés de submerger la Hollande, de dessécher le Delta, de former un désert de la chaîne des alpes.

Deux projets de destruction, également cruels et gigantesques, furent conçus dans le XV siècle par deux hommes célèbres, lesquels dans leurs vues politiques n'aspiraient à rien moins qu'à éteindre pour toujours de nombreuses populations, en faisant disparaître de vastes contrées.

L'amiral portugais Albukerque, jaloux de rendre sa nation maîtresse du commerce exclusif des Indes orientales, dont le grand Caire était encore le principal entrepôt, résolut d'anéantir non seulement cette immense cité, mais toute la basse Egypte, en détournant le fleuve du Nil, et le versant dans la mer rouge au moyen d'un canal creusé dans les montagnes de *Colzum*. La chose fut reconnue possible ; les niveaux furent pris, le canal tracé ; un traité fut conclu à ce sujet par les Portugais avec l'empereur d'Abissinie ; heureusement la mort d'Albukerque arrêta l'exécution de ce monstrueux projet.

Ferdinand de Gonzague, duc de Mantoue, l'un des plus grands généraux de Charle-

Quint, conseillait à son maître, pour écarter les Français de ses domaines d'Italie, de former entr'eux et lui un désert de la chaîne entière des alpes. Il fallait pour celà en retirer les habitans et le bétail, rompre les chemins, détruire les villes, les bourgs et les maisons, incendier les forêts, abattre les digues qui retiennent les eaux, et changer en marais infects les fonds des vallées.

Mais heureusement tous ces projets atroces sont restés sans exécution; les hommes ont senti que leur pouvoir ne s'étend pas jusqu'à se faire tant de mal les uns aux autres, et que leur véritable intérêt s'y oppose.

Le Nil a continué de porter ses eaux bienfaisantes dans la Méditerranée, après avoir vivifié le Delta, et n'a point empêché qu'une partie du commerce des Indes ne se soit faite depuis, par la voie de l'Océan.

Les alpes sont restées une barrière que l'art et la valeur peuvent défendre avec avantage pendant la guerre, et qui, pendant la paix, devient une échelle de commerce utile aux nations qu'elles séparent, et qui n'ont plus d'intérêt à s'entredétruire; enfin la Hollande n'a point vu renverser ses digues; après avoir gémi quelque temps sous un joug tyrannique, elle est redevenue le centre du commerce universel, et sera toujours un des ornemens de l'Europe.

19.

Le sac des villes populeuses doit être particulièrement évité.

Les villes populeuses sont sous la protection spéciale des lois de la guerre; elles ne doivent être livrées au pillage que dans des cas très-rares, en punition de quelque délit grave, et de quelque trahison qui met le vainqueur en danger.

En ouvrant ses portes, une ville se met dans le cas d'un vaincu qui met bas les armes; en faisant feu par les fenêtres de ses maisons sur les troupes victorieuses, elle se met dans le cas d'un homme qui, après avoir rendu son épée, tire un poignard caché pour en frapper son ennemi plus fort que lui. La perfidie doit être punie suivant toutes les lois; mais comme dans le sac d'une ville l'innocent se trouve nécessairement confondu avec le coupable; que le vainqueur lui-même court les plus grands risques en se livrant sans frein au désordre et à la licence; le chef qui ordonne ces cruelles exécutions ne doit rien épargner pour en modérer la rigueur: il en règle le mode avec toutes sortes de précautions; fixe le nombre d'heures et de minutes que le pillage doit durer; châtie rigoureusement les soldats s'ils manquent d'exactitude à se rendre à l'appel qui doit y mettre fin. Les officiers se déshonoreraient s'ils y prenaient part, et leur rôle se borne à

empêcher les excès; ils se déshonoreraient également en partageant les dépouilles des morts après une bataille.

20.

Des volontaires à la suite d'une armée étrangère.

Depuis deux siècles l'usage s'était établi en Europe, parmi les jeunes gens distingués par l'élévation de leurs sentimens, par leur fortune et par leur naissance, d'aller servir, comme volontaires, dans les armées des puissances étrangères quand leur patrie vivait en paix. La réputation personnelle d'un chef illustre multipliait autour de lui ces volontaires, servant à leurs frais, sans grades, sans espoir d'avancement, n'estimant que la gloire, et ne cherchant que les occasions d'en acquérir.

On lit dans les mémoires du prince Eugène, comme on lira dans ceux du duc de Welington, dans quelle estime étaient les volontaires qui d'ailleurs n'étaient affectés à aucun corps. On les appelait pour les actions d'éclat: ils formaient pour l'ordinaire l'entourage brillant du général. Les lois de la guerre voulaient que s'ils étaient faits prisonniers on les considérât comme officiers de l'armée à laquelle ils étaient attachés, et qu'on les traitât avec honneur. La guerre de la révolution peut avoir altéré, mais n'a pas détruit ces nobles usages. . . .

21.

Les troupes qui agissent à la guerre, sans l'ordre du chef, sont punissables même lorsqu'elles obtiennent la victoire.

A la guerre, un principe fondamental est qu'aucun mouvement, aucune action ne doit avoir lieu sans un ordre exprès du chef. Le contraire pourrait avoir de si grands inconvéniens, qu'on regarde, avec raison, comme punissables les plus belles actions qui s'éloignent de ce principe; témoin le consul Manlius qui fit mourir son fils victorieux parce qu'il avait combattu sans ordre.

Au siège de Coni, en 1744, les soldats de quelques régimens, logés dans le fossé, firent d'eux-mêmes et dans l'absence de leurs officiers une sortie qui eut un plein succès. Monsieur de Leutron voulait les punir; mais il s'en abstint dans la crainte d'amortir l'ardeur de ces braves troupes. Il aurait fallu au même titre châtier les deux régimens français qui gagnèrent la bataille de Pierre-Longe, en s'élançant d'un mouvement désespéré contre la redoute, tandis que le général en chef, mortellement blessé, faisait battre la retraite, et que le reste des assaillans était au fond d'un vallon écrasé par la mitraille, battu et découragé.

22.

Les puissances neutres jouent un rôle aussi dangereux que difficile.

Un peuple qui veut rester neutre entre deux puissances en guerre doit être exempt de tous liens antécédens avec une d'elles, et montrer à l'une et à l'autre la même impartialité. Il doit leur livrer indifféremment passage sur son territoire, leur vendre des munitions et des vivres; à ce prix, elles ne doivent se livrer aucun combat sur ce même territoire; elles ne peuvent y laisser ni les prisonniers, ni les dépouilles qui les embarrassent. Mais comme les neutres sont presque toujours disposés secrètement à se jeter dans le parti du plus fort, ils inspirent peu de confiance, et leur rôle est aussi dangereux que délicat. En 1744, les Gênois, neutres entre les Austro-Sardes et les Bourbons, se déclarèrent ouvertement pour ces derniers dès qu'ils les virent entrer dans leur territoire, et ils leur fournirent un contingent de troupes et d'artillerie, ce qui pensa occasionner leur perte, et leur valut les traitemens les plus outrageux de la cour de Vienne, après la retraite de l'Infant don Philippe.

23.

Du butin et des contributions qui l'ont remplacé.

L'appas du butin fut, pendant long-temps, l'aiguillon principal des guerriers en sous-

ordre, comme l'ambition d'assujettir des provinces fut toujours celui des rois conquérans.

Cependant, très-avant dans l'antiquité, on voit les soldats rapporter, sans murmure, à une masse commune les dépouilles restées dans leurs mains, et se contenter de la part que le général voulait leur en faire après avoir mis de côté ce qui, suivant la loi, devait entrer dans le trésor public, et la portion que l'usage lui accordait à lui-même. Les femmes, les enfans et les troupeaux étaient compris dans le butin, comme ils le sont encore chez les petits Tartares. Au temps des Romains, le butin mis au dépôt était vendu, et l'argent qui en provenait distribué comme il est dit ci-dessus; et comme de nos jours c'est encore l'usage pour les prises faites sur mer.

Aujourd'hui, chez la plupart des peuples civilisés, on ne laisse de butin au soldat que les dépouilles des morts restés sur le champ de bataille; celles des villes prises d'assaut; les canons et tous les objets compris sous la dénomination de matériel de l'armée, appartiennent à l'état. Les munitions de bouche et les fourrages sont destinés à la consommation des troupes. Au ravage des campagnes on a substitué des contributions en argent, en bétail ou en denrées, beaucoup moins onéreuses pour les vaincus, et plus profitables pour les vainqueurs. Parmi ces derniers, un général

passe pour modéré lorsqu'il n'exige du sol ennemi, que ce qui est nécessaire à la subsistance de ses troupes; mais une si louable retenue n'est pas chose commune.

Pendant que Louis XIV voyait l'Europe entière armée contre lui, les puissances adverses, d'un commun accord, réglèrent les contributions que chaque partie du sol ennemi serait obligée de supporter, dans l'occasion, et la manière dont la perception s'en ferait. Il fut convenu que les troupes au-dessous d'un certain nombre d'hommes ne pourraient être chargées de les recueillir, à peine de se voir traitées comme des partis bleus. Cet accord fidellement observé, prévenant une infinité de ruines et de désordres, prouva combien dans ce beau siècle les lois de la guerre étaient respectées. Malheureusement il ne paraît pas que cet exemple ait eu des imitateurs.

24.

Une guerre civile, une guerre de religion ne sauraient trop promptement s'assimiler aux guerres ordinaires, afin d'abréger leur durée, et de tempérer les passions haineuses qui les caractérisent d'ordinaire.

On a mis plus d'une fois en question si le souverain d'un état absolu ne devait pas traiter ses sujets révoltés avec plus de rigueur que d'autres ennemis, et s'il devait

user avec eux des ménagemens prescrits par le droit de la guerre. Les meilleurs auteurs ont décidé pour l'affirmative sur ce dernier point; ils distinguent la guerre civile des soulèvemens et rebellions partielles qu'un seul acte de rigueur peut réprimer.

La guerre civile porte un caractère plus grave, et souvent elle entraîne des suites terribles.

Le parti qui dans l'état refuse d'obéir au souverain, celui qui pousse l'audace jusqu'à lever contre son maître l'étendard de la révolte, ne peut être excusé sans doute, mais il peut et il doit être ménagé. Dans des circonstances pareilles un prince généreux et sage se regarde comme un père forcé de punir ses enfans égarés; mais qui tend à les ramener à lui et non à les détruire. Il les laisse jouir des avantages que les peuples civilisés ont assuré entr'eux par les lois communes de la guerre, et il ne néglige pas dans de certaines occasions d'y joindre des traits particuliers de clémence. Il en use de la même manière envers des insurgés plus dangereux; ceux qu'anime l'esprit de secte, joint à l'amour inconsidéré de l'indépendance.

Lorsque le prince a forcé ses sujets révoltés à demander la paix, il ne doit plus s'occuper qu'à reconquérir leur amour à force d'indulgence; il est en droit d'excepter de l'amnistie qu'il leur accorde les

chefs de la rebellion, les propagateurs de doctrines dangereuses; il fait juger ceux-ci suivant toute la rigueur des lois, et c'est à leurs dépens que la justice doit être satisfaite.

Conclusion.

Un souverain généreux ne peut, sans qu'il en coûte à sa sensibilité, voir battre une moitié de ses sujets contre l'autre moitié pour le maintien de ses droits; il se garde d'éteindre en eux l'instinct qui les avertit de leur commune origine. Lui-même fera sentir à ses ennemis d'un moment que la bonté de son cœur surpasse encore la pesanteur de son bras; et il n'oubliera point que la magnanime indulgence de Henri IV lui ramena la France égarée, pendant que la sévérité sanguinaire de Philippe II lui fit perdre à jamais les Pays-Bas.

TITRE 2.e

CAMPAGNES DE 1799

En Souabe, en Suisse et principalement en Italie entre la France révolutionnaire et l'Europe coalisée. Fragment extrait d'un 4.e volume, non publié, des mémoires historiques sur la maison royale de Savoie, etc.

Le roi des deux Siciles avait succombé dans l'entreprise de chasser les Français des états romains à la fin de 1798; mais le congrès de Rastadt continuait ses séances pacifiques. L'Autriche, la Russie, l'Angleterre n'étaient point encore en état d'hostilité contre la France, lorsque le monstrueux attentat des généraux du Directoire contre S. M. le roi de Sardaigne précipita les déterminations de ces grandes puissances; elles jugèrent indispensable de s'armer sans délai contre l'ennemi déclaré de tous les rois, contre un adversaire qui mettait de côté les derniers égards usités jusqu'alors entre les peuples civilisés, et dont l'ambition ne reconnaissait plus de bornes. L'empereur de Russie surtout, en se déclarant le vengeur désintéressé de la cause des Souverains, avait (on ne peut en douter) le desir de servir un ami.

Paul I.er, voyageant sous le nom de comte

du Nord, et passant à Turin en 1774, avait formé avec le prince de Piémont des liaisons d'amitié assez intimes pour que les distances de temps et de lieux n'eussent pu les altérer.

L'impératrice Marie Féodorowna avait conservé les mêmes sentimens pour la reine de Sardaigne, et ces deux princesses avaient ensemble une correspondance suivie.

On fut indigné à la cour de S.t-Pétersbourg des procédés inouis dont celle de Turin venait d'être la victime, et dont le comte de Stackelberg, ministre russe auprès du roi, avait été le témoin oculaire (1). Paul jura de rétablir la maison de Savoie injustement dépossédée.

L'hiver était encore loin de sa fin. 70,000 Russes rassemblés entre le Boug et le Niéper marchaient à grands pas vers l'Italie, annonçant le dessein de nécessiter la paix dans ce pays, ou d'y prendre part à la guerre.

Au commencement de février, les plénipotentiaires français à Rastadt signifièrent à ceux de l'empereur, que si dans un mois l'armée russe n'était pas sortie du territoire autrichien, les hostilités commenceraient sans autre déclaration de guerre. Ce terme toutefois fut prorogé jusqu'à la fin de mars; mais les troupes entrèrent de part et d'autre dans leurs lignes d'opérations.

---

(1) On tient ces particularités de M. le comte Stackelberg lui-même.

Si l'on embrasse d'un coup d'œil les dispositions générales de ces prodigieuses armées, on est frappé de l'extension et de la faiblesse de la ligne française, laquelle se prolongeait, par le fait, depuis Naples jusqu'aux côtes de la Hollande (1), offrant moins de 300,000 hommes effectifs sur une étendue de 300 lieues, pendant que la ligne autrichienne présentait 213,000 combattans seulement entre les bouches du Zech et celles du Pô; sur un front par conséquent quatre fois plus resserré que celui des Français, et prêts à s'élancer dans l'Helvétie, la Lombardie et la Souabe, champs indiqués pour les premiers combats.

La haute Rhétie ou pays des Grisons, que l'empereur tenait depuis la fin de l'année précédente, formait, au centre de cette ligne, une espèce de redent, un vaste camp retranché dominant la Suisse, la Cisalpine et le Tyrol, et fournissant les chemins les plus courts et les plus cachés pour passer de l'un de ces pays dans l'autre. 35,000 hommes dans cette excellente position liaient ensemble, quoique par des rapports lointains, l'armée du Lech avec celle de l'Adige. La première de ces armées, forte de 70,000 hommes et composée des plus belles troupes de la monarchie

(1) Sous Brune, sous Schérer, sous Jourdan et sous Championnet.

autrichienne, était sous les ordres de l'archiduc Charles; la seconde, de force à-peu-près égale, était commandée par le général de cavalerie baron de Mélas. Les généraux Hotze et Auffemberg commandaient dans le pays des Grisons, et plus en arrière les généraux Henri de Bellegarde et Laudon, à la tête de 35,000 hommes, étaient en observation dans le Tyrol.

A l'excellente organisation, à l'admirable discipline qui distinguent les troupes autrichiennes, le conseil militaire de Vienne avait senti (peut-être un peu tard) qu'il fallait ajouter de l'exaltation et du mouvement, et que, pour vaincre des Français, il ne suffisait plus de leur opposer des troupes fermes et intrépides. En conséquence, il s'était appliqué à ranimer le patriotisme et la confiance des soldats; il avait épuré le choix des officiers, et surtout il avait nommé des généraux moins présomptueux, plus éclairés et plus heureux que ceux qu'avait vaincus Bonaparte.

L'armée française était composée de deux grands corps, l'un sur le Rhin commandé par le général Jourdan, l'autre en deçà des alpes, dont l'ancien ministre de la guerre Schérer vint prendre le commandement après la retraite de Joubert. Celui-ci augurant mal apparemment de l'avenir, avait sollicité et obtenu sa démission sous prétexte de maladie.

L'armée du Rhin se subdivisait en trois

parties ; *l'armée du Danube* sous les ordres directs du général en chef ; l'armée *d'Helvétie* sous Massena et l'armée *d'observation* ou de réserve sous Bernadotte (1).

En deçà des alpes, les troupes républicaines ne formaient que deux grandes masses, savoir : *l'armée d'Italie* sous le commandement direct de Schérer et celle *de Naples* dont le général Macdonald avait pris le commandement après la destitution de Championnet.

Le premier avait ses forces principales tournées contre l'Adige et ses réserves dans la Cisalpine et le Piémont ; l'autre s'étendait depuis Capoue jusqu'à Civita-Vecchia, faisant tête au cardinal Ruffo, et réprimant, dans la nouvelle république romaine, des soulèvemens toujours prêts à renaître.

Comme on l'a déjà remarqué, ces dispositions générales devaient donner beaucoup de désavantage aux Français.

D'un autre côté, si l'on considérait leurs phalanges si constamment victorieuses depuis 7 années, on les trouvait sensiblement déchues de leur énergie primitive. Depuis l'éloignement de Bonaparte, elles ne se croyaient plus aussi sûres de vaincre en nombre inférieur, elles commençaient à compter leurs ennemis. Schérer n'avait pas la confiance des troupes ; Massena n'en

(1) Dans le Palatinat.

avait pas l'amour : soldats et officiers étaient divisés en partis, livrés aux cabales et aux murmures. L'exaltation, l'enthousiasme n'étaient plus les mêmes : l'égoïsme, l'indifférence avaient pris la place de l'ancien esprit. Chacun n'était disposé à se battre que pour sa réputation individuelle. Un luxe désordonné régnait d'ailleurs dans les armées, dont les administrateurs en tout genre passaient pour les plus hardis délapidateurs de leur espèce ; il en était à-peu-près de même en Italie (1), en Suisse et en Allemagne.

Cet aperçu rapide de la situation militaire et morale des armées, au printemps 1799, était indispensable pour expliquer les évènemens de cette campagne à jamais mémorable.

Commencement des hostilités. Défaite de l'armée de Jourdan par l'archiduc Charles. Retraite de cette armée et de celle de Bernadotte sur la gauche du Rhin. Celle-ci et celle du Danube sont supprimées. Le commandement général est donné à Massena.

Le Directoire de Paris ordonnait à ses généraux de prévenir la jonction des Russes

(1) Témoin les désordres dénoncés par Championnet que ce général s'efforça vainement de réprimer en Italie, et qui le firent traduire devant un conseil de guerre, dans l'automne 1798.

avec les Autrichiens, en chassant ces derniers de la Rhétie, en les attaquant, et en les battant sur l'Adige : rien sans doute n'était plus pressant; mais cette fois la fortune se montra rebelle aux vœux de ceux qu'elle avait jusqu'alors comblés de tant de faveurs, et qui n'avaient jamais appris à craindre ses caprices.

L'heureux Massena, l'habile Lecourbe, commandant l'avant-garde de l'armée d'Helvétie, eurent d'abord des succès brillans dans le pays des Grisons; mais parvenus aux frontières du Tyrol, ils furent obligés de se replier devant l'armée de réserve des généraux Bellegarde et Laudon, laquelle rendit à peu près nuls leurs premiers avantages (1); ce qui surtout obligea Massena à

(1) Le principal des succès de Massena fut la surprise du général Auffemberg qu'il enveloppa, et fit prisonnier près de Coire, capitale des Grisons. Les généraux Dessoles et Lecourbe s'avancèrent ensuite vers l'énorme croupe de montagnes, où l'Inn et l'Adige prennent leur source, et qui séparent la Rhétie du Tyrol. Ils franchirent les sommets de *Wormser-Joch* réputés jusqu'alors inaccessibles aux gens armés, et surprirent, en le tournant, un second corps autrichien de 5,000 hommes, qui défendait un vaste camp retranché, sous les ordres du général Laudon; ce général s'échappa mal accompagné, et se joignit au comte Henri de Bellegarde pour défendre Botzen, une des clefs du Tyrol; mais ces deux généraux ne tardèrent pas eux-mêmes à prendre l'offensive, et poursuivirent, l'épée aux reins, les Français forcés d'abandonner leur entreprise après

rétrograder fut la nouvelle des grands désastres éprouvés par les siens en Allemagne et en Italie, la défaite de Schérer sous Vérone, celle de Jourdan à Stokach et à Tultingen, où l'on se battit pendant quatre jours de suite (1). Après cette dernière action, qui eut lieu le 26 mars, il fut décidé que l'armée française du Danube resterait sur la défensive, se bornant à garder les gorges de la Forêt-Noire; mais battue encore une fois, le 5 avril, à Gengebach, il lui fallut repasser le Rhin.

Cette retraite de l'armée du Danube nécessita, peu de jours après, celle de l'armée d'observation, qui n'avait pris

---

la défaite de Schérer et de Jourdan, et qui firent des pertes considérables en se retirant.

Le déplacement des deux grandes armées, entre lesquelles ils cherchaient à établir une communication, les exposait à périr dans les défilés de ces montagnes, et ils ne durent leur salut qu'à la subtilité et à la promptitude de leurs mouvemens.

(1) L'archiduc Charles, posté en avant du Lech, apprenant que le général Jourdan marchait à lui pour le combattre, résolut de le prévenir. Il l'attaqua, le 21, sur les hauteurs en avant de Pfullendorf, et le força, après un combat très-vif, à se replier successivement à Stockach le 22, à Engen le 25, à Tutlingen le 26. Tous les lieux resserrés entre le Danube et la rive occidentale du lac de Constance furent marqués par des actions sanglantes; enfin les Français acculés aux montagnes de la Forêt-Noire renoncèrent à l'offensive, et ne songèrent plus qu'à se soustraire à de nouveaux désastres, en repassant sur la gauche du Rhin.

aucune part aux combats précédens. Ces deux grands corps furent supprimés, et les troupes qui les composaient réunies à l'armée d'Helvétie, sous le commandement de Massena, le seul des généraux français qui n'eût pas eu le dessous dans ce funeste début de campagne (1).

On mettait assurément à une épreuve délicate le bonheur et la capacité du *fils chéri de la victoire.*

Particulièrement propre aux actes de sévérité, il refondit ces armées; il en changea l'esprit; mais dans les premiers momens il se crut heureux, s'il parvenait à défendre le passage du Rhin (2).

Il venait d'apprendre que l'armée de Schérer, en Lombardie, avait souffert bien plus que celle de Jourdan, et qu'elle ne se maintenait plus qu'à l'aide de quelques places fortes (3).

Il est temps de jeter un coup d'œil sur les opérations particulières de cette armée et de celle des Austro-Russes. Les succès

---

(1) Il choisit son quartier-général à Bâle.

(2) Il occupa la forte position de Rheineck, mit à la hâte Constance, Schaffouse et Bâle dans le meilleur état de défense qu'il lui fut possible, et garnit de troupes tous les postes avantageux sur la rive gauche du Rhin.

(3) Les généraux français chassés de la Rhétie et de la Souabe, et repoussés dans la Suisse, regrettèrent, dit-on, que ce pays ne fût plus une terre neutre interposée entre la France, l'Allemagne et l'Italie pour le salut de ces différens pays.

de ces derniers furent plus rapides que ne l'avaient été ceux de Bonaparte en 1796 et 1797, et rendirent une existence éphémère à la monarchie piémontaise entièrement disparue depuis 6 mois.

Revers de l'armée française en Italie. Jonction des Russes avec les Autrichiens que Schérer s'efforce en vain d'empêcher. Moreau prend, après la destitution de celui-ci, le commandement général des troupes républicaines, et se retire à Bassignane, puis dans l'Apennin.

Le général Joubert, après avoir révolutionné le Piémont, avait quitté l'armée d'Italie sous prétexte de maladie. On a vu que c'était l'usage d'alors. Les généraux de la république, se reposant sur leurs anciens lauriers, se croyaient en droit d'abandonner les postes commis à leur garde, dès qu'ils n'y voyaient pas une gloire facile à acquérir. Les soldats, de leur côté, se passionnaient pour leurs chefs ou se mutinaient contr'eux. Ils affectaient de leur montrer, sans réserve, leur amour ou leur aversion. Joubert avait emporté les regrets des troupes qui haïssaient son successeur, et qui saisissaient toutes les occasions de l'en convaincre.

Nous avons dit que le général en chef avait une partie de son armée à Naples. Il envoya, par ordre du Directoire, une

nouvelle division en Toscane, avec charge de dépouiller et de révolutionner ce riche pays, et il s'affaiblit d'autant. Si l'on ajoute à ces corps dispersés les nombreuses garnisons des villes d'Italie, on ne sera pas surpris que Schérer, pressé de prendre l'offensive contre les Autrichiens, ne pût le faire qu'avec désavantage, de grands renforts surtout arrivant journellement à l'armée de Mélas, et celle de Russie étant prête à s'y joindre.

Il était urgent de prévenir cette jonction. Tel fut le motif du premier combat de Vérone, livré sur les hauteurs de l'Accise le 26 mars (1).

Le général Krai, qui commandait les Autrichiens dans l'absence de Mélas (2), dut voir avec plaisir que son adversaire l'attaquait, au début, dans le meilleur point de sa ligne (3). C'était sur sa droite

---

(1) Le point de réunion de l'armée autrichienne était sur la gauche de l'Adige, derrière Vérone et Porto-Legnago; celui de l'armée française était sur la frontiere de la république Cisalpine, derrière les places de Peschiera et de Mantoue.

(2) Alors malade à Palma-Nuova.

(3) Le général Schérer attaqua avec 6 divisions toute la ligne autrichienne le long de l'Adige entre *Porto-Legnago* et *Rivoli*: deux de ces divisions tenaient en échec la gauche des Autrichiens à Porto-Legnago; deux autres divisions se portèrent de front sur Vérone. La principale attaque fut sur les collines à gauche, où 3 divisions s'efforcèrent de tourner la droite des ennemis,

une chaîne de monticules fortifiés, armés de canons, et tellement liés ensemble que les gens de l'art les regardaient comme inexpugnables. Ces hauteurs couvraient en arrière deux ponts militaires sur l'Adige, unissant ces positions au principal front de Vérone.

La plupart des postes de l'Accise n'en furent pas moins emportés à la baïonnette par les Français qui s'y maintinrent quelques heures; mais trouvant sur le revers de ces hauteurs une ligne de troupes toutes fraîches, et leur centre et leur droite ayant inutilement beaucoup souffert, ils abandonnèrent la position et perdirent tous leurs avantages.

Telle fut cette première journée que les Français appelèrent la bataille de *Castelnuovo*, où ils perdirent 14,000 hommes, et que Schérer n'en voulut pas moins présenter à son gouvernement comme une victoire signalée. Cependant, comme elle n'avait décidé de rien, il fallut bien en livrer une seconde. Celle-ci eut lieu cinq jours plus tard près de *Villafranca*, et fut presqu'aussi meurtrière que la précédente (1). Le général en chef la présenta de

---

et de les prendre à dos. Le général Moreau dirigeait cette dernière attaque, avec ses plus habiles généraux.

(1) Les Français appellent indifféremment cette action *bataille de Villafranca* ou *de Magnano*, parce qu'ils

nouveau au Directoire comme un avantage éclatant; mais les suites en furent tellement malheureuses pour lui, que dès-lors les Autrichiens ne quittèrent plus l'offensive, et que la retraite précipitée des troupes républicaines ne put s'exécuter qu'avec des peines et des pertes inouies (1).

Le maréchal de Souwarow joignit l'armée autrichienne sur les bords de l'Adda dix jours après la bataille de Villafranca, et il prit le commandement suprême des coalisés en Italie. Schérer se disposait à hasarder sur ce point une troisième bataille, lorsqu'il reçut du Directoire exécutif ordre de remettre le commandement au général Moreau. Celui-ci, pour son début, fut battu cruellement dans la position qu'avait choisie et préparée Schérer, et la perte des Français fut encore, dans cette occasion, de 10,000 hommes au moins laissés sur le champ de bataille ou faits prisonniers, de 4 généraux pris et de 100 pièces de canon (2).

étaient campés dans un lieu qui porte ce dernier nom. Ils évaluent eux-mêmes leur perte à 10,000 hommes.

Précis des évènemens militaires, par Mathieu Dumas.

(1) Le 8 avril une partie des troupes autrichiennes de la Rhétie et du Tyrol, redevenues maîtresses des montagnes au nord de la Lombardie, tombèrent sur le flanc des Français en retraite, et accrurent leur détresse.

(2) En comparant la retraite de Schérer devant le général Krai depuis l'Adige à l'Adda, avec celle des généraux français devant le prince Eugène, en 1705, on est frappé de la ressemblance des marches et des

Pour la première fois, dans cette journée appelée la bataille de *Cassano* par les Français, ceux-ci eurent à combattre les soldats de Souwarow. Ils crurent voir en eux des esprits malfaisans sortis de l'enfer pour les détruire. Les grenadiers russes se faisaient un jeu d'enlever, le sabre à la main, les batteries les plus formidables. Leurs lanciers à longue barbe se précipitaient dans les rivières et les passaient à la nage (1) pour tourner et surprendre leurs ennemis.

Après avoir enfoncé le centre de l'armée de Moreau au pont de Cassano, ils en enveloppèrent l'aile gauche, où le brave général Serrurier avec sa division fut obligé de capituler, après avoir défendu un méchant village pendant deux fois vingt-quatre heures, et s'être signalé par des actes de courage qui lui méritèrent l'estime de ses vainqueurs.

Cependant l'armée républicaine fuyait, harcelée sans relâche sur tous ses points par l'avant-garde des Austro-Russes. Elle ne respira qu'après avoir passé le Tesin. Là fut tenu un conseil de guerre où les

---

évènemens, surtout à l'affaire de Cassano. On remarque que Schérer et Moreau y avaient pris les mêmes dispositions qu'autrefois le duc de Vendôme, et que Souwarow avait presque suivi littéralement celles du prince Eugène pour enfoncer ses ennemis.

(1) C'est apparemment ce que Massena appela depuis dans un de ses rapports *le prestige de l'invincibilité des Russes.*

généraux français délibérèrent sur les partis qu'il leur restait à prendre. Les uns voulaient qu'on se jetât sur la gauche pour chercher, par les montagnes du S.t-Gothard, un appui dans l'armée de Massena ; mais un avis plus sage prévalut.

Il fut résolu qu'au contraire on gagnerait à droite le pied des Apennins, qu'on prendrait position entre Alexandrie et Valence, afin de se mettre à portée de Gênes et de quelques autres places occupées encore par des garnisons républicaines, à portée surtout de recueillir les divisions de Naples et de Toscane dont on n'avait point de nouvelles, et auxquelles on n'avait pas seulement eu le temps de penser.

Le nom de Moreau, plus que ses succès, avait ranimé le courage abattu des troupes. Un moyen de bien mériter d'elles était de sauver leurs équipages alors extrêmement compromis. On n'en avait jamais vus d'aussi riches. Les Français, entrés en Italie pauvres comme des Spartiates, en sortaient plus opulens que les soldats de Darius.

Le général en chef ayant dérobé plusieurs marches aux Austro-Russes par la vélocité de ses mouvemens, put diriger ces prodigieux convois jusque sur les glacis de Turin, et de là les faire accompagner sûrement en France par le Mont-Genêvre et le Montcenis (1). Ces précautions prises, il

(1) Il donna aussi quelques ordres pour l'évacuation

partit, le 5 mai, avec toutes ses forces pour occuper la position connue de *Bassignana*, où l'armée s'enferma dans une espèce de camp retranché. A peine y restait-il 25,000 hommes en état de combattre, et l'on peut aisément se former une idée des embarras qu'elle avait éprouvés dans sa marche rétrograde, pressée par un ennemi formidable, environnée de malveillans que la haine et la vengeance ameutaient contr'elle, enfin servant d'escorte aux autorités de la Cisalpine et à tous les jacobins d'Italie, qui fuyaient vers la France, comme vers l'unique refuge qui leur restât. Ceux-ci encombrèrent Turin pendant deux fois vingt-quatre heures; mais leur effroi ne se calma qu'après qu'ils eurent mis les alpes entr'eux et leurs anciens maîtres dont ils avaient bien quelque raison de craindre le ressentiment. Cet exemple fut contagieux pour les Coryphées de la secte en Piémont. Ceux-ci s'enfuirent d'abord chez les Vaudois à la suite des autorités constituées françaises; puis ils gagnèrent les montagnes du Dauphiné et de la Savoie.

Cependant l'espoir d'une prochaine délivrance excitait le peuple des campagnes à faire ses derniers efforts pour en avancer le moment. Les paysans du Canavesan furent les premiers à renverser l'arbre de la liberté.

---

de la ville et de l'arsenal, et nomma Fiorella commandant de la citadelle.

Ils battirent et dispersèrent quelques détachemens de troupes françaises envoyés pour les réduire. Encouragés par cet exemple, ceux des environs de Carmagnole s'armèrent au nombre de 2 ou 3 mille, pour gêner la communication entre les places fortes et l'armée de Moreau. Alors le général Fiorella, commandant de la citadelle de Turin, fit marcher contre ces peuplades soulevées un bataillon d'infanterie et quelques détachemens de hussards. Ces troupes furent enveloppées et désarmées par les insurgés, qui les gardèrent comme ôtages; mais dans une seconde attaque les Français, renforcés d'une élite de jacobins du pays et de 1500 Vaudois protestans, dispersèrent à leur tour les insurgés, passèrent au fil de l'épée ceux qui s'étaient réfugiés dans l'église de la Madonna de Carmagnola, livrèrent cette église aux flammes, après l'avoir profanée et s'être livrés à tous les excès des religionnaires du XVI siècle. Ces actes de férocité n'empêchèrent point l'insurrection de s'étendre; 7 à 8,000 paysans des environs de Mondovi inquiétèrent tellement l'armée de Moreau, qu'elle dut craindre d'être affamée dans son camp de Bassignana. Elle venait déjà d'être maltraitée à la Spinetta, où le maréchal de Souwarow l'avait attirée, malgré la résolution qu'elle avait prise de ne pas combattre, il lui avait tué ou fait prisonniers 5,000 hommes, et s'était emparé en outre de la moitié de son artil-

lerie (1). Ce dernier échec détermina Moreau à se retirer peu de temps après dans les montagnes, où le Tanaro prend sa source, et sur le col de Tende d'où il dominait tout le Bas-Piémont; il espéra recevoir dans ces sites élevés des vivres de la rivière de Gênes, des renforts de France, et attendre sans trouble l'armée de Naples qui devait bientôt arriver (2).

On a reproché aux Austro-Russes d'avoir ralenti leur course, après avoir recouvré le duché de Milan. Il paraît en effet que si le maréchal Souwarow n'avait pas laissé à Moreau le temps de se reconnaître, il l'aurait forcé alors de rentrer en France, et qu'il aurait rendu impossible sa jonction avec Macdonald. Il aurait combattu ce dernier avec l'avantage du nombre, et celui que donne une continuité de victoires. Toutes les forteresses d'Italie seraient tombées par

---

(1) Les écrivains français omettent cette circonstance.

(2) Souwarow encore retenu sur la rive gauche du Pô, avait fait occuper Novare, Verceil, Ivrée, Crescentino, Trino et Chivasso; il avait fait commencer les sièges de Pizigheton et du château de Milan. Son quartier-général était à Pavie. Sur sa gauche il avait bloqué le château de Tortone, et fait occuper Novi, Sarraval et Gavi. Enfin il avait attaqué Moreau à Bassignana, apparemment dans la vue de s'ouvrir le chemin le plus court pour se rendre à Turin par l'Astesanne; mais n'ayant pu réussir à déposter son adversaire aussitôt qu'il l'aurait voulu, il marcha par la gauche du Pô, jusqu'à la capitale du Piémont.

la dispersion des armées destinées à les soutenir (1); elles n'auraient pas coûté aux alliés 4 mois pour les réduire, et tant de frais pour les conserver. Gênes surtout aurait vraisemblablement alors cédé à la première sommation. Au lieu de ces avantages incalculables, on peut dire que les alliés, au milieu de leurs triomphes, furent obligés tout-à-coup de prendre la défensive contre les armées qui venaient de fuir devant eux, et les victoires mêmes de Plaisance, de Novi et de Fossan ne détruisent point cette assertion, puisque ce furent les Français qui provoquèrent ces trois batailles, et que l'impétuosité de leurs attaques faillit à les rendre fatales à leurs vainqueurs.

---

(1) On ne saurait, dit judicieusement à ce propos le général Mathieu Dumas, alléguer que les sièges de *Peschiera*, de *Mantoue*, de *Ferrare*, du *château de Milan*, de celui de *Tortone* et de *la citadelle de Turin*, ne laissaient pas au maréchal assez de troupes disponibles pour suivre une pareille marche; car, loin de reconnaître l'importance d'aucune de ces places, ni la nécessité d'en former, ni d'en couvrir les sièges, nous pensons qu'il ne fallait point s'y engager. Nous pensons qu'il suffisait de couper leurs communications entr'elles, de faire une sorte de blocus combiné, en occupant à de grandes distances les postes qui pouvaient empêcher leurs garnisons de se réunir.

Ainsi vers le commencement du siècle dernier, par le gain de la bataille de Turin, le prince Eugène obtint tout-à-la-fois, et par une seule capitulation, non seulement la délivrance de cette principale forteresse, mais l'évacuation de toutes les places que les Français tenaient en Italie.

Surprise de la ville de Turin. Les Austro-Russes y entrent aux acclamations des habitans. Siège et reddition de la citadelle.

Depuis quelque temps, l'insurrection toujours croissante contre les Français était excitée dans les environs de Turin par un partisan appelé *Branda-Lucioni*, lequel commandant une petite troupe, et feignant d'avoir des forces considérables à sa disposition, ameutait les habitans des campagnes et leur promettait de les affranchir bientôt du joug étranger.

Quelques détachemens, envoyés par le commandant de la citadelle, avaient été maltraités par ces paysans à demi-armés qui formaient un rideau au déhors de la place, et ne permettaient pas qu'on pût savoir ce qui se passait au loin.

On n'avait plus de nouvelles des Austro-Russes, et l'on ignorait, depuis le passage du Tesin, de quel côté ils avaient dirigé leur marche. Chacun, dans l'intérieur de la ville, cachait ses craintes ou ses espérances, lorsque le 25 mai, à 2 heures après midi, les portes de Turin furent fermées. Quelques coups de canon, tirés du déhors contre la porte du Pô et la porte Palais, annoncèrent un assaillant plus considérable que ne pouvaient l'être les *Branda-Lucioni* (1).

(1) Les corps des alliés qui formèrent l'investissement

On était loin de croire cependant que les armées impériales de Russie et d'Autriche fussent aux portes de la ville. Le feu recommença assez tard dans la matinée du 26 et ne se fit entendre que par intervalles. On n'appercevait rien des remparts qui pût faire soupçonner la vérité.

Enfin, à midi, Fiorella ayant annoncé, par une proclamation, le dessein où il était de défendre la ville à toute outrance, quoiqu'on sût qu'il n'avait aucuns moyens pour y réussir, et le feu ayant pris à quelques maisons vers la porte de Pô, la garde nationale piémontaise se jeta sur le peu de Français qui gardaient, avec elle, ce poste, les désarma, baissa les ponts-levis, et ce ne fut pas sans le plus grand étonnement, qu'on vit se précipiter dans Turin 20,000 hommes des plus belles troupes de l'Europe, dans leur tenue de parade, la cavalerie au galop, l'infanterie au pas de charge, servant d'escorte au *généralissime* prince Souwarow, au général de cavalerie baron de Mélas, au prince Constantin, fils de l'empereur

---

de Turin, furent la division russe de Karaczaï, celle de Wukassowich, celles du général Kaim, du prince Bagration, des généraux Frœlich et Zoph. On fit encore ici la remarque que les positions que prirent ces troupes pour attaquer Turin, furent à peu près les mêmes que celles de l'armée du prince Eugène, en 1706, lorsque cette ville était investie par l'armée du duc de la Feuillade.

de Russie. Les plus vives acclamations les accueillirent par tout; les arbres de liberté, entourés d'emblêmes démocratiques, tombèrent à l'instant, comme une décoration de théâtre, et furent hâchés par la populace. Les ruisseaux qui raffraichissent en été les rues de Turin furent jonchés de cocardes tricolores: peu s'en fallut que Fiorella ne fût pris dans un café, où il était entré pour écrire quelques ordres, et que la citadelle ne fût enlevée par surprise, tant l'apparition des Austro-Russes fut brusque et imprévue. 4 à 500 soldats français et quelques officiers furent pris dans la ville, sur laquelle la citadelle tira immédiatement et pendant quelques heures. La place ayant rappelé pour parlementer, tout resta tranquille jusqu'à deux heures du matin.

Cependant Fiorella, aigri par les témoignages de joie que le peuple de Turin avait donnés à l'arrivée de ses ennemis durant la journée précédente, préparait dans l'ombre sa vengeance. Il avait tourné, pendant la nuit, toutes ses bouches à feu contre la ville, et se promettait d'en faire un monceau de décombres.

La précaution prise d'avance de retirer dans la citadelle les pompes à feu, les échelles, les seaux de cuir, et tout ce qui sert à éteindre les incendies, devait seconder son barbare dessein.

Un feu épouvantable recommença donc dans l'obscurité. Beaucoup de maisons furent

incendiées; d'autres souffrirent de grands dommages; enfin à 5 heures du matin, la ville demanda de nouveau à parlementer, et il fut convenu que, pendant la durée du siège, la citadelle ne tirerait point sur la ville, ni la ville sur la citadelle, lorsque commenceraient les attaques régulières.

Ces attaques n'eurent lieu pour la première fois, que le 14 juin, et le 21 suivant la place se rendit.

Cette forteresse fameuse contre laquelle les armées de Louis XIV avaient échoué après 4 mois d'attaques et plusieurs assauts, ne tint que 7 jours contre le nouveau système d'accabler les places d'un déluge de feux curvilignes, au lieu d'en détruire successivement les ouvrages à force de mines et de brèches.

Tous les abris de la citadelle étaient en cendres. La plupart des affûts des canons brisés, un grand nombre de pièces égueulées. La garnison n'était à couvert que dans les casemates, et les postes étaient dégarnis au point que la place encore entière, et n'ayant pas une seule brêche, pouvait être prise d'assaut. Le commandant instruit par les signaux des jacobins de la ville, que son ennemi se disposait à le brusquer par une escalade, jugea nécessaire de se rendre. La garnison, qui n'avait perdu que 240 hommes, sortit le 22 juin au matin, jetant gaiement ses armes, et emportant d'énormes fardeaux d'équipages, outre ceux cachés

dans les chariots couverts. C'était un des articles de la capitulation de Fiorella. Un autre article était la transportation de ce général en Hongrie ; non que les alliés tinssent beaucoup à l'envoyer si loin de sa patrie ; mais parce que lui-même apparemment voulait se soustraire aux recherches du Directoire fort irrité alors contre les généraux *malencontreux*, et qui, bien peu de temps après, traduisit en conseil de guerre tous les commandans des places d'Italie, qui les avaient livrées à l'ennemi, sans avoir opposé une valide résistance.

Ce fut le général autrichien Kaïm qui reçut les clefs de la citadelle de Turin. Le maréchal Souwarow s'était éloigné depuis quelques jours pour s'opposer à la jonction de Moreau et de Macdonald, prête à s'effectuer dans le duché de Parme (1).

Bataille de la Trébia. Nouveau combat de la Spinetta. Jonction de Macdonald et de Moreau dans les montagnes de la Ligurie.

Macdonald accourant de Naples au secours de la grande armée, s'était renforcé des

(1) Le maréchal Souwarow, marchant à la rencontre de l'armée de Naples, laissa le soin de réduire la citadelle de Turin au général Kaim. Il lui écrivit en partant le billet suivant : « mon cher général, je vais battre Macdonald à Plaisance. Pressez la reddition de votre citadelle, afin que je n'aie pas à chanter mon *Te-Deum* avant le vôtre ».

garnisons de plusieurs villes qu'il laissait derrière lui, et surtout avait fait de nombreuses recrues parmi les jacobins de cette contrée. Son armée était de plus de 36,000 hommes. Celle du général en chef avait aussi reçu de France quelques renforts depuis sa retraite dans le haut Tanaro; mais fidèle à son plan, Moreau ne voulait reparaître dans la plaine qu'après avoir effectué sa jonction. Il continuait à tenir les hauteurs, en marchant au devant de son collègue; celui-ci, au contraire, fier de quelques avantages remportés sur de petits corps autrichiens, s'avançait par la plaine, et marchait à découvert, impatient de se mesurer avec son redoutable adversaire, et craignant de partager avec un autre la gloire qu'il se croyait sûr d'acquérir (1). Cette présomption lui coûta cher.

Les armées austro-russe et française se rencontrèrent auprès de Plaisance. On s'y battit le 17, le 19 et le 20, et ce dernier jour surtout les bords de la Trébia furent

---

(1) Macdonald, on ne peut en disconvenir, montra une rare habileté dans sa marche précipitée de Naples à Plaisance. Il réunit à lui, chemin faisant, toutes les troupes françaises qui se trouvaient à Rome, à Boulogne, à Modène, au fort Urbin, dont il fit lever le blocus. Il eut des rencontres très-vives avec les généraux autrichiens Ott, Frœlich et Mélas. Enfin il accrut ses forces et les concentra pendant que les alliés dispersaient les leurs, et s'affaiblissaient en s'étendant au loin.

le théâtre d'une action sanglante qui fera oublier dans les fastes de la guerre la bataille qu'Annibal livra aux Romains dans ce même lieu (1). La valeur des troupes impériales, exaltée par un chef fameux, finit par arracher une victoire opiniâtrement disputée. Les troupes républicaines furent mises dans la plus entière déroute, et coururent chercher un asyle sur les hauteurs de l'Apennin, qui dominent Pontremoli, d'où Macdonald, marchant par sa gauche, s'avança à la rencontre de Moreau. Elles avaient perdu 20,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, et à proportion, un beaucoup plus grand nombre d'officiers que de soldats.

Pendant que ces coups terribles étaient frappés sous les murs de Plaisance, Moreau, pour seconder les efforts de Macdonald, était descendu des hauteurs de la Boquette vers Tortone, dont il avait fait lever le blocus, et qu'il avait eu le temps de ravitailler. Il espérait en faire de même à Alexandrie; mais il ne put réussir dans cette entreprise.

Souwarow qui s'attendait à cette importante diversion, avait confié le commandement du blocus d'Alexandrie à l'un de ses plus habiles généraux, le comte Henri

---

(1) Ce fut la seconde fois dans le courant du XVIII siècle que le destin de l'Italie fut décidé par une bataille auprès des murs de Plaisance.

de Bellegarde, à la disposition duquel il n'avait laissé que 7,000 hommes.

Moreau se présenta avec 18,000 combattans; mais son adversaire, par une détermination soudaine aussi heureuse que hardie, marcha à sa rencontre jusqu'à la Spinetta. L'action fut sanglante, et quoique la division Bellegarde perdît beaucoup dans ce combat inégal, ce général eut l'art de persuader à son adversaire que c'était lui-même qui avait été battu, et qui avait cédé à la supériorité du nombre (1).

Moreau abandonna le champ de bataille, et se retira le même jour sous Tortone où il apprit l'entière défaite de Macdonald; ce qui le détermina lui-même à gagner les hauteurs de Novi. Son collègue occupait déjà celles de Bobbio. Ainsi ces deux généraux étaient en ligne; et malgré l'intervalle considérable (2) qui les séparait encore ils pouvaient regarder leur jonction comme effectuée; surtout ils étaient maîtres de tous ces postes des montagnes de la Ligurie, dont la haute importance a été tant

(1) Les pertes considérables que fit le général comte de Bellegarde ont sans doute déterminé les écrivains militaires français à dire que Moreau fut victorieux dans cette action; mais les résultats qu'elle eut servent à rétablir le fait, ainsi que les rapports d'un grand nombre de témoins oculaires. Des blés d'une hauteur extraordinaire qui couvraient le terrain contribuèrent à produire l'illusion dont il s'agit.

(2) A peu près vingt-cinq milles.

de fois prouvée dans les dernières guerres du Piémont.

Chûte d'Alexandrie (1) *et de Mantoue. Bataille de Novi.*

Cependant les échecs que venaient d'essuyer les généraux de l'armée française, rendirent quelque temps leur contenance incertaine et timide. Ils virent prendre sous leurs yeux la citadelle d'Alexandrie, sans faire aucun mouvement pour la délivrer. Cette place neuve et vierge ne tint que 7 jours comme avait fait Turin, et capitula à peu près aux mêmes conditions.

Le maréchal de Souwarow en personne en avait couvert le siège, et fait tête aux ennemis, pour les empêcher d'en troubler les opérations. Six jours après; on reçut la nouvelle de la capitulation de Mantoue réduite après deux mois de blocus et 4 jours de bombardement (2). 20,000 hommes employés contre cette place et une prodigieuse artillerie, sous les ordres du général Krai, vinrent rejoindre alors l'armée principale; ce qui donna lieu à un dernier combat bien plus sanglant que ne l'avaient été tous ceux de cette campagne meurtrière.

Le Directoire avait engagé le général

(1) Le 28 juillet.
(2) Idem.

Joubert à reprendre le commandement en chef de l'armée d'Italie, laquelle, depuis son départ, avait essuyé de si cruels revers. Ce général était arrivé à sa destination les derniers jours de juin, et Moreau lui était resté subordonné. Voyant les Austro-Russes prêts à recueillir non seulement les troupes du blocus de Mantoue; mais toutes celles employées aux autres sièges terminés ou prêts à l'être; il résolut de prévenir toutes ces jonctions, en hasardant de nouveau le sort d'une bataille générale; mais au moment d'exécuter ce dessein, il fut attaqué lui-même par les Austro-Russes sur les collines de Novi. Ce fut le général Krai, vainqueur de Schérer à Vérone, qui commença cette attaque; elle fut poussée et soutenue avec une admirable valeur, et jamais la victoire peut-être ne fut aussi opiniâtrement balancée; mais le général Joubert ayant été frappé d'un coup mortel, Moreau, qui reprit après lui le commandement en chef, se vit forcé d'ordonner la retraite, et se replia sur la Boquette (1).

La perte de l'armée républicaine à la bataille de Novi fut de 25,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers, de l'aveu même des écrivains révolutionnaires qui n'ont pu

(1) Il paraît qu'à cette époque Macdonald avait quitté le commandement de l'armée, et s'était retiré en France.

la comparer qu'à celles de Malplaquet et de Francfort (1).

Après ce grand désastre Moreau retourna sur le Haut-Tanaro, où il resta quelque temps avant de pouvoir rien entreprendre.

C'est encore ici que les témoins de tant de prouesses, ceux surtout de qui le sort dépendait entièrement des résultats qu'elles devaient entraîner, gémirent de voir les vainqueurs perdre le fruit de leurs brillantes victoires. Gênes aurait-elle pu résister si les coalisés l'avaient alors pressée avec quelque vigueur ! Moreau poursuivi sans relâche n'aurait-il pas abandonné ces montagnes fatales et regagné la France? Et que de sang, que de travaux épargnés pour l'année d'après! que de chances cruelles prévenues, si les Austro-Russes s'étaient emparés avant l'hiver de la Ligurie toute entière et des montagnes de Nice! Bien loin de là, ils semblèrent voir avec indifférence, Moreau et Championnet son successeur reprendre de nouvelles forces, s'affermir chaque jour davantage dans leurs formidables positions (2), et les insul-

(1) La prise de Tortone fut un des résultats de la bataille de Novi.

(2) Au milieu de leurs désastres, les généraux de la république française prouvèrent bien plus d'habileté et de courage qu'au temps où ils étaient le plus favorisés par la fortune. Au milieu du mois d'août, lorsque toutes les grandes forteresses de Lombardie avaient succombé et qu'ils venaient de perdre les batailles de Plaisance et de Novi, on les vit reprendre l'offensive dans l'Apen-

ter par des courses dévastatrices dans toute la partie méridionale du Piémont.

Ravages de l'armée française resserrée dans l'Apennin et les Alpes méridionales. Vengeances des paysans armés contre ces dévastateurs et contre les jacobins.

Les excursions des Français s'étendaient jusqu'à Cève et à Mondovi. La garnison de Coni en faisait d'autres jusqu'aux portes de Saluces, et quelques détachements sortis des montagnes du Dauphiné poussaient leurs ravages encore plus avant dans la plaine, de concert avec les Vaudois armés qui, dans ces derniers temps, s'étaient entièrement dévoués au parti français.

Leurs ennemis les plus acharnés au contraire étaient les cultivateurs de la plaine et des collines, toujours prêts à leur tendre des embuscades, voltigeant sans relâche autour d'eux pour les égorger ou les affamer.

---

nin, dans les Alpes septentrionales et occidentales, et sur le Rhin avec un ascendant marqué. Gênes fut mise à couvert, les corps d'observation, placés par les alliés au débouché des montagnes, furent attaqués impétueusement par Championnet, lequel les repoussa à Coni, à Fenestrelles, au Mont-Genèvre, au Montcenis, dans la vallée d'Aoste. Ces attaques, coïncidant avec celles de Moreau, alors réuni à Massena dans la Suisse, précédèrent la terrible bataille de Zurich.

Leur coup le plus hardi fut contre la garnison de Ferrare, laquelle, en vertu de sa capitulation, devait retourner en France par le col de Tende. Elle marchait surchargée du fruit de ses pillages et suivie d'un grand nombre de chariots, sous une escorte auctrichienne. 2,000 paysans l'investirent sur le chemin de Cève à Mondovì. Ils signifièrent aux Français que leur vie était en sûreté, puisqu'ils étaient sans armes; mais qu'ils eussent à rendre les dépouilles des pays qu'ils avaient indignement pillés, sous prétexte de les affranchir.

L'escorte autrichienne ayant fait feu sur les assaillans, ceux-ci ripostèrent; quelques soldats allemands furent tués; le reste s'enfuit, et les Français dépouillés, sans qu'il leur fût fait d'autre mal, reprirent le chemin du comté de Nice.

L'animosité des naturels du pays contre eux était bien moindre que leur haine contre les jacobins piémontais qu'ils regardaient comme des perturbateurs et des traîtres; le peuple fidèle des campagnes ne perdait pas une occasion de prouver qu'il n'avait jamais partagé ni leurs sentimens pervers, ni leurs vœux anarchiques.

Retour du roi de Sardaigne à Florence provoqué par Souwarow. La cour de Vienne l'empêche de revenir à Turin. Etablissement d'un conseil de régence.

Dès que Souwarow s'était vu maître de Turin, il avait envoyé en Sardaigne une députation au roi, pour l'inviter à revenir prendre son rang parmi les puissances européennes, et à joindre au plutôt tous ses moyens à ceux de ses libérateurs, pour procurer la liberté et l'équilibre de l'Italie, dont, pendant si long-temps, ses pères avaient été les honorables garans. Le maréchal répétait avec affectation que l'ordre de rétablir Charles Emmanuel IV dans ses états, et de le faire indemniser de ses pertes, était en première ligne dans les instructions qu'il recevait journellement de l'empereur son maître.

La cour de Vienne ne jugea pas à propos que le roi parût en Piémont, et l'engagea à demeurer, jusqu'à nouvel ordre, en Toscane auprès du grand-duc qui venait d'y être rétabli par suite de la retraite des Français.

Charles Emmanuel crut devoir, par politique, céder à ces insinuations, et il fixa sa résidence au *Poggio impériale*, ancien palais des souverains, aux portes de Florence. Pour le suppléer provisoirement dans la capitale de ses états, il créa un conseil de régence correspondant avec lui pour les affaires d'état, chargé d'ailleurs

de régir le Piémont suivant les maximes anciennes, et de réorganiser son armée, afin d'agir de concert avec les Austro-Russes.

Ce conseil, présidé par le lieutenant-général, gouverneur du Piémont, était composé du régent de la chancellerie, des chefs des deux cours souveraines, des secrétaires d'état aux différens départemens ou de leurs suppléans, du premier syndic de la ville de Turin, du quartier-maître-général de l'armée et de quelques autres officiers généraux.

Ses attributions avaient peu de bornes; mais ses moyens en avaient de très-étroites. La puissance royale, dans ce moment, éprouvait elle-même de telles entraves, elle venait d'être si fortement ébranlée, que les mandataires investis d'une partie de son autorité ne devaient pas se trouver au large.

L'embarras des finances surtout était extrême, et croissait chaque jour. Le roi répugnait à bâtir sur des fondemens jetés par les révolutionnaires, et cependant il était forcé de conserver quelques-uns de leurs établissemens pour épargner de plus grands maux. Il devait faire face aux dépenses publiques; il devait créer, équiper à neuf et solder une armée qui n'existait plus. Il fallait de nouveau acheter dans les pays étrangers assez de blé, pour subvenir aux besoins du peuple affamé, et du salpêtre pour alimenter les moulins à poudre.

Les Austro-Russes n'en demandaient pas moins des fourrages pour leur armée; faute

d'avoine, il fallait leur livrer des grains précieux qui servaient de pâture à leurs chevaux, et il fallait de grandes et promptes réparations aux places de guerre qu'ils venaient de reconquérir, en les écrasant de bombes et d'obus.

Il est aisé de comprendre combien, dans de pareilles détresses, chargé de répondre à tant de demandes, le *conseil suprême* (1) devait être malheureux.

Il se vit forcé à de nouvelles émissions de billets d'état, et à d'autres opérations de finances, dont plusieurs manquèrent leur but par la perte entière du crédit. Il fut en butte à l'animadversion du grand nombre, quoiqu'il n'eût pas mis de bornes à son dévouement pour le roi et pour la patrie. Ce fut bien pis quand les Russes eurent abandonné le Piémont.

Le nom de Souwarow avait ranimé l'espoir des coalisés. L'espèce d'engagement que ce héros tartare avait pris de rétablir la maison de Savoie, en avait fait pour la majeure partie des sujets du roi l'objet d'un véritable culte. On adorait à Turin jusqu'à son étrange langage, jusqu'aux formes bizarres dont il voilait de rares talens et de vastes conceptions.

(1) C'était le titre que le roi lui donnait dans ses communications.

Plan du maréchal de Souwarow pour faire triompher en France le parti anti-révolutionnaire, et pour abattre celui du Directoire, après avoir dispersé l'élite de ses généraux.

Le plan du général russe était de concentrer toutes ses forces en Piémont, de pénétrer en Suisse par les cols des deux Saint-Bernard, d'obliger Massena à évacuer ce pays, en menaçant de le prendre à dos pendant que l'archiduc Charles l'aurait poussé de front avec toute son armée réunie: ensuite, traversant le reste de l'Helvétie, l'archiduc se serait porté sur la Saône entre Châlons et Lyon, et en même temps les Russes, marchant par leur gauche, auraient pu se déployer sur le Rhône entre Lyon et Valence.

Le théâtre de la guerre se serait ainsi trouvé dans un pays abondant et sur une terre ennemie. Les troupes répandues dans le comté de Nice et dans la rivière de Gênes, celles qui restaient encore à la défense de quelques villes d'Italie et des montagnes de Piémont, n'auraient pas manqué d'être rappelées pour défendre l'intérieur de la république, et 300,000 hommes des troupes les mieux aguerries du monde, favorisées par le vœu des peuples et par le discrédit du gouvernement actuel, auraient peut-être alors mis fin à la révolution

de France et aux troubles de l'Europe (1).

Mais suivant les éternels décrets, il ne fallait pas que la France alors dût à des causes étrangères la fin de ses maux, et les autres peuples n'avaient pas encore achevé leur cours d'expiations.

La mésintelligence naît entre les alliés. La situation du roi de Sardaigne en devient plus embarrassante.

Non seulement les Autrichiens avaient partagé les lauriers de ce brillant début de campagne; mais presque seuls ils en avaient recueilli les fruits. La Lombardie entière était rentrée sous leur obéissance, tandis que leur magnanime allié n'aspirait qu'à la gloire des armes, et ne demandait, pour prix de ses services, rendus à la cause commune, que le rétablissement d'un ami malheureux.

Les généraux allemands n'en paraissaient pas moins se livrer à quelques sentimens de jalousie contre les Russes qui les avaient aidés à vaincre.

De tout temps, comme on a été dans le cas de le dire ailleurs, les Autrichiens avaient répugné à s'engager dans les alpes occidentales pour combattre les Français dans

(1) L'auteur a vu ce plan et la carte qui lui servait de développement.

leurs foyers. Il fut ici résolu que Souwarow traverserait le mont S.t-Gothard pour aller prendre sur la Lima le commandement de l'armée alliée opposée à Massena, et qui formait la droite de la ligne, détermination qui devait avoir les suites les plus funestes, comme l'évènement ne le prouva que trop.

Massena reprend l'offensive, et gagne la bataille de Zurich. Souwarow parti pour aller prendre en Suisse le commandement de l'armée austro-russe trouve, en arrivant, cette armée battue et dispersée. Lui-même n'échappe pas sans peine aux dangers dont il est environné. Il retourne en Russie. Bonaparte revient d'Egypte. Sensations produites par le départ de l'un et par le retour de l'autre.

Plus d'un tiers de la Suisse et de la Haute-Rhétie, des propriétés de laquelle on a été dans le cas de parler tant de fois, était au pouvoir des Autrichiens que venait de joindre le corps russe du prince Korsakoff, fort de 25,000 hommes. Ces forces réunies n'attendaient, pour agir offensivement, que l'arrivée du maréchal Souwarow. Cette arrivée fut malheureusement retardée plusieurs jours par la faute du commissariat autrichien, chargé de tenir prêts, au pied du S.t-Gothard, les moyens de transport, les amas de vivres et de munitions nécessaires à l'approvisionnement de l'armée russe qui devait franchir

ce passage. Jamais défaut d'exactitude n'entraîna d'aussi épouvantables suites.

Massena, mettant à profit les jours et les heures, parvint à battre et à disperser toutes les parties de cette grande armée, avant qu'elles pussent se rejoindre (1).

Il venait de tendre à l'archiduc Charles un piège auquel ce prince, l'un des meilleurs généraux de son temps, se laissa prendre.

Il lui fit croire Philisbourg en danger par une attaque dirigée sur ce point. L'archiduc ne balança pas à quitter l'Helvétie, où tout était dans l'inaction depuis quelque temps, pour voler au secours d'un des boulevards de l'empire, et menant avec lui l'élite de ses troupes allemandes, il laissa le reste sous les ordres du général Hotze (2).

---

(1) Le Directoire exécutif pressait depuis long-temps Massena, comme il avait pressé Schérer, d'attaquer les Autrichiens avant la jonction des Russes; mais Massena préparait et attendait le moment favorable. Il résista aux ordres de son gouvernement jusqu'à encourir sa disgrace, et reçut l'ordre de quitter le commandement de l'armée. Heureusement pour la France, il méprisa cette injonction.

Mathieu Dumas.

(2) L'auteur qu'on vient de citer ne présente point la tentative du général Muller contre Philisbourg comme une fausse attaque; mais comme une puissante diversion. 20,000 français attaquèrent cette place et la bombardèrent pendant 5 jours; elle n'était plus qu'un monceau de ruines, lorsque l'archiduc força Muller à repasser le Rhin. Si ce dernier avait pu s'avancer sans obstacle jusqu'au

Le front des deux armées austro-russes et française s'étendait de Leuffembourg à Altorph à droite et à gauche de la Russ. Massena charmé d'avoir réussi dans la première partie de son plan, et d'avoir affaibli aussi considérablement la droite de son adversaire, jeta sa propre aîle droite dans les pentes septentrionales du S.t-Gothard, afin d'y rallentir la marche du corps russe arrivant d'Italie (1).

Ces précautions prises, il attaqua, le 25 septembre, la ligne ennemie sur tout son front, et parvint, par des mouvemens aussi subtils que vigoureux, à séparer le corps autrichien du général Hotze de l'armée du prince Korsakoff, et à rendre impossible la jonction de celle-ci avec l'armée du maréchal qui descendait des Alpes. Alors il fondit impétueusement sur les Allemands qui ne reçurent pas ce choc avec leur constance ordinaire. Le général Hotze (2) ayant

---

Danube, sa diversion serait devenue peut-être plus dangereuse, et non moins décisive. D'un autre côté si le général Hotze, joint au corps russe, avait refusé l'engagement., en attendant Souwarow; s'il n'avait pas péri au premier choc, sa chance pouvait tourner différemment.

(1) Les généraux Jellachich et Simpschen gardaient ces débouchés du S.t-Gothard dans le canton d'Ury. Lecourbe les battit, les déposta le 15 août, et s'empara d'Altorph.

(2) Le général autrichien Hotze était Suisse, né à Zurich.

été tué, dès le commencement de l'action, ses troupes tombèrent bientôt dans une entière confusion. Les Russes attaqués à leur tour cédèrent après une valeureuse résistance, et se replièrent en combattant dans les faubourgs de Zurich, où la nuit seule suspendit le combat. Il recommença dès l'aube du jour suivant, et fut des plus meurtriers. Zurich fut emporté d'assaut; les Russes poursuivis de rue en rue et taillés en pièces, furent forcés de l'évacuer.

Les huit jours qui suivirent ce premier engagement furent marqués par des combats presque continuels, et funestes aux coalisés qui ne connaissaient plus entr'eux de point de ralliement (1). Sur ces entrefaites arriva Souwarow, vainqueur du général Lecourbe qu'il avait forcé de lui livrer passage.

Mais qu'elle fut sa douleur lorsqu'il trouva en pleine déroute la brillante armée dont il venait prendre le commandement, et qu'il n'apperçut de toutes parts que des fuyards et des débris! . . . . Il fut obligé de rétrograder lui-même, poursuivi par Massena et par Lecourbe, et peu s'en fallut qu'il ne

(1) Les Suisses des petits cantons, qui dans cette campagne s'étaient déclarés contre les Français, furent traités avec barbarie dans la bataille de Zurich, et leur pays fut mis à feu et à sang. Les traces de désolation dans cette terre, si long-temps heureuse et tranquille, ne peuvent, dit-on, être effacées dans un demi siècle.

trouvât dans les gorges du canton d'Ury le sort de Roland dans la vallée de Roncevaux. Plein de ressentiment contre un allié, auquel seul il imputait son malheur, il porta des plaintes amères à l'empereur son maître, lequel, peu de temps après, abandonna la coalition et rappela ses armées.

Massena, en rendant compte au gouvernement français de la bataille de Zurich, avait terminé son rapport, de la manière suivante:

« Une bataille de 15 jours sur une ligne » de 60 lieues de développement, et contre » trois armées combinées, commandées par » des généraux à grande réputation, telles » ont été les opérations de l'armée d'Hel- » vétie ».

« Trois armées battues et dispersées, » 20,000 prisonniers, 10,000 morts ou bles- » sés, 100 pièces de canon, 15 drapeaux, » tous les bagages de l'ennemi, 9 de leurs » généraux tués ou pris, l'Italie et le Bas- » Rhin dégagés, l'Helvétie libre, *le pres-* » *tige de l'invincibilité des Russes détruit*, » tels sont les resultats de ces combats (1)».

Cet exposé, peut-être, était exagéré; mais ce qui ne pouvait l'être, c'était le

---

(1) Massena, destitué quelques jours auparavant par le Directoire pour avoir été trop lent à exécuter des ordres émanés de Paris, devait éprouver une satisfaction bien vive à expédier un pareil rapport.

coup mortel porté à la cause anti-révolutionnaire par cette grande et funeste bataille, surtout par la retraite des Russes.

Ceux qui n'avaient d'espérance que dans le rétablissement de l'ancien ordre social, et qui n'avaient pas douté que Souwarow ne fût l'agent choisi par la Providence pour tout remettre en place, le virent partir avec désespoir; pendant qu'ils l'accompagnaient tristement de leurs regrets, on apprit que Bonaparte, de retour d'Egypte, venait d'aborder sur les côtes de France. Il faut avoir été témoin de l'effet que produisirent ce départ et cette arrivée pour se former une juste idée de l'ascendant des grands noms sur le commun des esprits. Un parti tomba dans l'abattement, l'autre parti se crut assuré désormais de vaincre, et tout changea d'aspect.

Coup d'œil nouveau sur la Suisse et sur l'Italie à la fin de la campagne de 1799.

Par suite des évènemens de la fin de septembre, les Français étaient redevenus maîtres des montagnes qui ceignent au nord le Piémont et le Milanais. Moreau s'était maintenu dans celles de Gênes où il avait été remplacé par Championnet, lequel avait renforcé l'armée d'Italie des troupes qui composaient celle des Alpes.

Gênes et le Saint-Gothard étaient redevenus ce que les gens de l'art appellent

par métaphore *l'enclume et le marteau*, entre lesquels demeurent inertes et foulées les armées qui se croyent maîtresses du pays, parce qu'elles en occupent la plaine et les forteresses, et qu'elles sont maîtresses du cours des rivières. D'ailleurs, l'armée de Mélas, chargée d'accomplir seule une tâche qu'elle avait entreprise avec de puissans auxiliaires, se trouvait singulièrement affaiblie par les garnisons des places conquises, par la perte d'hommes que lui avaient coûtés ses victoires mêmes, et par ses hôpitaux, où l'on comptait alors 30,000 malades.

Cependant l'arrière-saison fut utilement employée par elle à réprimer Championnet et à réduire les forteresses auxquelles ce général français comptait appuyer ses quartiers d'hiver dans la partie méridionale du Piémont.

Le général Mélas étant parvenu à le resserrer entre la Magra et la Sture, lui livra le 4 novembre, près de Fossan, une bataille meurtrière qui le força d'abandonner la plaine, et de livrer Coni à ses propres forces. Le siège fut mis immédiatement devant cette place, et poussé avec tant de vigueur par le prince de Lichtenstein, qu'elle fut forcée de capituler le 9.e jour de tranchée ouverte (1). Démont s'était

---

(1) 2,500 hommes y furent faits prisonniers de guerre.

déjà rendu aux Impériaux le 8 novembre. Mondovì, Cève, Sarraval en avaient fait autant.

La ville seule de Gênes tint ferme, quoique resserrée de fort-près par Klénau, et elle dut alors son salut au parti que prit Championnet de tout abandonner pour veiller à sa conservation, et de donner les âpres montagnes de la Ligurie pour quartiers d'hiver à ses troupes harrassées (1).

Les Impériaux prirent les leurs en Piémont et dans le reste de la vallée du Pô jusqu'à Venise.

---

(1) Championnet mourut en décembre 1799 des maladies qui décimaient son armée, et qui continuèrent tout le reste de l'hiver.

TITRE 5.e

CAMPAGNE DE 1800.

L'hiver avait été d'une rigueur extraordinaire. On savait que les troupes républicaines avaient souffert dans leurs cantonnemens, au point d'y perdre plus de 30,000 hommes; Championnet était mort des maladies qui ravageaient son armée.

Pendant ce même temps, les troupes impériales s'étaient rétablies de leurs fatigues dans d'excellens quartiers d'hiver, et avaient reçu des renforts continuels. Il en fallait moins pour ranimer la confiance de leurs généraux.

Le nouveau chef du gouvernement français eut bientôt détruit cette disparité d'avantages et de forces par les soins du général Alexandre Berthier, dont il connaissait le génie fécond en ressources, et qu'il créa ministre de la guerre. Il réunit l'armée des Alpes à celle de l'Apennin sous le commandement de Massena, et créa Moreau chef de l'armée d'Helvétie; Berthier parvint non seulement à compléter ces grands corps en peu de temps; mais il en forma un troisième qui, sous le nom d'armée de réserve, et sous son propre commandement, se rassembla à Dijon. Elle devait agir sous les yeux du premier Consul (1).

(1) On a fait la remarque suivante au sujet du com-

Bonaparte voulant signaler son élévation à la première dignité de l'état par une nouvelle conquête de l'Italie, conçut un plan d'attaque tout-à-fait différent de celui de 1797.

Les montagnes de Gênes et du S.t-Gothard, restées au pouvoir des Français, resserrent entr'elles la vallée de Pô dans un point, où ce fleuve reçoit les eaux de la Sésia, de l'Agogna, de la Scrivia, de la Bormida et du Tanaro, et où s'élèvent les forteresses de Tortone et d'Alexandrie.

---

mandement de l'armée de réserve, donné au général Alexandre Berthier. C'était la première fois que cet homme, si supérieur dans sa partie, jouait le rôle de général en chef. Bonaparte sembla vouloir jouer celui de son chef d'état-major. C'est-à-dire préparer à l'ombre tout ce qui pouvait faire réussir l'entreprise, et l'on est surpris des détails dans lesquels il entra pour surmonter les difficultés à force de prévoyance, pour lui fournir tout ce dont il pouvait avoir besoin, pour le guider, comme par la main, à travers les obstacles, où il craignait d'échouer lui-même. Sa correspondance secrète avec lui, datée de Paris, de Genêve, de Lausanne, de Martigni, depuis le 24 avril jusqu'au 21 mai, met la chose presque hors de doute.

Les principales difficultés vaincues, le conquérant reparut dans tout son éclat, et Berthier reprit volontiers son rôle *d'Acate*: il devait n'être pas sans inquiétude sûr les résultats de l'expédition, surtout connaissant le caractère de celui qui le chargeait d'une si grande responsabilité.

Bonaparte lui écrivait de sa main, en post-scriptum, d'une dépêche du 25 avril, *je vois avec peine que le séjour de Dijon vous donne de la mélancolie, soyez gai.*

Ce fut là que le I.er Consul résolut d'envelopper l'armée autrichienne en la tournant par sa droite avec sa grande réserve, et qu'il espéra de forcer Mélas à capituler, en lui coupant la retraite sur Mantoue, et en enlevant derrière lui ses dépôts et ses magasins. Pour arriver à ce but, il fallait détourner l'attention de l'ennemi du point, sur lequel il se proposait d'agir, et l'occuper fortement à droite et à gauche du large passage que devait se frayer l'armée de réserve.

Ce qu'il y eut de vraiment merveilleux, fut de voir ce plan formé à Paris sur le bureau du I.er Consul, exécuté par lui dans toutes ses parties, malgré les obstacles sans nombre qu'il était aisé de prévoir. Le peu de mystère, dont furent enveloppés ces importans desseins, contribua sans doute à les faire réussir. Car, dans cette rencontre, comme dans mille autres, ses adversaires prirent le change à force de vouloir être subtils et pénétrans, et de se défier des plus simples apparences. Leurs brillans avantages, même au commencement de la dernière campagne, contribuèrent à les aveugler sur le piège qu'on leur tendait dans celle-ci, et où ils se virent bientôt enveloppés.

Le public en Piémont saisissait mieux le véritable état des choses; il craignait beaucoup plus Bonaparte, qu'il ne se reposait sur l'appui de Mélas.

Le conseil de régence pouvait juger de cette, disposition des esprits par le peu de confiance qu'obtenaient les opérations du gouvernement, par le discrédit des billets, par l'enfouissement des espèces, et le défaut de circulation, qui résultaient de la crainte de nouveaux changemens.

Défense de Gênes par Massena.

Le plan du I.er Consul de France n'aurait pu réussir sans la ténacité inouie de Massena, chargé de la défense de Gênes. Ce général arriva dans la côte d'occident les premiers jours de février. L'armée dont il venait prendre le commandement était abymée par les maladies, et totalement désorganisée depuis le départ surtout de Moreau, et la mort de Championnet : elle avait été en proie à l'indiscipline et à l'esprit de parti, au point que le nouveau général en chef trouva en route des demi-brigades entières, et même des corps plus considérables mutinés qui retournaient en France sans ordres : la plupart n'avaient pour motif d'une conduite aussi répréhensible, que leur détermination prise de ne pas servir sous leur nouveau général.

Il fallut user des plus grandes rigueurs pour les ramener au devoir ; mais les rigueurs ne coûtaient rien à Massena, et il était à cet égard investi de pouvoirs illimités. Il n'hésita point à sévir de la ma-

nière la plus cruelle contre ceux qui avaient abandonné leurs postes ; des compagnies tout entières furent cassées, les officiers dégradés, les sous-officiers fusillés, ainsi que deux soldats par compagnie. Les murmures cessèrent. Les vides furent promptement remplis par le ministère de la guerre, et l'armée de Gênes devint la plus souple et la mieux disciplinée de toutes celles de la république.

Il était dans le caractère du nouveau chef, qu'on venait de lui donner, de ne pas faire plus de cas des plaintes de ses sous-ordres, que des menaces de ses ennemis, et de se jouer en tout des obstacles.

Les habitans de Gênes le haïssaient; il sut les comprimer, en faisant échoir toutes les charges de leur gouvernement démocratique à des patriotes dévoués à ses volontés. La rivière du levant était en insurrection contre les Français ; il profita du temps où les Autrichiens n'étaient pas encore en mesure de l'attaquer pour pacifier ces paysans à sa manière accoutumée, c'est-à-dire, par le fer et le feu. Il manquait d'argent; il sut s'en procurer par des moyens également très-connus de lui, et il compta à ses troupes deux mois de leurs payes arréragées, c'est-à-dire, à peu près un tiers de ce qui leur était dû, convaincu qu'il ne faut point que le soldat ait à la fois trop d'argent, mais qu'au moment d'entrer en action il est bon qu'il éprouve un peu de bien-être.

De grands renforts étaient venus de France à l'armée de Ligurie. On y avait changé beaucoup de généraux. La partie seule des subsistances était encore bien mal organisée, lorsque Massena se vit improvisément attaqué par les armées d'Autriche et d'Angleterre qu'il croyait fort éloignées encore. Quelque contraire que la fortune ait été au général Mélas dans le cours de cette campagne, il est impossible de n'en pas admirer le début, et surtout l'habileté avec laquelle il sut dissimuler ses forces à son ennemi, et lui dérober ses marches jusqu'au moment de frapper un grand coup.

Le 5 avril, une armée navale anglaise parut assez près de Gênes pour y lancer des bombes. Le lendemain, tous les postes des montagnes entre Gênes et Final, sur un développement de 50 milles, furent attaqués à-la-fois par les troupes autrichiennes. Les retranchemens de la Boquette furent emportés, et les défenseurs de ce poste rentrèrent confusément dans la ville par la porte orientale.

Mais la principale impulsion dirigée contre les hauteurs de Savonne eut un succès plus décisif. La ligne française fut entièrement coupée sur ce point. Son aîle droite, où était Massena, resta séparée du centre et de l'aîle gauche, où commandait Suchet, chef de son état-major, et ces deux parties ne purent plus se rejoindre. Pendant quinze

jours elles firent des efforts inouis pour se rapprocher l'une de l'autre sur les croupes des montagnes qui séparent Gênes de Savonne ; ce qui donna lieu à beaucoup de combats sanglans ; mais le général Mélas, qui commandait en personne sur ce point, réussit enfin à repousser Massena sur la *Polcevera*, et Suchet au-delà du Var.

L'objet principal du général en chef français fut dès-lors d'empêcher que le blocus de Gênes ne fût serré par les Autrichiens, et ne se convertit en siège, parce qu'alors une ville populeuse dépourvue de vivres, et une armée qui n'en avait que pour bien peu de jours, auraient été forcées de se rendre à discrétion.

Il ne songea donc qu'à combattre les Allemands de rochers en rochers pour les tenir en arrière toujours contr'eux sur l'offensive, malgré son infériorité de nombre.

Suchet, séparé de son chef, avait fait d'inutiles efforts pour délivrer Savonne. Battu et poursuivi par Oelsnitz il s'était jeté sur les hauteurs de Final, et tenait les points fameux de *Mélonio* et de *Sette-Pani*, espérant enlever et détruire de là les magasins de son adversaire ; mais il en fut chassé, et reçut un dernier échec plus grave que tous les autres à *Montecaro*, près des sources de l'Arrozia.

Dans ce combat, outre un grand nombre de morts et de blessés, il perdit plus de 1,500 prisonniers, un général de division,

40 officiers et 15 pièces de canon; mais ce qui le força surtout à précipiter sa retraite fut une manœuvre des Autrichiens, qui menaça de lui couper la retraite, et qui, par le fait, ne manqua que d'un peu plus de vivacité dans l'exécution pour réduire le centre et la gauche de l'armée d'Italie à la nécessité de mettre bas les armes.

Le général Kuzzovich avait passé le col de Tende le 21 avec une forte division, et s'était déjà porté à Broïs d'où il n'avait qu'un pas à faire pour fondre sur Vintimille, et couper entièrement la retraite à l'armée de Suchet, laquelle se serait trouvée pressée entre ce corps et celui d'Oelsnitz.

Ce ne fut que par la célérité de ses mouvemens qu'elle évita ce piège, et en abandonnant près d'Oneille ses magasins, ses hôpitaux et plus de 20 pièces de canon.

Mais il est temps de revenir à Gênes. La résistance de cette ville défendue par Massena doit compter assurément parmi les faits les plus extraordinaires du même genre, que présente l'histoire, puisque le succès fut dû à l'opiniâtreté d'un seul homme contre le vœu de 150,000 habitans dévorés par la faim, contre celui de ses propres soldats découragés, accablés de maux, sans exaltation et sans pain. Ces derniers ne pouvaient comprendre le but des attaques meurtrières, où chaque jour on les conduisait; car les pertes que les Impériaux pouvaient y faire, ne les auraient certainement

jamais déterminés à lever le blocus, et les prisonniers qu'on leur faisait étaient plus à charge qu'à profit par l'embarras de les nourrir (1). De là vint l'opinion fort repandue, que Massena combattait non pour conquérir des postes souvent inutiles; mais pour diminuer, dans sa propre armée, le nombre des consommateurs.

Il n'avait qu'un objet en vue, celui de donner au I.er Consul le temps de venir à son secours.

Il en recevait des nouvelles par la voie des jacobins, tout autre moyen de communications au déhors étant impossible; enfin il apprit le 25 mai, d'une manière certaine, les grands avantages remportés en Souabe par Moreau, et l'entrée de l'armée de réserve en Piémont; ce qui lui donna lieu d'illuminer Gènes; mais cette ville infortunée n'en fut pas moins réduite, depuis ce jour, aux plus horribles extrêmités de la faim. Il n'y existait plus, depuis long-temps, ni grains, ni

---

(1) Dans le premier échange de prisonniers que Massena, pendant le blocus de Gênes, fit avec les généraux autrichiens il lui en resta 6,000 de plus qu'il n'en rendit.

Une partie de ces malheureux périt, dit-on, de faim par la qualité et la petite quantité de nourriture qu'on leur faisait distribuer dans les vaissaux du port, où ils étaient entassés. On assure qu'ils furent réduits à dévorer le cuir de leurs bretelles et de leurs souliers, et que plusieurs de désespoir se jetèrent dans la mer.

bétail; le dernier cheval, et les moindres animaux domestiques avaient été dévorés, et les soldats même n'y subsistaient que d'un mélange de son, de paille hâchée, mêlée avec de l'amidon, de là graine de lin, des amandes, de l'avoine et du cacao, dont on formait un pain noir et huileux aussi mal sain, que dégoutant; à peine avalé on le vomissait avec effort, et il entretenait une fièvre lente.

Quant aux habitans, on ne s'inquiétait guère de leur subsistance; on ne leur demandait pas de vivres; mais de garder le silence, et de ne point troubler, par leurs gémissemens, ceux qui étaient supposés combattre pour eux.

Aussi le nombre des infortunés qui périrent de faim ou des maladies, suites de leurs souffrances, pendant ce blocus, s'éleva, dit-on, à plus de 15,000.

On était arrivé aux derniers jours de mai; les Autrichiens et les Anglais instruits que le I.er Consul approchait de Milan, pressaient Gênes avec la plus grande vivacité: les Autrichiens multipliaient leurs attaques; les Anglais faisaient pleuvoir des bombes sur les palais de cette magnifique et malheureuse cité.

Massena recevant en même temps l'offre d'une capitulation honorable, ne douta plus que l'armée de réserve ne fût bien près de lui; mais tout moyen de l'attendre étant usé, il résolut de tirer au moins parti de l'in-

quiétude de ses adversaires pour obtenir d'eux de meilleures conditions.

Le traité fut arrêté le 3 juin à 9 heures du matin. La première clause, exigée par le général français, fut que le mot de *capitulation* ne serait pas prononcé ; il fut stipulé simplement que *l'aile droite de l'armée d'Italie*, *chargée de défendre Gênes*, en sortirait avec armes et bagages pour aller rejoindre à Montalban le centre de cette même armée ; qu'elle serait nourrie aux frais de l'ennemi, et transportée sur les vaisseaux anglais ; qu'en partant de Gênes, elle pourrait porter à la tête de ses colonnes sept drapeaux pris aux Autrichiens dans les combats précédens ; que les patriotes gênois et les réfugiés italiens, qui voudraient la suivre, seraient traités, comme en faisant partie, et recevraient des vivres et des passeports.

L'amiral Kaith, les généraux Ott et Saint-Julien s'empressèrent d'approuver ces conventions; mais Massena ne voulut y apposer sa signature que le soir de ce même jour, espérant encore de recevoir des nouvelles qui pourraient changer ses déterminations.

On admira, pendant le cours de toutes ces discussions, l'art de cet homme aussi rusé qu'opiniâtre pour déguiser sa propre détresse, pour mettre à profit l'embarras de son ennemi, et pour en obtenir ce qu'il voulait.

Pendant le reste du jour il fut entouré de jacobins gênois consternés; il leur répétait souvent: *malheureux*, *sauvez donc encore votre patrie*; *donnez-moi des vivres pour quatre jours*, *et je déchire le traité*; mais ils étaient muets : les dernières ressources étaient épuisées: Massena signa à 7 heures du soir, et l'on se donna mutuellement des ôtages.

Enfin les Français quittèrent Gênes après en avoir soutenu le blocus pendant 60 jours (1), et eu la moitié des leurs tués, blessés ou faits prisonniers. Les autres pouvaient à peine se soutenir. Ils furent accompagnés de malédictions jusqu'aux vaissaux qui devaient les transporter hors de ce territoire dévasté.

Mais ce fut, on le repète, ce blocus soutenu avec tant d'opiniâtreté, qui donna à l'armée de réserve et à son redoutable chef le temps d'arriver sur le champ de bataille de Marengo. Ce fut lui qui retint les Allemands dans l'Apennin, pendant que leur présence aurait été si nécessaire ailleurs, et qui les empêcha de voler à temps à la rencontre de leur principal ennemi.

---

(1) Bonaparte n'avait évalué que 25 ou 30 jours le temps, où Gênes pouvait tenir contre les alliés et contre la faim.

Lettre à Berthier du 21 *avril* 1800.

Opérations de Moreau sur le Danube.

Moreau avait passé le Rhin les derniers jours d'avril. Son objet, comme on l'a dit ailleurs, devait être d'attirer à lui la puissante armée du général Kray, et de l'écarter du lieu où le I.er Consul se proposait d'exécuter sa grande manœuvre.

Kray occupait, au revers de la Forêt noire et près des sources du Danube, un camp retranché réputé inexpugnable, d'où il tenait la Souabe à couvert, et menaçait de fondre sur la Suisse et sur la Rhétie. 100,000 Autrichiens, non compris les contingens des cercles de l'empire et le corps de troupes stipendié par l'Angleterre, composaient son armée.

Moreau, quoiqu'inférieur en forces, ne balança point à attaquer celui-ci, et l'obligea à quitter son excellente position de *Doneschingen*, successivement à se replier sur Stokach, sur Biberach, sur Ulm, et finalement sur le Lech au-dessus d'Auxbourg, près du lieu où cette rivière se jette dans le Danube. Dans cette retraite, qui dura moins de trois semaines, eurent lieu plusieurs actions considérables où Moreau, suivant ses rapports, eut constamment l'avantage. Il porte à 30,000 hommes la perte de son adversaire. Ce qu'il y a de certain, c'est que la cour de Vienne alarmée ordonna qu'une forte garnison fût promptement jetée dans Ulm, et que tout

ce qui lui restait de troupes disponibles, se portât sur le Danube et sur l'Adige.

Diversion du général Thureau par les alpes du Dauphiné.

Toujours dans la vue de détourner l'attention des Autrichiens du point où il se proposait de frapper le coup décisif, pour multiplier leurs embarras, et pour leur donner le change, Bonaparte avait ordonné au général Thureau, chef de l'aîle droite de son armée de réserve, de se porter dans le haut Dauphiné, et, dès que le centre de cette même armée déboucherait dans le Canavesan, d'attirer à lui l'attention des Austro-Sardes, par des courses faites à propos dans la vallée de la Doire, et jusqu'aux portes de Turin.

Ce général, au temps convenu, déboucha par le Mont-Genèvre, attaqua et enleva le poste de Gravières, les redoutes élevées sur l'emplacement des forts de la Brunette et de Saint-François; enfin il poursuivit les Allemands jusqu'à leur seconde ligne d'Avigliana, d'où il les chassa encore après un combat très-vif. De ce point les Français n'eurent pas de peine à répandre l'effroi dans la capitale. Ils firent des courses jusqu'à la Vénerie et jusqu'au faubourg du Ballon (1). Cette division était à peine de

(1) L'avant-garde de Thureau affecta de se montrer

5,000 hommes ; elle n'avait en arrière aucune réserve , et la peur que fit son apparition , fut véritablement une terreur panique.

Marche du général Moncey dans le revers du Saint-Gothard.

L'aîle gauche de l'armée de réserve, sous le commandement du général Moncey, bien loin de faire ostentation de ses forces , comme la division de Thureau , devait se porter sur les derrières de l'armée autrichienne par des chemins cachés. Forte de 20,000 hommes , elle s'enfonça dans la Suisse, sans connaître sa destination. Puis arrivée près du bourg d'Altorph, et s'étant accrue de 6,000 hommes de l'armée de Moreau, elle tourna sur sa droite, franchit les hautes sommités du Saint-Gothard, et déboucha dans le Milanais par les montagnes qui bordent à gauche le Lac-Majeur. Sa destination était de la plus haute importance ; car c'était elle qui, coupant la retraite aux Allemands avant que le général en chef fût aux prises avec eux , devait donner de si prodigieux résultats à la victoire.

à la Vénerie, à la Madonna de Campagne, près des ouvrages extérieurs de la porte Susine , et en face du jardin ; le canon de Turin tira plusieurs coups sur elle.

Marche de l'armée de réserve.
Bataille de Marengo.

L'armée de réserve rassemblée à Dijon (1), comme on l'a dit plus haut, et dont les aîles étaient déjà parties pour leurs différentes destinations, s'était portée à Vevai, dès les premiers jours de mai. Le I.er Consul l'y passa en revue le 11; il fut reçu aux acclamations des soldats avides de le revoir après plus de deux ans d'absence. Il leur promit de nouvelles victoires d'un ton solennel et prophétique, et nul ne revoqua en doute la vérité de ses promesses.

Il entra le 12 mai dans la vallée du Rhône, précédé à deux marches de distance par une avant-garde de 3,000 hommes sous le commandement du général Lannes. Comme l'armée devait cheminer plusieurs jours dans des lieux déserts, elle portait avec elle tous les objets nécessaires à sa subsistance à raison de 20 jours de marche, et de 40,000 rations par jour. Le pain était cuit en galettes, le foin ficelé, et le tout porté à dos de mulet.

Ce fut le passage du Grand-S.t-Bernard, qui présenta le plus d'obstacles; mais surmonter toutes les difficultés était un jeu pour l'ardeur française. Le train même d'artillerie

(1) Un tiers des fantassins de l'armée de réserve était de nouvelle levée.

fut transporté à bras d'hommes, en moins de 4 jours, du bourg S.t-Pierre à la cité d'Aoste. Chaque pièce de canon était enchassée dans un billot de sapin, creusé à manière d'auge, et muni d'un long cable, où s'attelaient 100 hommes à-la-fois. Ceux-ci, qu'on renouvelait tous les cent pas, trainaient ces lourdes masses dans des longs et scabreux défilés encombrés de neige. Les affûts et les caissons démontés étaient également portés à bras (1). On donnait 1,000 francs de gratification pour chaque pièce d'artillerie.

Les 17, 18, 19 et 20 furent employés par le gros de l'armée à surmonter ces obstacles naturels (2). Quant à ceux qu'essayèrent d'opposer deux petits corps autrichiens, postés l'un à la cité d'Aoste, l'autre au bourg de Châtillon, il furent renversés sans beaucoup de peine par l'avant-garde du général Lannes, et l'armée ne put s'apercevoir de leur existence. Une route belle et commode, côtoyant la Doire, s'ouvrit ensuite devant elle jusqu'au fort de Bard. Ici devaient renaître les oppositions.

---

(1) Il est aussi parlé *d'affûts traîneaux* construits dans les ateliers d'Auxonne, dont on fit usage dans ce pénible trajet.

(2) 5,000 hommes, sous le commandement du général Chabran, devaient passer par le Petit-S.t-Bernard pour joindre à Aoste l'armée de réserve.

Le château de Bard est une place du 4.e ordre, à l'abri d'un coup de main, pouvant tenir 400 hommes de garnison, situé de manière à fermer la vallée d'Aoste, pour ainsi dire, sous un seul verrou. On aurait rendu à bien peu de frais ce point, d'une très-bonne défense, en empêchant qu'il ne pût être tourné par sa droite. Quelques troupes bien retranchées au Mont-Albaro auraient empêché que l'infanterie, et à plus forte raison, que la cavalerie française pussent jamais s'y frayer un passage. Berthier employa 12,000 hommes à ébaucher ce chemin dans la journée du 24 et du 25, et toute l'armée put y passer le 26, quoique avec des grandes difficultés. Quant aux canons, ils furent trainés de nuit à bras d'hommes au pied des murs du fort sur leurs affûts, leurs roues enveloppées de paille, pour éviter le bruit, et bravant les coups de fusils de la garnison qui, tirant au hasard, et du haut en bas, leur fit peu de mal.

Tous ces obstacles surmontés, l'armée de réserve toute entière arriva le 27 à Ivrée. Il est à remarquer que le fort de Bard ne capitula que le premier de juin, c'est-à-dire 5 jours plus tard, quoique sa résistance fût désormais bien inutile. Une arrière-garde autrichienne restée à Ivrée fut prise (1), et les

(1) La prise d'Ivrée fut l'occasion de combats assez vifs qui durèrent deux jours; le château fut forcé à la

Français battirent et dispersèrent un corps de cavalerie assez considérable, qui voulut leur disputer le passage d'une petite rivière (1) qui coupe la route de Turin, et qui verse ses eaux dans la Doire, trois quarts d'heure au-dessous d'Ivrée.

L'armée de réserve ne rencontra plus d'obstacles jusqu'à Milan où elle se rendit par le Verceillais et le Vigévanasque.

Le premier Consul la passa en revue le 29 à Chivasso. Le quartier-général était le 30 à Verceil; le 2 juin, elle était toute entière sur la gauche du Tesin. Les avant-gardes du général Lannes et du général Murat y étaient arrivées depuis 3 ou 4 jours.

La légion italique du général Lecchi, chargée de couvrir le flanc gauche de l'armée, en rasant le pied des montagnes par Gressonai et les sources de la Sesia, s'y trouva rendue en même temps qu'elle; enfin la grande division venue par le Saint-Gothard était arrivée déjà à sa destination.

On ne peut se former une idée de l'étrange sécurité qui régnait à Turin parmi la classe la moins éclairée de ses habitans à portée de cette scène principale. 40,000 hommes, défilant à 3 lieues de la capitale du Piémont, ayant à leur tête Bonaparte et l'élite des géné-

---

baïonnette et la ville prise d'assaut, par le général Lannes.

(1) La Chiusela.

raux de la république française, inspiraient moins d'épouvante que n'en avait occasionné Thureau dans la vallée de Suse avec une poignée de partisans.

Quant au général Mélas, il s'énivrait à Nice de son rôle de conquérant. Il fermait l'oreille aux avis que s'empressaient de lui donner les personnes qui pouvaient avoir quelque connaissance de ce qui se passait dans l'intérieur des Alpes, et les troupes débouchant par la vallée d'Aoste n'avaient, à son avis, d'autre objet que de délivrer Gênes par une diversion. Il semblait ne pas se douter du danger imminent qu'il courait lui-même, en tournant le dos à son principal adversaire.

Dans ce même temps, Bonaparte écrivait au consul Cambacères: *tout va bien: Mélas renfermé à Nice court plus de danger, que Massena à Gênes.*

Comment ne pas se livrer encore ici à quelques réflexions qui ressortent naturellement du fond de ce triste sujet?

Si le général Mélas, qui certainement n'avait pas besoin de toutes ses forces contre les débris de l'armée d'Italie, avait porté 15,000 hommes dans la vallée d'Aoste, (1) sous le commandement d'un chef in-

---

(1) *Le général Mélas*, écrit Bonaparte au commandant de l'armée de réserve, *n'a besoin que de 8 jours pour se rendre de Gênes à Aoste, et s'il parvenait là avant*

telligent; s'il avait chargé ce chef de défendre avec obstination tous les postes de chicane dont ce pays abonde; si tous ces postes avaient été fortifiés d'avance, surtout ceux qui flanquent Châtillon et le fort de Bard, il est bien à croire que les Français auraient mis un mois ou six semaines de plus à franchir ces périlleux défilés (1). Si toute la cavalerie impériale, bien plus inutile encore que l'infanterie contre Massena et contre Suchet, s'était trouvée prête à fondre en masse sur l'armée de réserve à sa sortie des Alpes; nul doute que la chance des évènemens n'eût tourné d'une autre manière; Massena, qui ne pouvait tenir un jour de plus dans Gênes, aurait été forcé de se rendre à discrétion; au

---

que vous eussiez débouché seulement avec 20,000 hommes, celà lui donnerait des avantages immenses pour vous disputer l'entrée de l'Italie.

Paris, 4 *mai* 1800.

(1) Les vives inquiétudes de Bonaparte à la vue de l'obstacle imposant que lui présentait le fort de Bard, commandé par un brave officier incapable de s'en laisser imposer par ses menaces; sa détermination inconsidérée d'y faire donner l'assaut, qui aurait été sans succès, et auquel il fut forcé de renoncer, prouvèrent assez l'embarras où il était de faire subsister quelques jours de plus son armée en Val-d'Aoste. On put comprendre alors de quelle importance aurait été à Bard un point, fort impossible à tourner, et dans Ivrée une place du premier ordre, propre à servir d'appui à des troupes sur la défensive.

lieu de braver ses vainqueurs, il serait resté leur prisonnier avec l'aîle droite de son armée, et serait parti avec elle pour la Hongrie. Mélas, maître de Gênes et de la Ligurie, libre de rassembler toutes ses forces et d'en disposer à son gré, aurait prévenu son adversaire au débouché des montagnes, aurait détruit ses avant-gardes, et l'aurait combattu corps à corps avec avantage; surtout il n'aurait pas trouvé, d'entrée de jeu, sa retraite coupée, ses parcs et ses magasins perdus.

Enfin, ce général acquit la certitude, que le premier Consul, à la tête d'une puissante armée, n'était plus qu'à deux ou trois marches de Milan, et il comprit trop tard tout le changement que cette circonstance apportait dans sa situation. Il revint précipitamment à Turin, retirant, non sans de grandes pertes, une partie des troupes qu'il avait engagées sur le Var, et qui furent poursuivies par Suchet, jusqu'à la vue de Cève (1).

(1) Dès que le mouvement rétrograde de l'armée autrichienne, postée à Nice, fut décidé, Suchet ne cessa plus de la harceller de la manière la plus vive. Il avait ordre de Bonaparte de n'épargner aucun effort pour la retenir au bord de la mer; en conséquence il en poursuivit une partie du côté de Savonne, en manœuvrant par les croupes de l'Apennin pour empêcher Oelsnitz de se joindre, ainsi qu'il l'espérait, au corps du général Ott, déjà maître de Gênes; en même temps il se jeta dans

On illumina Turin pour l'arrivée du vainqueur de Nice, le 2 de juin, jour où l'on illuminait Milan pour le retour de Bonaparte.

L'Autrichien ne voulait pas que le public partageât les soucis dont il était dévoré. A chaque heure il apprenait des nouvelles plus allarmantes. Le général Moncey avait opéré sa jonction avec l'armée de réserve, après s'être emparé de Pavie, de Crémone, de Brescia, d'Orsinovi et de tous les lieux où se trouvaient les réserves de l'armée impériale. Sans tirer l'épée, il avait en son pouvoir déjà 6,000 prisonniers, 300 pièces d'artillerie, 200 milliers de poudre et 10,000 fusils; il avait fait plus; il avait forcé le passage du Pô à Plaisance et à la Stradella, et l'armée française était libre d'entrer du Milanais en Piémont par la même issue qu'elle s'était ouverte, en 1796, pour pénétrer du Piémont dans le Milanais.

---

les montagnes, qui séparent la Vesubia de la Roya, pour couper au reste le grand chemin de Tende. Les Autrichiens n'échappèrent à tous ces mouvemens aussi subtils qu'impétueux qu'avec des peines et des pertes considérables. Enfin ayant trouvé le col de Tende occupé ils se réunirent dans la vallée du Tanaro, et débouchèrent sur Cève, conduisant un convoi d'équipages de près de 5,000 mulets. Ils avaient perdu près de 3,000 prisonniers, outre les morts et les blessés, et 30 pièces de canon.

Heureusement Mélas avait précédé de quelques jours son armée avec 7 ou 8,000 hommes, et avait pu revenir à Turin sans obstables, en traversant le col de Tende.

Une proclamation de Bonaparte à ses soldats, montre de quel œil il envisageait alors sa propre situation et celle de son adversaire :

« L'ennemi épouvanté, dit-il, n'aspire » plus qu'à regagner ses frontières; mais le » territoire français aura-t-il été violé impunément ? Laisserez vous retourner dans » ses foyers une armée qui a porté l'alarme dans vos familles? Non, allez à sa » rencontre; opposez-vous à sa retraite, » arrachez-lui ses lauriers, et *apprenez au* » *monde que la malédiction du destin doit* » *tomber sur les insensés qui osent insulter le territoire de la grande nation* »....

Les soldats français avaient toujours entendu cette éloquence originale, vraiment militaire, ces annonces de victoires, qui pour eux, en étaient des préludes certains. Ils demandèrent à grands cris le combat, en marchant vers Alexandrie.

Le général Mélas concentrait sur ce point le plus qu'il pouvait de ses forces; il s'y rendit lui-même le 8 de juin; il ne pouvait désormais révoquer en doute les desseins de son terrible adversaire; mais, forcé d'attendre son salut du sort d'une bataille, il devait en même temps se féliciter de la recevoir dans un lieu, où tout se réunissait pour le favoriser. Appuyé à deux places fortes, couvert par deux rivières, libre dans tous ses mouvemens; il était maître de préparer à son gré le champ de bataille. Il

ne tenait qu'à lui de déployer sa superbe cavalerie, dont il n'avait été dans le cas de faire jusqu'alors presqu'aucun usage, et d'agir avec toute son artillerie qui, malgré ses pertes récentes, surpassait encore de beaucoup celle des Français; il pouvait prendre dans les garnisons de plusieurs places de quoi former une puissante réserve. Enfin, s'il avait pu vaincre Bonaparte en bataille rangée dans les circonstances, où ils se trouvaient l'un et l'autre, un seul jour aurait mis le comble à sa gloire, comme un seul jour devait effacer le souvenir de tous ses exploits précédens.

Il apprit le 10 que la division du général Ott, revenant de Gênes, avait rencontré près de Voghère l'avant-garde de l'armée de réserve, et que le premier Consul n'était plus qu'à trois marches de lui. Ott, dans cette rencontre, avait soutenu un combat des plus vifs, et fait une perte considérable (1).

Le 13, les avant-gardes des deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Saint-Julien, entre la Bormida et la Scrivia; elles se chargèrent partiellement; mais ces chocs n'eurent rien de décisif. Les Autrichiens

---

(1) Suivant le rapport français, les résultats de cet avantage, remporté par le général Lannes à Casteggio et Monte-Bello, furent 3,000 morts ou blessés, 5,000 prisonniers et 6 pièces de canon.

rentrèrent le soir dans leur camp; ce qui persuada aux Français que leur adversaire voulait éviter la bataille, peut-être même forcer le passage du Pô, pour se jeter du côté de Gênes, ou s'échapper par la Toscane. Dans cette supposition, les gardes furent redoublées, pour empêcher son évasion; mais le 14, à l'aube du jour, l'armée impériale passa tout entière sur la droite de la Bormida, déploya ses forces (1), et fit connaître ses desseins. Elle se mit en bataille, la droite à l'Orba, la gauche au Tanaro, formant trois lignes de deux rangs chacune, et ayant une réserve considérable en arrière, la cavalerie d'Elsnitz à gauche.

L'armée française de son côté, en partie campée sous Tortone, avait guéé la Scrivia au point du jour; Bonaparte se hâta de rappeler la division Boudet qu'il avait envoyée vers Acqui à la rencontre des troupes délabrées de Massena et de Suchet. Il rappela de même la division Mounier postée à *Castel-Nuovo di Scrivia*, et le corps de Dessaix occupant *Rivalta*, et réunissant toutes ses troupes auprès de Saint-Julien, il les fit avancer dans la plaine de la *Fras-*

(1) Les corps de Haddick, de Kaim, d'Orelly, de Wolff et les Tyroliens, la réserve commandée par le général Ott, toute la cavalerie sous les ordres du général Elsnitz. On évaluait la totalité de ses forces à 40,000 hommes, dont 7,000 de cavalerie; l'artillerie était nombreuse et bien attelée.

chea et les mit en bataille en ordre oblique vis-à-vis des Autrichiens, la droite à *Castel Ceriolo*, la gauche à l'abbaye *del Bosco*, la réserve au village de Saint-Julien.

A 8 heures du matin, Mélas fit commencer l'attaque par son infanterie qui chargea vaillamment la droite des Français, soutenue par le feu d'une nombreuse artillerie. Le village de Marengo, qui se trouvait entre les fronts des deux armées, fut plusieurs fois pris et repris (1).

Le combat dura ainsi pendant plusieurs heures avec un succès à peu près égal de part et d'autre.

Des divisions entières se battirent à la baïonnette sans reculer d'un pas. Pendant ce temps, la troisième ligne autrichienne marchait par sa droite, pour déborder la gauche de l'ennemi.

A une heure après midi, l'artillerie française paraissant manquer de munitions, le général autrichien saisit ce moment pour faire charger un gros de cavalerie, qui pénétra d'abord du côté de Marengo; mais le général Kellermann, à la tête de quelques escadrons, répara ce désordre, et remit en place l'infanterie française, qui d'abord avait été culbutée.

Cependant cette infanterie continuait à

(1) Il avait été enlevé et occupé la veille par les Français.

se taire, faute de cartouches; le parc avait été déplacé, et faute de précautions, le plus grand nombre des corps ne savait où s'adresser pour avoir des munitions; ce qui fut bien près de faire perdre entièrement la bataille aux républicains.

Mélas, mettant à profit cette cessation du feu de l'ennemi, déploya contre lui 80 pièces de canon, soutenues par 40 escadrons de cavalerie, et chargea avec tant de bravoure et d'impétuosité, que les deux lignes françaises jetées l'une sur l'autre se mêlèrent, se rompirent et plièrent de toutes parts. Leur désordre dura trois heures entières, et le peu de cavalerie qui s'y trouvait eut beaucoup à souffrir.

Les soldats autrichiens, qui poursuivaient les fuyards, jetaient leurs casques en l'air et poussaient des cris de victoire auxquels répondaient les cloches d'Alexandrie. L'aîle droite, où commandait le général Victor, avait été séparée du reste, chargée à plusieurs reprises par la cavalerie d'Elsnitz, et faillit à être prise tout entière. Ce fut alors que Bonaparte se jeta au milieu de ses soldats en déroute pour les retenir et les rallier. Il leur criait de rentrer dans leurs rangs, que bientôt le secours allait arriver, et qu'ils prendraient une revanche éclatante (1); ils n'en reculaient pas moins dans la

(1) Le général Mathieu Dumas met dans la bouche

plus grande confusion, lorsque parut à la distance d'une portée de canon la réserve postée, comme on l'a dit, en avant du village de S.t-Julien.

Cette réserve, qui fit elle seule ce jour là le salut de l'armée française, était composée de 12,000 hommes d'élite. La garde consulaire à cheval s'y trouvait, et le nom surtout de son commandant devait ranimer la confiance des troupes; c'était le brave général Dessaix nouvellement revenu d'Egypte.

Ce corps restait immobile et dans le plus bel ordre, formé sur deux lignes, son flanc gauche couvert d'une colonne de grenadiers et d'un corps de cavalerie, son flanc droit défendu par 12 pièces de canon.

Bonaparte, remarquant le désordre où les Autrichiens eux-mêmes étaient tombés en poursuivant les siens, ordonna à ce corps de réserve de les charger immédiatement à la baïonnette. Dans ce moment Dessaix fut frappé d'un coup mortel (1); le général Boudet fut blessé dangereusement; mais l'impulsion était donnée; tout s'élança au pas de charge, et aux cris répétés de *vive la ré-*

de Bonaparte cette harangue plus courte et meilleure que la plupart de celles de l'analiste romain:

» Soldats, c'est assez reculer, marchons en avant, » vous savez que je couche toujours sur le champ de » bataille ».

(1) A 5 heures du soir.

publique! vive le I.er Consul! Bonaparte arrivé à S.t-Julien avait envoyé au milieu de la plaine 900 grenadiers pour former un carré, servant d'appui à son nouvel ordre de bataille; le village de Castel Ceriolo repris et barricadé à la hâte, et garni de troupes d'élite, en forma un second, et les troupes françaises, à leur retour, reprirent un ordre et un ensemble que leurs adversaires n'avaient plus. Après une mêlée cruelle qui dura moins d'une heure, les Impériaux à leur tour commencèrent à plier. Il était 6 heures du soir; les Autrichiens tenaient déjà 15 pièces de canon et 3,000 prisonniers, quand le désordre se mit parmi eux, et que leur déroute commença. Leur droite fut isolée et battue comme l'avait été celle de Victor (1) quelques heures auparavant. Leur cavalerie, s'étant portée au centre pour protéger la retraite de l'infanterie, fut enfoncée par Murat et par Bessières chef des grenadiers à cheval de la garde consulaire.

Alors une terreur panique s'empara de cette armée autrichienne victorieuse une heure auparavant; elle tomba dans une confusion que l'approche de la nuit ne fit

(1) Ce fut alors que le général Zach, chef de l'état-major autrichien, qui se croyait au moment de décider la victoire par un dernier effort, fut enveloppé et fait prisonnier avec une colonne de 5,000 grenadiers qu'il poussait en avant.

qu'augmenter (1). Infanterie, cavalerie, canons, croyant être prévenus au pont de la Bormida, se précipitèrent pèle-mêle de ce côté, et des troupes sorties d'Alexandrie pour soutenir la retraite, ne purent rallier ces fuyards. Des bataillons entiers se rendirent prisonniers de guerre; une partie de ceux pris par les Allemands dans le courant de la journée fut délivrée.

Mêlas reçut, dit-on, plusieurs contusions. Son chef d'état-major fut pris; six autres de ses généraux furent blessés; le nombre des hommes restés de part et d'autre sur le champ de bataille, et celui des prisonniers furent d'ailleurs à peu près égaux.

Il y avait eu, dans la journée du 13, c'est-à-dire, la veille de la bataille de Marengo, un ordre motivé de M.r de Mélas à ses généraux; mais cet ordre écrit avant une reconnaissance suffisante du site et des positions de l'ennemi, put servir de peu de chose. Le 14, il fallut y suppléer par une instruction verbale.

Un plus grand nombre de ponts pouvaient être jetés sur la Bormida pour faciliter la retraite au besoin; le terrain aurait du être applani, les fossés comblés, les arbres abattus dans les lieux où la cavalerie et le canon devaient agir. Les Autrichiens n'avaient pris aucune de ces pré-

---

(2) L'action ne finit qu'à 10 heures du soir.

cautions, et l'on put dire avec vérité que le défaut de prévoyance fut la principale cause de leur désastre.

En dernière analyse, cette journée dut paraître malheureuse aux ennemis de la France; mais ceux, qui ne se doutaient pas de la situation où les Autrichiens se trouvaient par les manœuvres antécédentes du I.er Consul, étaient loin de s'attendre à l'étrange capitulation qui eut lieu le lendemain de la bataille par un traité conclu entre Alexandre Berthier, commandant en chef l'armée de réserve, et le général autrichien Zach, chef de l'état-major de Mélas et prisonnier de la veille.

Par cet accord, l'armée impériale put se retirer sans trouble derrière la Secchia, petite rivière qui prend sa source au lac dIseo, et qui se jette dans l'Oglio, en partageant le Bressan du nord au midi.

Le général Mélas fut maître de retirer des pays qu'il abandonnait, ses garnisons, son artillerie et ses magasins.

Ainsi, pour une suspension d'armes de quelques jours, et pour se tirer d'un piège où il croyait être pris sans ressources, ce général évacua le Piémont tout entier, la Ligurie, la Cisalpine, avec 12 places fortes munies de tout pour la guerre.

Le vulgaire, suivant sa coutume, cria à la trahison; mais les gens capables de juger plus sainement de la position de Mélas et de son caractère, furent bien loin

de soupçonner ce vieillard malheureux d'avoir trahi son devoir et flétri son honneur. Ils auraient voulu cependant que loin de se rebuter pour quelques heures de la journée du 14 (1), il eût, dès le lendemain, présenté de nouveau la bataille aux Français; que même il les eût attaqués le troisième jour, comme Souwarow l'avait fait à la Trébie; qu'enfin, à tout prix, il eût tenté de ramener à lui la fortune.

Le danger même de sa position semblait lui en faire une loi; d'ailleurs il lui restait encore de grandes ressources; une partie de son armée n'avait pas combattu le jour du 14; l'autre ne se rappelait que des avantages obtenus pendant les deux tiers du jour; la majeure partie des troupes désirait de se revoir aux prises avec l'ennemi; mais on ne jugea pas à propos de les mettre à l'épreuve.

L'armistice de Marengo nécessita quelques jours plus tard, entre les généraux Krai et Moreau, celui de Pardorph, en vertu du quel l'empereur abandonna autant de terrain en Allemagne, qu'il en avait perdu en Italie; et la paix de Lunéville, conclue le 9 février suivant, fut la suite de ces deux suspensions d'hostilités.

(1) Ce qu'on a appelé la seconde bataille de Marengo; les Autrichiens ayant été victorieux dans cette fatale journée pendant neuf heures sur quatorze.

Titre 4.e

MÉMOIRE

Sur les levées à vue et les reconnaissances faites à portée de l'ennemi, ainsi que sur les voyages instructifs qu'un officier d'état-major doit faire en temps de paix.

Les levées topographiques opérées à l'aide des instrumens et du calcul sont au nombre des produits les plus usuels, et par conséquent les plus utiles des sciences mathématiques.

Ils servent de base à la géographie, à la statistique; ils sont nécessaires aux constructeurs des ponts et des routes, ainsi qu'aux officiers du génie pour une partie de leurs fonctions; enfin ils donnent aux propriétaires la mesure exacte de leurs champs, et la place invariable de leurs limites.

Mais on ne saurait les ranger que parmi les arts de la paix, puisqu'on ne peut les mettre en pratique dans un pays occupé ou menacé par l'ennemi (1).

---

(1) Cassini de Thuri, dit le mémorial topographique, eut, en 1746, ordre de suivre l'armée en Flandre, et de former une chaîne de triangles pour servir de base aux topographes militaires. Cette topographie n'est pas exacte,

Il en est autrement des levées à vue et des reconnaissances militaires dont on fait, à la guerre, un si grand usage, et auxquelles l'officier d'état-major-général, jaloux de se distinguer dans la carrière qu'il a choisie, ne doit rien épargner pour se rendre propre par la méditation, l'étude et la pratique.

Il ne s'agit ici ni de triangles, ni de mesures, puisque ces levées s'exécutent le plus souvent sous la protection d'une escorte, ou de postes avancés fusillant avec l'ennemi.

Il n'y faut que du tact, du jugement, un coup d'œil exercé, et quelque théorie précédemment acquise (1). Les premières de ces qualités sont dues à la nature; on n'obtient les autres que par l'étude comparée des cartes et de l'histoire, et surtout par les voyages qu'un bon officier ne néglige jamais de faire dans les lieux devenus célèbres par quelque action éclatante de

---

les vices n'en sont excusables, que parce que Cassini ne trouvait pas dans un pays ennemi, tourmenté par la guerre, les moyens convenables à l'exécution d'un ouvrage qui toujours a besoin des loisirs de la paix.

(1) A défaut de cartes régulièrement levées, il ne s'agit ici que de rendre un rapport verbal ou par écrit, plus intelligible, au moyen d'un croquis dessiné d'après nature. Il est inutile d'ajouter que tout objet étranger au but qu'on se propose doit être écarté d'un pareil dessin.

guerre, lieux qui se rencontrent dans tous les pays civilisés, et plus que nulle part ailleurs, dans les états de S. M. S.

L'art du dessin est nécessaire aux levécs à vue, non de ce dessin fini de bureau, fait pour plaire aux yeux, en même temps qu'il fixe les souvenirs; mais de celui qui parle à l'intelligence, et qui s'explique à demi-mots.

L'objet de ce mémoire est :

1.° D'indiquer la manière de lire et d'étudier les cartes et les plans; d'y faire quadrer toutes sortes d'opérations et de vues relatives à l'art de la guerre.

2.° De montrer les principales méthodes applicables aux voyages militaires; l'esprit dans lequel ils doivent être entrepris et exécutés, et quels résultats on peut en attendre.

3.° Enfin, d'établir quelques règles pour les préparatifs et les procédés à suivre dans les reconnaissances à faire, souvent en présence de l'ennemi, et dans la vue d'en retirer le plus de lumières possibles.

Les armées piémontaises ont un avantage bien remarquable, celui de n'avoir, suivant toute apparence, à faire la guerre que dans des pays mesurés, connus par des campagnes mémorables, dont on a d'excellentes cartes et des mémoires militaires précieux.

On a répété plusieurs fois, dans les assemblées de ce corps, qu'un des soins principaux des officiers qui le composent doit

être de se pourvoir à l'avance des meilleures cartes des pays, où la guerre peut avoir lieu, d'étudier attentivement ce que le Grand Frédéric appelait *l'échiquier* où va commencer la partie, et de se rappeler les parties jouées précédemment sur les mêmes cases.

La direction des montagnes, le cours des fleuves, les défilés, l'emplacement des forteresses, décèlent au premier coup d'œil le motif du rassemblement des troupes sur leurs points de départ, et successivement expliquent leurs mouvemens pour chercher ou pour éviter l'ennemi, pour le prévenir, le surprendre, le tourner, le forcer à recevoir bataille dans une position désavantageuse, ou à lever le siège d'une place prête à succomber.

L'étude raisonnée des cartes et des plans, marchant de front avec celle de l'histoire militaire, est donc (on ne saurait trop le répéter) la base fondamentale de l'instruction pour quiconque aspire au grand dans la carrière des armes; elle seule ouvre l'esprit aux vastes conceptions, et le défend des idées fausses et retrécies; mais il faut être en garde contre l'erreur, propagée trop souvent par les géographes et les historiens, et n'accorder sa confiance qu'à ceux qui, peu jaloux du rôle de compilateurs, n'ont écrit que ce qu'ils avaient fait ou vu faire; qui n'ont publié de plans qu'après les avoir levés eux-mêmes ou vérifiés avec

scrupule; ces auteurs, dans tous les temps, ont mérité le titre d'originaux; c'est d'eux qu'on a donné l'indication raisonnée dans un mémoire à part, et qu'on peut regarder comme des guides fidèles.

Ce n'est point aux guerres seules de Piémont que doivent se restreindre les études historiques et militaires des officiers de l'état-major-général piémontais; on suppose qu'ils puiseront l'instruction partout où elle peut se trouver; mais ils mettront sans doute un soin particulier à étendre leurs connaissances sur ce qui concerne leur patrie, l'une des contrées de l'Europe qui supporta le plus souvent la guerre, et qui présente le plus de souvenirs honorables à ses habitans (1).

Son histoire militaire, composée par monsieur le colonel comte Alexandre de Saluces, et qui est prête à voir le jour, ne laissera sans doute rien à désirer à cet égard.

Les voyages militaires instructifs sont une suite des études de cabinet, dont on vient de parler, et servent d'acheminement

(1) A moins d'un oubli honteux, d'une apathie coupable, un piémontais ne saurait parcourir les sites militaires qui environnent Turin sans être fortement ému au souvenir de ce qui s'y passa en 1706; il ne peut revoir les pentes gazonnées de l'Assiette, de Pierre Longe, de Raous et de Lauthion sans éprouver ce que ressentaient les Grecs à la vue des Thermopyles.

à la pratique des levées à vue, objet principal de cet écrit. Ils seront doublement fructueux, si l'officier, en perfectionnant ses connaissances, acquiert une manière raisonnée, sûre et rapide d'agir pour les reconnaissances pratiques de guerre. Dans cette vue l'on propose les procédés suivans : les reconnaissances de paix n'ayant pour but que de lever des champs de bataille, des assiettes de places, la plupart détruites, et des positions retranchées, il faudrait que le chef du corps remît à chaque officier voyageur une instruction soignée, concernant le but qu'il doit remplir avec les squelettes ou canevas topographiques des lieux à reconnaître portés sur une échelle double ou quadruple de l'échelle ordinaire (1), et le figuré des places existantes ou démolies qu'il doit passer en revue.

On entend par canevas topographique la planimétrie d'un site quelconque levé sur nature avec les instrumens, et où sont tracés seulement les lieux forts ou habités, les eaux courantes ou stagnantes, et les chemins de toute espèce, avec leurs noms correctement écrits. On peut y ajouter, avec une encre de la Chine très-légère, une indication des principales hauteurs, et le voyageur doit ajouter au crayon ou à

(1) C'est-à-dire de la 8.me de celle du cadastre.

la plume les autres reliefs et accidens du terrain, ainsi que les bois, les broussailles, les marais, les ravins; il y placera les ouvrages de fortification passagère; enfin il désignera par des signes conventionnels (1) tout ce qui est susceptible de l'être, et il marquera, par des mouches de différentes couleurs (2), les positions respectives des troupes, et par des lignes ponctuées leurs mouvemens. Des notes correspondantes, écrites au porte-feuille, expliqueront tout ce qui ne peut l'être autrement.

Il est inutile d'ajouter que le voyageur doit être pourvu des détails historiques les plus circonstanciés relatifs aux batailles et aux sièges dont il cherche les vestiges, et sursout des relations officielles publiées par les deux partis. S'il s'agit d'actions récentes, il ne négligera pas de questionner les té-

(1) On ne saurait mieux faire que de s'astreindre aux signes conventionnels donnés pour modèles dans le mémorial topographique français.

(2) Ces mouches peuvent être de petites plaques de cuivre émaillé, soudées à des aiguilles qu'on fiche à volonté dans la carte ou dans le plan, attachés eux-mêmes sur une table de bois doux. Cette espèce de *signe conventionnel mouvant* est d'un usage très-commode. On peut y suppléer par des mouches de taffetas gommé de couleurs différentes ou tout simplement de papier, sur lesquelles on écrit les noms des compagnies, des régimens, des brigades etc.

moins oculaires, et surtout les officiers qui peuvent y avoir eu quelque part.

En suivant ces méthodes, il est évident que l'officier d'état-major voyageur gravera dans sa mémoire en traits ineffaçables tout ce qu'il a recueilli, tout ce qu'il a vu de relatif aux faits les plus mémorables de notre histoire nationale, et qu'il aura acquis le droit de juger de ce qui s'y est fait de plus saillant en bien et en mal.

Il connaîtra les champs renommés de Stafarda, de Marsaglia, de Montalban, de l'Olmo, de Fossau, de Marengo; les sièges fameux de Casal, de Montmeillan, de Nice, de Coni, de Verrue, de Gênes, et il n'aura pas besoin de recourir, à cet égard, aux instructions des étrangers si peu jaloux de répandre des vérités dont pourrait s'enorgueillir notre esprit national; mais il aura surtout acquis la facilité des levées à vue et l'habitude de scruter d'un œil exercé les localités intéressantes à la guerre.

On a parlé dans l'article précédent des canevas ou résaux topographiques dont on doit faire usage dans les reconnaissances de paix pour abréger le temps et rendre le travail plus sûr: à plus forte raison doit-on s'en servir dans les reconnaissances faites à la guerre, où le temps est bien plus précieux, les inexactitudes plus dangereuses; et qu'on ne dise pas que les officiers de l'état-major-général usurpent ainsi un mérite acquis par les seuls ingénieurs topographes. Les pre-

miers ne font qu'utiliser le travail des seconds dans une des circonstances les plus importantes pour le bien du service.

On a comparé avec assez de justesse l'action de l'officier en reconnaissance mettant à profit, pour remplir sa mission, le long et laborieux travail des savans et des artistes qui l'ont précédé, à celle du peintre qui, d'un trait hardi, trace son paysage sur une toile que ses mains n'ont pas ourdie.

Les canevas, dont il s'agit, sont extraits des meilleures cartes connues, et mis sur des échelles proportionnées à l'étendue du terrain qu'il faut reconnaître; on en usait ainsi au quartier-général de S. A. R. M.gr le duc de Monferrat, et des généraux autrichiens d'Argenteau, de Vins et Colli dans la guerre de 1793 à 1796.

S'il s'agit de reconnaissances pour l'usage de la guerre, et faites le plus souvent à portée d'un camp ou d'un poste ennemi, d'autres mesures sont nécessaires.

Arrivé sur le terrain qu'il doit reconnaître (1), l'officier d'état-major-général se précautionne d'abord contre les surprises de l'ennemi,

---

(1) Il est inutile d'ajouter que si l'état-major sarde, en temps de paix, convenablement dirigé dans ses travaux, a employé son temps, comme il a dû le faire, à des descriptions topographiques militaires et statistiques de tous les lieux, où il est à croire qu'il doit faire la guerre un jour; les reconnaissauces dont il s'agit ici en deviendront beaucoup plus aisées.

en poussant de son côté des postes avancés, afin d'éclairer ses moindres mouvemens, et de n'être pas troublé dans son travail. Il est ordinairement accompagné de plusieurs officiers en sous-ordre, avec lesquels il partage sa tâche; si elle est de quelque étendue, tous sont pourvus, comme lui, d'un porte-feuille, d'un canevas topographique sur lequel ils notent leurs observations. L'un reconnait les routes et les différentes communications, marquant les distances d'un lieu à l'autre, par heures et par minutes et non par lieues, par milles ou par l'ouverture d'un compas sur la carte, qui est une méthode très-fautive; il étudie en même temps les ressources, que présente le pays en fourrages, en subsistances, en moyens de transport. Un second suit le bord des rivières, observe si elles sont navigables, encaissées ou sujettes aux débordemens; si elles ont des gués, des bacs, des ponts et de quelle espèce, exprimant toutes ces choses, autant qu'il est possible, par des hachures au crayon et des signes conventionnels. Un troisième fouille les villages avec quelque cavalerie légère, et s'informe de leur population, de la disposition des habitans; il tâche d'en tirer des lumières sur la situation et les projets de l'ennemi.

Pendant ce temps, le chef de l'expédition monte sur quelque point élevé, d'où il puisse embrasser la forme générale du pays, et surtout distinguer les positions de l'ennemi.

Il est pourvu d'excellentes lunettes. Il cherche la manière dont pourraient être dirigées plusieurs colonnes marchant de front, et leurs flancs mis à couvert par des troupes légères répandues sur les hauteurs, et dans les bois. Il mène avec lui plusieurs guides et quelques soldats, afin de contenir ces mêmes guides qu'il faut considérer comme toujours disposés à s'échapper. Il faut d'ailleurs qu'ils soient intelligens, et ayant réponse à tout; car il est indispensable de leur faire beaucoup de questions, sauf à réduire leurs rapports à leur juste valeur, et à ne rien hasarder devant eux, dont l'ennemi puisse tirer quelque lumière. L'officier d'état-major-général en chef, après avoir dessiné sur son canevas, et noté dans son porte-feuille tout ce qui ne peut être jugé que d'un point élevé, descend dans la plaine, et met le plus grand soin à observer les lieux qui doivent être occupés sans retard, soit qu'on agisse offensivement, ou qu'on doive rester sur la défensive : il visite les champs de bataille où il conviendrait d'attirer l'ennemi, les camps retranchés où l'on pourrait l'attendre avec sécurité, les ravins, les marais, les accidens du terrain qui peuvent favoriser l'attaque ou la défense, et qu'on est convenu d'appeler positions; s'il existe une place forte à portée, il calcule tous les avantages qu'on peut en tirer, soit comme point d'appui, soit comme lieu de refuge au besoin. Enfin, la

reconnaissance achevée, et toutes ces notes recueillies, il peut lui convenir de voir l'ennemi de plus près afin de mieux juger de sa force et de ses dispositions; dans ce cas, il réunit les troupes qu'on suppose avoir été mises à sa disposition par le général en chef, et il marche à leur tête pour agacer et voir à découvert son adversaire, faisant lui-même ostentation de ses forces; mais il se retire dès que son but est rempli, et ce serait une faute que de s'engager plus avant sans nécessité.

Il n'est pas besoin d'ajouter que le chef d'une expédition pareille doit agir avec ordre et célérité, et rendre compte au général commandant, de ses observations et de ses pensées avec autant de netteté que de concision (1); un semblable rapport peut être très-utile et lui faire honneur, ou le décrier entièrement, s'il manque d'exactitude dans ses récits, et de sens dans ses apperçûs, ce qui ne peut tarder à être vérifié; mais ce qui résulte encore mieux de ce qu'on vient de lire, c'est qu'un officier de l'état-major-général n'a pas trop de tout son temps, pendant la paix, pour devenir propre à remplir ses brillantes fonctions à la guerre,

(1) Il n'est pas besoin non plus d'ajouter que les mêmes procédés peuvent être employés avec de plus grands moyens pour les reconnaissances générales qui précèdent ordinairement une bataille.

puisque dans la seule partie des levées à vue, et des reconnaissances à portée de l'ennemi il peut développer des talens qui doivent l'avancer rapidement vers les plus hauts grades de la carrière militaire.

TITRE 5.e

ESSAI HISTORIQUE

Sur les états-majors-généraux en France et en Autriche.

On se proposait de donner une notice historique sur l'origine et les progrès des états-majors-généraux d'armée aujourd'hui existans chez les principales puissances européennes; mais n'ayant pu rassembler que des matériaux insuffisans pour remplir cette tâche, on se bornera à démêler les époques où l'on a commencé à faire usage de ces états-majors dans les armées françaises et autrichiennes; on rendra compte des changemens successifs qu'ils y ont subis; enfin on y montrera leurs derniers développemens, le profit qu'on en a tiré, et l'éclat dont ils ont brillé, surtout pendant les guerres de la révolution chez les deux puissantes nations qui bornent notre patrie.

Le Piémont renfermé géographiquement et politiquement entr'elles doit préparer ses armes quand elles préparent les leurs, et la sagesse lui indique, parmi les exemples qu'elles donnent, ceux qu'il lui est bon de suivre.

On ne trouve dans les antiquités militaires

grecques et romaines rien qui corresponde à nos états-majors-généraux (1).

Dans le moyen âge et dans les temps féodaux, on en chercherait des traces encore plus vainement. On combattait alors pour le moins autant qu'on le faisait avant et qu'on l'a fait depuis; mais des peuples à demi barbares ne se doutaient guère qu'il fallût beaucoup d'art pour s'entre-détruire. Les hommes se servaient d'armes défectueuses; ils vivaient de pillage; leurs troupes étaient de faibles rassemblemens sans organisation, sans discipline, qu'un instinct belliqueux poussait les unes contre les autres; enfin on ne voyait point alors de ces victoires décisives, rachetant par quelque avantage positif, le sang qu'elles avaient coûté.

La guerre fut bien long-temps à redevenir une science, comme elle l'avait été du temps de Xénophon et de César.

On sait que seulement à la fin du XIV siècle les troupes réglées reprirent naissance en Europe. Il fallut encore près de cent ans aux nations modernes pour se donner de

---

(1) Les fonctionnaires *chargés du détail* dans les armées grecques; *les Tribuns militaires* dans les armées romaines ressemblaient plus aux intendans, aux commissaires, aux grands prévôts des armées actuelles, qu'à leurs officiers d'état-major, ou du moins ils n'avaient que la plus petite partie des attributions de ceux-ci.

meilleures armes, pour apprendre à s'en servir, pour contracter quelque habitude de discipline, pour savoir enfin camper, marcher en ordre, et se ranger en bataille.

S'il parut alors quelques grands capitaines, ils le devinrent comme Raphaël fut un peintre admirable avant la renaissance entière des arts; comme le Dante et Shakespeare enfantèrent des chefs-d'œuvre, avant que la langue qu'ils parlaient fut fixée.

Ce fut, à ce qu'il paraît, au temps de Charle-Quint que l'on commença à entrevoir l'utilité dont pouvaient être les états-majors-généraux, dont on ne savait pas encore le nom. Ils se formèrent d'un choix d'officiers-supérieurs, sans commandement de troupes, possédant quelque théorie, ayant mis à profit les leçons de l'histoire dont l'étude commençait à redevenir à la mode (1). Ils servaient d'aides et de confidens aux généraux, et les soulageaient utilement d'une partie des soins de leur charge éminente, soins qui allaient se multipliant et se compliquant chaque jour davantage.

---

(1) Les meilleures traductions de Thucydide, de Xénophon, de Polybe, d'Arrien, de Végèce datent de cette époque, et l'on est surpris des nombreuses éditions qui en furent faites dans le XVI siècle, surtout en Italie, où le génie de la guerre fermentait comme celui de tous les autres arts, et où les Strozzi, les Spinola ne dédaignaient pas de traduire du grec dans leur langue maternelle les leçons des guerriers de l'antiquité.

Les armées allemandes, espagnoles et françaises connurent sous les noms de maréchaux-de-camp, de généraux-majors d'armée et de sergens de bataille, des officiers de cette espèce, n'ayant aucune autorité immédiate sur les soldats, devant toute leur considération à la confiance que leur accordait le général en chef, et chargés par lui des campemens, des reconnaissances du pays, de la direction des marches et de l'arrangement des troupes pour le combat.

L'historien de la milice française présente, au temps de François I.er et des Valois, l'office de maréchal-général de camp, comme très-considérable (1). De concert avec le général en chef, il réglait les campemens et les logemens des troupes en quartier d'hiver; il en plaçait les postes de sûreté, et lorsque l'armée décampait, il prenait les devans pour veiller à ce qu'elle marchât en règle; il avait sous lui des aides de camp commandant aux colonels, tandis que les

---

(1) En 1670, le même usage existait; il n'y avait qu'un maréchal de camp-général, ayant quelques-unes des attributions qu'ont aujourd'hui les chefs d'état-major.

Le maréchal de Biron dans un ouvrage militaire qu'on a de lui, dit que le maréchal de camp-général doit être accompagné de deux ou trois aides de camp, apprenant de lui à faire l'assiette d'une armée, à camper et décamper, à régler une marche. Le duc et maréchal de Biron, II du nom, le duc de Lesdiguières, le Vicomte de Turenne furent pourvus de cette charge.

autres aides-de-camp ne pouvaient être que porteurs d'ordres écrits, et signés de leurs mandataires.

Lorsque sous le général en chef, il n'y avait point de lieutenans-généraux, le maréchal de camp en remplissait provisoirement l'office. Il avait lui-même pour suppléant le sergent-général de bataille. Celui-ci était chargé spécialement d'arranger les troupes et de diriger leur impulsion.

Emmanuel Philibert, après le traité de Câteau-Cambrésis étant redevenu maître du Piémont, créa sergent-général de bataille (à l'instar des Autrichiens) Antoine de Levo, fondateur de sa milice royale, organisée à la romaine (1).

Brantôme nomme celui qui dans l'ar-

---

(1) Le dernier sergent de bataille dans l'armée de Savoie fut le commandeur Tigrini de Lucques, chevalier de S.t-Jean de Jérusalem, qui fut remplacé peu de temps après, par le premier quartier-maître-général, Charles Audibert, français.

On voit, en 1648, sous le règne de Charles Emmanuel II les premières traces d'un état-major-général, organisé dans l'armée Savoyarde. Son chef portait le titre de *fourrier-major-général*, il avait sous lui des adjudans et des aides de camp-généraux. *Édit du premier décembre*. Ces officiers qui devaient remplir les fonctions de l'état-major-général n'étaient cependant pas sur un pied de permanence; on les appelait à l'armée en temps de guerre, et alors leur chef disposait d'eux suivant leurs grades, leurs moyens, et l'exigence du service.

Note manuscrite fournie par monsieur le colonel comte Alexandre de Saluces.

mée française remplît les fonctions de sergent de bataille à la journée de Ceresoles. Il nomme également celui qui remplit le même office à la bataille d'Ivry, où Henri IV défit l'armée de la ligue.

Je commençais à m'ennuyer d'être colonel, dit le maréchal de Noailles dans ses mémoires; *je demandai qu'on me fît sergent de bataille en* 1643. Il paraît que cette charge fut abolie en France après la paix des Pyrénées.

Sous Louis XIII et dans les premiers temps du règne suivant il y eut des aides de camp d'armée n'ayant rien de commun avec les aides de camp des généraux et faisant vraisemblablement partie de l'état-major-général, tel qu'il existait dans ce temps-là; mais on ne voit pas qu'aucun règlement eût fixé leurs attributions.

En 1678, sous le règne guerrier de Louis XIV et sous le ministère mémorable de Louvois furent créés le maréchal-général des-logis, le major-général de l'infanterie et le maréchal-général-des-logis de la cavalerie, formant entr'eux trois, un nouvel état-major-général, en vue (dit le préambule de ce réglement) d'établir une forme constante dans le service général des armées en temps de guerre, et pour régulariser surtout les parties des campemens, des subsistances et des marches.

Le maréchal-général-des-logis avait sous lui des aides maréchaux-des-logis en nombre

indéterminé, chargés de le seconder et de le suppléer au besoin. Le major-général de l'infanterie avait aussi plusieurs sous-ordres appelés aides-majors-généraux.

Le premier de ces chefs d'état-major était chargé des parties du service qu'on a désigné ci-dessus.

Le second devait veiller en grand sur l'instruction de l'infanterie ; de plus il était chargé de la prévôté, de la police et de l'approvisionnement des camps.

Le troisième veillait sur l'instruction des troupes à cheval, et de plus il avait dans son département les états-majors de l'artillerie et du génie.

Ce nouvel ordre de choses parut remplir l'objet que s'était proposé Louvois; il subsista sous cette forme, pendant le reste du XVII siècle, et pendant la majeure partie du siècle suivant; le ministère refusa constamment d'y rien changer.

Les armées alors étaient plus nombreuses qu'elles ne l'avaient été autrefois; mais beaucoup moins qu'elles ne l'ont été depuis. Les armées françaises sous Catinat et sous Turenne n'auraient formé que des divisions de celles du Directoire exécutif.

On s'était cependant récrié plusieurs fois contre cet ordre de formation, contre cette division par tiers, détruisant, disait-on, tout principe de force et d'unité dans un corps destiné à devenir l'ame des armées. On déclamait surtout contre l'usage qui s'était

introduit de renvoyer à la fin de chaque guerre les nombreux officiers employés à ce service, et qui laissait à chaque reprise d'hostilités l'embarras de composer des états-majors nouveaux.

Il ne restait plus de vestiges de ceux du prince de Conti et du maréchal de Maillebois si fameux en Italie en 1744. Ceux dispersés à la paix de 1763 avaient également disparu, sans qu'on eût cru devoir mettre à profit leur expérience acquise.

Lorsqu'il fallut de nouveau mettre des troupes sur pied pour les guerres de Corse et d'Amérique, les ministres avaient été sourds à toutes les remontrances qu'on avait pu leur faire à ce sujet. Ils avaient même affecté de répandre la défaveur et le dégoût sur les militaires studieux, cherchant dans les loisirs de la paix, les moyens de servir utilement l'état, si le sort leur ouvrait une carrière de leur choix (1).

Enfin l'on se décida en 1783 à former un corps d'état-major-général *permanent*, dont les officiers supérieurs conservèrent le titre d'aides-maréchaux-généraux-des-logis avec le grade de colonels ou de lieutenans-colonels; chacun avait pour aide un capitaine adjoint.

Cette innovation produisit d'excellens ef-

---

(1) L'état-major, créé par le général Bourcet pour l'étude et la description militaire des Alpes, ne fut que éphémère.

fets; on se livra avec une espèce de passion aux études militaires. Le dessin topographique fit de grands progrès; la partie des mathématiques qui peut s'adapter au métier de la guerre, et l'histoire bien plus utile encore, envisagée sous le même point de vue, étendirent la sphère des connaissances de la jeunesse vouée aux armes; mais on demandait en vain que les attributions de l'état-major-général fussent fixées d'une manière constante.

Elles ne purent l'être qu'en partie jusqu'en 1790 par différens articles de réglement épars, dont a cherché à saisir l'esprit comme ci-après :

1.

Le maréchal-général-des-logis (car le chef du corps avait conservé depuis 1678 ce titre) doit n'ignorer rien de tout ce qui concerne la topographie, la statistique et l'histoire militaire du pays où l'armée doit agir.

2.

Il doit tenir un état exact, détaillé et motivé de tout ce qui compose cette même armée, et veiller en grand à sa subsistance dans tous les lieux où les vues du général peuvent la transporter en masse ou par sections. Il doit s'entendre à cet égard avec l'intendant de l'armée, et prévenir de ses dispositions le major-général de l'infanterie et le maréchal-général-des-logis de la cavalerie.

3.

Il dresse avec le général en chef l'ordre de bataille, c'est-à-dire, l'arrangement habituel où les corps de toutes armes doivent camper et combattre, déterminant les places où doivent se trouver le parc d'artillerie, l'hôpital ambulant et les équipages de vivres ; il détermine également dans l'ordre de bataille le poste naturel de chacun des officiers généraux.

4.

Il rédige l'ordre du jour pour l'armée, d'après les déterminations du général en chef, et en remet des copies aux autres généraux, pour qu'ils le fassent exécuter dans leurs départemens.

5.

Il doit être toujours prêt à mettre sous les yeux de son général commandant un tableau exact de la force et de la position des troupes, des moyens qu'il a de fournir à leurs besoins, à l'instruire de tout ce qu'on peut savoir de la force, de la position et des desseins de l'ennemi.

6.

C'est au maréchal-général-des-logis à désigner, suivant les vues du général en chef, le point de rassemblement des troupes, leurs lignes d'opérations, et à donner à son chef le choix des positions et des camps qu'il a reconnus ou fait reconnaître, il doit être en état de motiver tout ce qu'il propose.

7.

C'est au même à distribuer le terrain du camp au major-général de l'infanterie et au maréchal-général-des-logis de la cavalerie, afin qu'ils le partagent eux-mêmes aux troupes. Il marque le quartier du roi et les logemens des généraux. Il place les postes de sûreté.

8.

Il compose les détachemens suivant la nature de leur destination, et leur fournit les instructions nécessaires.

9.

Le maréchal-général-des-logis doit fournir toutes les connaissances locales indispensables dans les mouvemens d'armée, non seulement au général en chef, mais au major-général de l'infanterie, et au maréchal-général-des-logis de la cavalerie pour ce qui peut les compéter.

10.

Comme c'est à lui d'ordonner et de régler les fourrages d'après les déterminations du général commandant, il doit faire reconnaître sans cesse les lieux qui peuvent y être propres, et en faire lever des plans en croquis, accompagnés de mémoires explicatifs.

11.

Le choix des cantonnemens et des quartiers d'hiver est encore à sa charge. Il ne doit rien négliger pour acquérir les connaissances statistiques et militaires concernant ces objets.

12.

Enfin le maréchal-général-des-logis doit avoir l'œil à tout dans ses nombreuses attributions; mais il ne doit faire par lui-même que ce qu'il ne peut pas faire faire à ses sous-ordres. Tels sont les principaux devoirs du maréchal-général-des-logis, présentés par le général Grimoard, et qu'il paraît avoir recueilli soit des réglemens provisoires, soit des usages établis en 1788. A la même époque fut établi à la suite des états-majors un certain nombre d'ordonnances pour porter les ordres, et une compagnie de guides à cheval, dont le capitaine réunissait des paysans choisis pour le seconder dans les connaissances locales. Il changeait ces paysans à mesure que l'armée avançait dans le pays, et tâchait de trouver parmi eux des espions. On attacha de même aux états-majors des vaguemestres conducteurs et directeurs des convois d'équipages.

On lui donna des fourriers ou marqueurs chargés du détail des logemens. Enfin, on y joignit quelques corps de troupes à pied et à cheval, destinés à servir d'escorte aux officiers en reconnaissances et aux géographes chargés de lever des plans avec une troupe de pionniers, conduisant des chariots chargés d'outils, de chevalets, de poutrelles et de madriers soit pour ouvrir les marches, soit pour construire à la hâte des ponts.

Ces articles étaient particuliers au chef

de l'état-major ou maréchal-général-des-logis en temps de guerre.

L'état de permanence de ce corps en temps de paix, depuis 1783, lui en fit assigner d'autres, telles que de diriger les travaux topographiques destinés à compléter la carte de toutes les frontières du royaume, les mémoires militaires relatifs au plan général des opérations défensives ; la surveillance sur tous les établissemens de postes aux lettres et aux chevaux ; les opérations relatives à la limitation des frontières, etc.

Major-général de l'Infanterie.

Dans le même intervalle de temps, les attributions du major-général de l'infanterie avaient été déterminées par des réglemens ou par l'usage. Cet officier-général faisant, comme on l'a vu, partie intégrante du triumvirat de l'état-major, était chargé de régler et de surveiller le service de toute l'infanterie à la guerre. Il devait se trouver tous les jours à l'ordre chez le général en chef, et lorsque celui-ci montait à cheval, l'accompagner dans la visite du camp et des postes pour recevoir immédiatement ses ordres et les faire exécuter sans délai. Il posait et inspectait les gardes, et tenait état de toutes les troupes détachées pour les rondes et les partis. Un jour de bataille, quand l'infanterie était rangée, sa place était auprès du général en chef, afin de recevoir

ses ordres relativement à cette arme. Il avait toujours sous les yeux un tableau des anciennetés pour régler les tours de service, et sous sa main, des ordonnances à pied et à cheval pour faire circuler ses ordres.

Il avait de même plusieurs sous-ordres pour le seconder, avec le titre d'aides-majors-généraux. Il devait visiter la ligne tous les jours.

Pendant les sièges, son service était des plus actifs. Il devait s'entendre, pour les opérations principales avec les chefs de l'artillerie et du génie, faire abonder les munitions de toute espèce, passer la première nuit dans la tranchée, et faire établir un hôpital à la queue de chaque attaque, avec tout ce qui était nécessaire pour le transport des blessés.

Il était en outre chargé de l'approvisionnement et de la police du camp, et commandait au grand prévôt, soit à la maréchaussée, aujourd'hui appelée *gendarmerie*. Il commandait aussi au vaguemestre-général, directeur de tous les convois d'équipages.

Maréchal-général-des-logis de la cavalerie.

Le maréchal-général-des-logis de la cavalerie, 3.e officier en chef de l'état-major-général, avait dans son arme, les mêmes attributions que le major-général de l'infanterie, à part la police de l'armée et du camp.

Intendant de l'armée.

L'intendant de l'armée, suivant le réglement provisoire de 1788, quoique compris dans l'état-major, agissait indépendamment des trois chefs qu'on vient de nommer, et n'était, par le fait, subordonné qu'au général-commandant dont même il ne recevait les ordres, que sous la forme de réquisitions.

Lui seul agissait auprès des autorités civiles du théâtre de la guerre et devenait administrateur du pays conquis. Il était spécialement chargé de tous les objets de finances actifs ou passifs, soit fixes, soit accidentels.

Il commandait aux commissaires des guerres, aux payeurs, aux fournisseurs et entrepreneurs, aux gardes-magasins, aux administrateurs d'hôpitaux et aux employés dans les équipages militaires attachés à l'artillerie et au génie, excepté toutefois sous le rapport de la discipline et du service.

Il était chargé de tout ce qui concerne les vivres, habillemens, équipemens, hôpitaux et magasins, et devait se pourvoir par achat ou par levées de contributions des objets nécessaires pour y subvenir. Il devait tenir des états circonstanciés des pertes qui, de la part des entrepreneurs fournisseurs, pouvaient donner lieu à quelques réclamations. Enfin il devait, lorsqu'il en était requis, fournir aux chefs de l'état-major des

états circonstanciés, nécessaires aux combinaisons de chacun d'eux.

Cet ordre provisoire fit espérer qu'on allait sortir du vague qui avait si long-temps énervé ce qu'on appelait l'ame et le ressort des armées; mais il en fut autrement; la révolution commença en France, et tout ce qui venait d'être fait fut renversé. Il n'était assurément pas difficile qu'une institution à peine ébauchée succombât sous des secousses qui renversaient un puissant royaume fondé depuis tant de siècles.

Par décret du 5 octobre 1790, l'assemblée nationale constituante déclara les trois anciennes sections de l'état-major de l'armée abolies, et remplacées par 30 adjudans-généraux de divisions, ayant les grades de colonels ou de lieutenans-colonels. Ce décret fut sanctionné par le roi qui nomma aux places nouvelles.

Elles n'en furent pas moins remplies, dit-on, par des hommes sans capacité, sans instruction et recommandés seulement par l'esprit du temps.

La guerre avec l'Autriche ayant éclaté, en 1793, on douta que les adjudans-généraux en grades trop peu élevés, sans réputation militaire et sans chefs, pussent remplir la tâche immense qu'on leur avait imposée.

On pensa heureusement qu'il n'en était pas des armées comme des assemblées délibérantes, où la présomption et le sophisme

pouvaient suffire pour entraîner la multitude. On plaça au-dessus de chaque adjudant un officier-général instruit, sous le nom de chef d'état-major. C'était à peu près recréer ce qu'on avait détruit.

Mais le mal devint plus grand par l'usage qui s'introduisit d'admettre à la suite d'un état-major, composé du général et de l'adjudant-général, une foule indéterminée d'adjoints, placés par l'intrigue, poussés par la faveur ou par des motifs encore plus condamnables. On vit, dit le général Grimoard, jusqu'à des danseurs de l'opéra et des filles sous l'uniforme brodé de l'état-major. Un ordre du ministre les renvoya tous à-la-fois, en 1793; mais on en replaça d'autres qui furent à leur tour reconnus non moins incapables. Ce ne fut que le temps et la prolongation de la guerre qui développèrent dans cette classe privilégiée, et par son objet d'une si haute importance une louable émulation, une utile expérience et de vrais talens.

On arriva au point de subdiviser les attributions de l'état-major, quelque nombreuses, quelque compliquées qu'elles fussent, de manière à pouvoir les remplir toutes sans confusion et sans embarras; on peut aujourd'hui lire aisément dans les desseins des ennemis, appliquer à chaque circonstance nouvelle, les exemples et les leçons de l'histoire; on donne à la circulation des ordres et des rapports une rapidité qu'elle n'avait jamais

eue; on imprime aux mouvemens des troupes autant de célérité que de précision, et aux descriptions locales une vérité précédemment inconnue.

Le général en chef et le ministre de la guerre reçoivent simultanément les notions les plus propres à régler leurs déterminations. La France en ce genre a fourni des modèles que ses ennemis se sont empressés plus ou moins d'imiter (1), et l'on peut dire qu'aujourd'hui où la guerre est presque devenue une science exacte et positive, à parité de talens chez les généraux, ceux qui sont pourvus de meilleurs états-majors fixent de leur côté la victoire.

On croit ne pouvoir mieux faire que de présenter ici le tableau d'organisation par sections de l'état-major-général français depuis sa nouvelle composition, tracé par un de ses membres les plus estimés (2).

Première section.

Reconnaissances militaires, reconnaissances de terrain générales et spéciales, travaux topographiques relatifs aux reconnaissances de terrain.

---

(1) Le premier ouvrage, publié par le général Thiébaud, sur le service de l'état-major-général, et dont lui-même a reconnu l'insuffisance a eu plusieurs éditions de suite, et fut traduit dans la plupart des langues étrangères.

(2) Le général Mathieu Dumas.

2.ᵉ *section.*

Ouverture de marches, marches, manœuvres, castramétation, indication des positions, des quartiers et des cantonnemens, des établissemens d'hôpitaux et de magasins.

3.ᵉ *section.*

Logemens, police des quartiers, inspection des guides, vaguemestres, gendarmerie, fourrages, équipages et convois, poste-aux-lettres.

4.ᵉ *section.*

Bureau d'inspection générale, états de situation, habillement, police et discipline, inspection des troupes de toutes armes, conseils de guerre.

5.ᵉ *section.*

Bureau d'ordres et de mouvemens.

6.ᵉ *section.*

Bureaux de correspondance.

1.° Avec le ministre de la guerre.

2.° Avec l'intendant ou ordonnateur en chef de l'armée.

3.° Avec les généraux commandans les divisions et leurs chefs de division, les généraux commandans l'artillerie et le génie.

4.° Avec les gouvernemens et autorités du pays occupé par l'armée.

5.° Avec les états-majors des armées adjacentes.

7.° section.

Le bureau topographique.

8.° section.

1.° Travail personnel. Secrétariat du chef de l'état-major.

2.° L'ouverture des paquets ; le renvoi motivé, s'il y a lieu, aux diverses sections.

3.° Rapports immédiats avec le général en chef.

4.° L'organisation de l'armée.

5.° Les instructions et les expéditions relatives à la destination des généraux et des troupes.

6.° La direction des correspondances secrètes relatives aux mouvemens et aux projets de l'ennemi. L'expédition des officiers de correspondance et des courriers.

7.° La comptabilité des dépenses extraordinaires.

Il paraît que dans toute armée où l'on est convaincu de l'utilité des états-majors, et où l'on s'occupe de leur organisation et de leur perfectionnement, la table ci-dessus ne pourrait être consultée qu'avec fruit. Elle servirait aussi de canevas pour un livre élémentaire sur le service dont il s'agit, ouvrage à la rédaction duquel les loisirs de la paix et les lumières acquises

par l'étude et l'expérience de la guerre pourraient être bien utilement employés.

Pour terminer ce premier article concernant l'état-major-général français, il faut ajouter que réparti dans les différens corps d'armée il dut toujours reconnaître pour point central celle de ses divisions formant l'entourage du général en chef ou grand quartier général, et qui imprimait le mouvement à tout le reste (1).

Il atteignit le plus haut degré d'utilité et de considération, lorsque les officiers qui le composaient furent admis à commander eux-mêmes les colonnes qu'ils devaient conduire, les attaques qu'ils devaient diriger. Il devint par là une véritable pépinière de généraux commandans. Les *Dessoles*, les *Suchet*, les *Lecourbe* prouvèrent que des têtes pensantes, habituées à rapprocher les exemples anciens des circonstances nouvelles, à embrasser avec netteté une infinité de détails, surtout à former des plans vastes et réfléchis ne sont pas moins propres à les exécuter. Ils acquirent en même temps cette habitude des combats, seule propre à rectifier la théorie, seule

---

(1) Alexandre Berthier remplit auprès de Bonaparte empereur cette place de chef de tous les états-majors, avec le titre renouvelé de major-général de l'armée française. Les chefs de l'état-major aux différentes armées françaises portent également le titre de majors-généraux. Ney était major-général à Watterloo.

capable de conquérir la confiance et l'estime des gens de guerre qui veulent qu'avant tout, ceux qui les dirigent au milieu des périls, soient soldats comme eux.

De l'État-major-général en Autriche.

Privé du secours des ordonnances militaires allemandes sur les matières dont il s'agit, l'auteur a cru devoir faire usage des notices qui lui ont été fournies, dans un temps, par les officiers de l'état-major-général autrichien, avec lesquels il a été dans le cas de servir pendant la guerre, et surtout de celles de M. le major Birnstiel, officier de la plus haute capacité et de la plus rare instruction, lequel a bien voulu le seconder dans son travail (1).

On ne trouve dans les antiquités militaires d'Allemagne que de bien faibles traces de l'institution dont traite cet ouvrage. Pendant le cours du XVII siècle parut un général maître des gardes du camp *Feldwachtmeister* ayant quelques rapports avec les maréchaux de camp des rois de France fils de Henri second. Auparavant avait existé

(1) Monsieur le major Birnstiel aussi laborieux que vrai théoricien, et qui a pu asseoir ses principes sur la pratique de la guerre, travaille à un livre, *élémentaire sur le service de l'état-major-général*, ouvrage absolument neuf, et qui ne peut être que d'une grande utilité.

le sergent-général de bataille, comme on en a fait ailleurs la remarque.

Sous les empereurs Joseph I et Charles VI, et pendant les guerres de la succession d'Espagne on vit dans les armées impériales des adjudans-généraux veillant sur la discipline intérieure des corps; chargés de tenir les tableaux de force et d'ancienneté; de régler les tours de service, d'entrenir certaines correspondances; de rediger les ordres du jour et d'en tenir registre. Ces *adjudans* avaient sous eux un assez grand nombre de sous-ordres, et paraissaient avoir eu à peu près les mêmes attributions que les aides-de-camp d'armées de Louis XIII (1). Mais on ne trouve encore rien là qui corresponde au *maréchal-général-des-logis* créé par Louis XIV, en 1678, et qui s'était maintenu en France jusqu'à nos jours. Ce ne fut que vers le milieu du XVIII siècle que parut en Autriche l'état-major-général, composé à peu près comme il a

(1) Suivant le plus ancien usage, en Autriche les généraux étaient seuls chargés de tout ce qui concernait le service des troupes mises sous leurs ordres, sans que ces soins pussent être partagés par aucune autre autorité militaire; toute correspondance entr'eux n'était signée que par eux-mêmes et expédiée en leur nom; ils n'avaient que leurs aides-de-camp; et les adjudans-généraux furent une innovation; ils n'en furent pas moins conservés par une ordonnance de 1756, et ils existent encore aujourd'hui sous le même nom, remplissant des fonctions qui semblent étrangères à l'objet qu'on traite ici.

été depuis, et chargé des mêmes fonctions, c'est-à-dire, du choix des positions militaires à la guerre, des fortifications passagères, de l'ouverture et de la direction des marches, des plans topographiques, de l'étude statistique du théâtre de la guerre, du tracement des camps, des reconnaissances à faire en vue de l'ennemi, de la tenue du journal militaire, enfin, de la dislocation des troupes dans leurs quartiers d'hiver.

Le général comte de Lacy fut chef de cet état-major pendant la guerre de 7 ans; ce grand législateur de l'armée autrichienne établit la réputation de ce corps, et le rendit permanent quelques années plus tard par une ordonnance qu'on croit du 1765.

Organisation.

L'état-major-général (*général-quartiermeister Staab*) se composa alors du général-quartier-maître, ayant le grade de *feld-maréchal-lieutenant*, et sous lui, d'un nombre indéterminé d'officiers supérieurs, de 16 capitaines et 8 lieutenans en temps de paix (1). Ce nombre devait être accru en temps de guerre, suivant la force des ar-

(1) La résidence de l'état-major-général est à Vienne. Quand quelques officiers en commission sont dans les provinces, les chefs-lieux de ces mêmes provinces sont supposés leur servir de résidence.

mées mises en mouvement. De plus, on devait y joindre un capitaine des guides, un vagen-meister (1) ou chef des équipages. Le grand prévôt devait en dépendre, et l'on y attachait un corps de pionniers pour ouvrir les routes, former les ponts et construire les fortifications de campagne; en outre deux corps de troupes, l'un à pied, l'autre à cheval, *staabs dragons*, *staabs infanterie* (2), devaient fournir la garde du quartier-général et des bureaux, ainsi que les escortes des officiers de l'état-général en reconnaissances, et les ordonnances des généraux. Un assez grand nombre de fourriers et de *marqueurs* dépendaient aussi de l'état-major-général, les uns pour écrire, les autres pour indiquer, par des jalons, les points principaux du camp.

Attributions.

Le réglement de *Lacy* non seulement déterminait l'organisation de l'état-major-général en temps de paix et en temps de guerre; mais expliquait les devoirs de ceux appelés à le composer, et fixait jusqu'à leur mode d'avancement, et à leur traite-

(1) Vaguemestre en français.

(2) Le général-quartier-maître était considéré comme propriétaire de ces corps, ainsi que des corps francs s'il s'en trouvait dans l'armée; il y disposait des avancemens jusqu'au grade de capitaine inclusivement; mais ces corps étaient toujours supprimés à la paix.

ment pécuniaire (1). Ce même réglement en a toujours formé la base ; et lorsque les auxiliaires autrichiens vinrent en Piémont, en 1792, il était encore seul en vigueur. Il servit de modèle à celui que Victor Amédée III créa à l'instigation du général Devins, et qui fut supprimé à la fin de 1797.

Dans la suite, et surtout depuis le commencement du XIX siècle, l'état-major-général autrichien est devenu plus nombreux, et ses attributions ont augmenté, suite naturelle des guerres si longues de la révolution et du prodigieux accroissement des armées.

Le général quartier-maître a sous ses

(1) Les emplois de l'état-major-général dans l'armée autrichienne outre l'importance et la beauté d'un service, où les occasions de se distinguer sont fréquentes, jouissent de quelques avantages particuliers. Chaque officier jouit de la paye du grade supérieur au sien. Quand il repasse dans la ligne il y rentre ordinairement avec avantage; le capitaine est toujours capitaine effectif; le major est toujours premier major; le colonel y conserve la paye entière, laquelle est de la moitié en sus des autres colonels de l'armée. Dans le corps, le lieutenant a quatre places de fourrages; le capitaine en a huit; le major dix; le lieutenant-colonel douze; le colonel quinze; le général quartier-maître en a vingt et autant de rations de pain. Ce dernier, outre sa paye de lieutenant-général, reçoit 6,000 florins d'argent de table. Les rations de pain et les places de fourrages sont pour tous les grades, en temps de paix, la moitié de ce qu'elles sont en temps de guerre.

ordres, en temps de paix, quatre colonels, douze lieutenans-colonels ou majors, trente-deux capitaines et seize lieutenans, un fourrier-major, et un nombre indéterminé d'autres fourriers. En temps de guerre cette force s'accroît en proportion des troupes que l'empereur met en action pour en former ses armées. Alors la surveillance générale des subsistances appartient au géneral-quartier-maître, et l'officier en chef de la *proviande* lui est subordonné. Lui seul répond aussi des postes de sûreté aux positions qu'il a choisies.

Service de paix.

Pour utiliser l'état-major-général en temps de paix, on a imaginé de lui faire lever successivement la carte générale de la monarchie, et d'exiger, des officiers qui le composent, une *description militaire* très-détaillée des parties de ce vaste empire, où la guerre peut avoir lieu (1).

Des méthodes très-ingénieuses ont été établies à cet effet, et ne peuvent avoir, à la longue, que d'excellens résultats.

Sur la proposition motivée du quartier-maître-général, le conseil aulique ordonne chaque année la levée et la *description*

---

(1) En 1780 l'état-major-général autrichien fut employé, pour la première fois, à la levée d'une carte générale de la monarchie.

militaire d'un espace déterminé. Sur la désignation du même chef, il nomme les officiers chargés de l'opération, et les officiers supérieurs nécessaires pour la diriger (1). Le travail en campagne commence aussitôt que la saison le permet, et finit avec tout septembre. De retour à Vienne, où le bureau de l'état-major est établi, les officiers de la commission mettent au net leurs mémoires et leurs dessins; on en tire des

(1) Quelque peu de rapport qu'il puisse y avoir entre le travail des géographes et des topographes levant à l'aide de points astronomiques et d'instrumens la surface d'un pays, et les reconnaissances à l'usage de la guerre, toujours est-il vrai que l'habitude des levées, faites à l'aide des instrumens, peut rectifier le coup d'œil, et que le travail surtout de la description militaire doit être une école utile aux officiers de l'état-major-général, s'ils y contractent l'habitude de l'observation, et la facilité du dessin topographique.

Les croquis, faits à la hâte, peuvent en devenir plus démonstratifs et plus clairs.

Chaque expédition topographique de l'état-major allemand est surveillée par un officier supérieur appelé *directeur*, qui répond de l'exactitude du travail et de la conduite de ses subordonnés. Ce directeur a de haute paye 60 florins par mois: la haute paye des capitaines et des subalternes est de 40 florins par mois indépendamment des frais de route que le gouvernement fournit en outre de cette haute paye de campagne, et elle continue pendant l'hiver ordinairement employé à mettre au net les mémoires, les calculs et les dessins, dans les salles du bureau, où tous les officiers se rassemblent plusieurs heures chaque jour pour travailler en présence d'un des officiers supérieurs le plus en grade.

copies pour les archives impériales; on les livre aux graveurs. Les officiers par là acquièrent une habileté particulière dans le dessin topographique, et dans le style qu'exige ce genre de travail. On les met d'ailleurs à portée de cultiver toute espèce d'instruction capable pour les former pour le genre de service qu'ils ont embrassé. Le premier devoir de leur chef est d'exciter entr'eux une louable émulation que leur prescrivent, d'un autre côté, l'honneur et l'intérêt.

Système d'avancement et d'épuration.

Les alternatives d'augmentation et de réduction de l'état-major-général en Autriche offrent au chef de ce corps un moyen facile de l'épurer et de le porter au plus haut degré d'utilité et de perfectionnement. Le quartier-maître-général qui ne peut avoir d'autre objet que le bien de l'état et celui de son corps, met à profit les circonstances pour faire sortir de ce dernier les sujets médiocres ou qui manquent des qualités convenables, sans leur nuire, et sans blesser leur amour propre. Il a pris d'avance ses mesures pour les remplacer avantageusement; et il n'y a pas d'exemple que le gouvernement résiste à ses propositions, tendantes au bien du service et à l'honneur du corps. Il résulte deux avantages de ce flux et reflux des officiers de la ligne dans l'état-major, et de l'état-major dans la ligne:

1.° L'ancienneté, la stabilité n'endorment point ces derniers sur la nécessité de se rendre habiles et d'accroître chaque jour la masse de leurs connaissances;

2.° Les talens et les lumières qu'ils portent dans les corps, où ils repassent, sont au profit du reste de l'armée qui n'a jamais été aussi instruite que depuis que cette pratique est établie.

Quelques-uns des officiers dont il est ici question conservent le titre *d'adjoints à l'état-major-général* quoiqu'ils n'en aient ni la paye, ni l'uniforme, et l'expérience qu'ils ont fait, peut les engager à mériter d'y rentrer.

Toujours l'autorité supérieure s'en rapporte-t-elle entièrement au chef des choix qui intéressent son corps. La protection, dit-on, et l'intrigue n'y ont aucune part, non plus qu'à la distribution des places entre ses subordonnés.

Du service en temps de guerre.

Dès que la guerre est résolue au conseil de l'empereur, on appelle le général quartier-maître pour qu'il trace le plan de la première campagne ; pour qu'il détermine le nombre et la qualité des troupes qui doivent y être employées dans un ou plusieurs corps d'armée; il donne une idée générale du pays où ces troupes doivent agir, des moyens de les y faire subsister par maga-

sins ou par requisitions (1); des communications des points d'appui et de retraite; des partis que peut et doit prendre l'ennemi; il indique enfin le point de rassemblement et les lignes d'opérations.

Si ses vues sont approuvées, il juge des renforts dont il a besoin lui-même pour compléter son corps, et satisfaire à toutes les demandes qui peuvent lui être faites;

---

(1) A la fin du siècle dernier l'on n'imaginait pas encore de nourrir une armée en campagne sans magasins et sans fours. On a trouvé dès-lors à cette pratique de grands inconvéniens dont le principal, sans doute, est d'appésantir la marche de ces masses dévastatrices, dont on exige plus de mobilité à mesure qu'elles deviennent plus volumineuses. On a préféré d'alimenter les armées par la voie des requisitions, et d'arracher leurs subsistances des lieux mêmes où elles se trouvent, comptant pour peu l'accroissement des calamités de la guerre. On est d'accord aujourd'hui que dans les pays abondans tels que l'Allemagne, la France et l'Italie il vaut mieux nourrir les troupes par requisitions; que dans les pays stériles il est indispensable de former des magasins, de bâtir des moulins et des fours, au risque d'avancer moins rapidement vers son but. Dans tous les cas, un des premiers devoirs du quartier-maître-général est de prévenir son général en chef des obstacles ou des facilités que doit lui présenter, quant aux subsistances, le pays où il se propose d'agir, et de fonder ses propres calculs sur la certitude que jamais les troupes ne manqueront de vivres, soit qu'il se les procure par la voie des entreprises, soit qu'il doive les exiger des autorités locales.

Quant aux fourrages, son unique soin doit être d'indiquer les lieux où ils se trouvent, et de faire exécuter les ordres du général en chef pour les enlever par des procédés connus.

il se hâte d'organiser ses bureaux, connus au grand quartier-général autrichien sous le nom de *opérations canzley*, chancellerie d'opérations, et dans lesquels doivent être expédiées les affaires courantes; il y emploie des officiers laborieux et propres au détail. Le premier est chargé de la partie des archives du bureau qui doivent suivre l'armée; il répond des cartes, des plans, des livres et des mémoires à consulter pendant la campagne, qui doivent en conséquence être délivrés, sur des reçus, aux généraux employés, et dont son devoir est de soigner le recouvrement. Il répond de même de la caisse particulière des fonds nécessaires à l'état-major et aux dépenses secrètes de l'espionnage (1). Il surveille la partie des charrois, et sous ses ordres se trouve le *vaguemestre*; il commande également aux *staabz dragons*, et aux soldats de *staabz infanterie* destinés à la garde du quartier-général et des bureaux de l'état-major, ayant soin de faire placer et relever à temps ces gardes; enfin, le grand prévôt lui est subordonné, par conséquent il a la surveillance de la police dans l'armée. C'est encore lui qui délivre les passeports et les sauvegardes. Tous les transports de recrues et de convalescens qui arrivent à l'armée

(1) Cet argent lui est fourni chaque mois par la caisse militaire du général commandant de l'armée.

sont dirigés par lui sur leurs régimens respectifs; il distribue des ordres d'étapes ou *marcheroute* aux prisonniers de guerre envoyés à leurs dépôts. On juge que celui qui répond de ces nombreux détails, que les Autrichiens appellent l'*intrinsicum*, ne peut être qu'un officier expérimenté, avancé en grade, aidé pour le moins d'un subalterne et de plusieurs fourriers.

Un autre officier supérieur est chargé de la partie de l'espionnage, et de tout ce qu'elle entraîne de détails, c'est-à-dire des correspondances secrètes dans le pays ennemi, de l'examen des prisonniers, déserteurs etc.

A un troisième officier, chef de bureau, est confiée la tenue du journal et la garde de toutes les pièces qui peuvent y servir d'appui; en conséquence, celui chargé de cette partie intéressante doit avoir communication de tous les ordres et rapports, et il doit être informé des moindres mouvemens de troupes, de tous les incidens survenus et qui ont influé sur le bon ou mauvais succès des opérations; il doit tenir note du départ des troupes, de l'arrivée des secours, des fautes mêmes qui ont été commises dans les détails d'une action, et noter le tout sur des cartes et des plans préparés à cet effet; enfin, il amasse les matériaux de l'histoire qui doit être rédigée dès que les troupes cessent d'être en action, et déposée dans les archives du corps. On juge combien une tâche pareille exige

d'intelligence, d'assiduité et de talens dans celui qui en est chargé.

Enfin un quatrième officier supérieur, chef de bureau, tient les registres de la correspondance divisée en différens volumes suivant les matières. Il doit en avoir un, écrit de sa propre main, pour la *correspondance secrète* dont ses fourriers n'ont pas connaissance. Le secret est la chose la plus recommandée aux officiers de l'état-major-général; lorsqu'un d'eux part pour une mission quelconque il lui est défendu de dire où il va; il est défendu à ses camarades de l'interroger à ce sujet.

Après avoir organisé les bureaux du grand-quartier-général où son poste est fixé, le premier soin du général quartier-maître est d'organiser ceux des portions de l'armée séparés, où des officiers de son corps, distingués moins encore par le grade que par le talent, doivent le remplacer avec les instructions nécessaires pour ne faire que répéter en petit ce qu'il fait en grand.

Dès que le gouvernement a désigné les troupes composant chaque corps de l'armée active, et qu'il a nommé les généraux (1), le devoir du général quartier-

(1) L'empereur, comme de raison, choisit les généraux qu'il veut mettre en activité, heureux si le chef suprême qu'il donne à ses troupes se montre digne de son estime et de la leur; et si le général quartier-maître

maître est de faire arriver ces mêmes troupes, à point nommé, de leurs quartiers au lieu du rassemblement sans retard et sans confusion.

Chaque régiment reçoit un ordre de route, *marche-plan*, dans lequel d'un coup d'œil on lit le nom des étapes, où jour par jour chaque régiment doit arriver, et où sont préparés d'avance les vivres, les fourrages et les logemens nécessaires. L'artillerie, les pontons, les convois suivent la même règle.

Parvenu au lieu du rassemblement, chaque corps y trouve son camp marqué (1), et les généraux leurs quartiers indiqués. Les parcs, les hôpitaux prennent leurs places, guidés par les officiers d'état-major-

---

obtient la confiance de ce chef, en cas de dissentiment entr'eux, nul doute que celui-ci ne doive céder, qu'il ne doive donner à tous les officiers l'exemple de la subordination; mais comme le bien peut naître de la bonne harmonie régnant entr'eux, tout est à craindre dans le cas contraire.

Si le général quartier-maître encourt la malveillance du conseil aulique en temps de paix, ou du général commandant en temps de guerre, quelque soit d'ailleurs son dévouement et son habileté, il est de l'intérêt du prince de lui donner une autre destination, et lui-même doit solliciter avec instance son remplacement.

(1) Les dernières campagnes des guerres de la révolution ont fait oublier ce que jadis on appelait *un camp*; c'est-à-dire une ville portative, régulièrement tracée, où sous des huttes de toile le soldat harrassé pouvait se reposer quelques heures à l'abri d'une pluie orageuse ou des rigueurs du froid. Chez les Allemands, comme

général, lesquels d'avance ont veillé au tracement, et qui surtout n'ont rien omis pour prendre une connaissance générale du pays.

Au début des hostilités, et conformément aux vues du général en chef, que l'armée soit ou non sur l'offensive, le général quartier-maître ordonne des reconnaissances plus soignées du côté de l'ennemi; il donne à ce sujet des instructions écrites à ses officiers, dont chacun séparément doit reconnaître la partie qui lui est assignée. On a traité ailleurs de cette espèce de reconnaissances, et toute répétition est superflue (1). Mais changer de position en s'approchant de l'ennemi pour le combattre sans se compromettre soi-même, est toujours une opération plus ou moins délicate, et dans laquelle les officiers de l'état-général jouent un rôle considérable.

La veille de ce mouvement offensif, les officiers de ce corps se rassemblent auprès de leur chef, qui leur fait connaître l'in-

---

chez les Français on ne reconnaît plus un camp aujourd'hui qu'aux sentinelles et aux faisseaux d'armes, et l'armée qu'on met en campagne doit s'attendre à bivouaquer sans relâche jusqu'à l'hiver, et souvent jusqu'au printemps d'après.

(1) Voyez dans ces mélanges un *mémoire sur les levées à vue et les reconnaissances faites à portée de l'ennemi.*

tention du général commandant, leur explique, la carte à la main, les moyens de la remplir, et s'efforce de les pénétrer du plan qu'il a conçu. Chacun, après avoir reçu sa destination, et avoir écrit sur son garde-note l'objet dont il est particulièrement chargé, part pour se rendre à son poste; s'il est destiné à conduire une colonne, il n'épargne rien pour se procurer des guides sûrs (1), et marche de manière à être certain d'arriver, à point nommé, au lieu du rendez-vous, moyennant quelques haltes faites, chemin faisant, suivant la maxime constante, que dans ces sortes de mouvemens il ne s'agit que de la minute où l'on arrive, et non de celle où l'on part. Le quartier-maître-général nomme ensuite un des officiers supérieurs, sur lequel il compte le plus, accompagné de plusieurs capitaines et subalternes pour reconnaître, et préparer le nouvel emplacement, et pour arranger les troupes à leur arrivée. Il est inutile d'ajouter, que ces officiers doivent être escortés, et qu'il faut qu'ils partent de bonne heure, afin d'avoir le temps de convenir de la ligne des

(1) Le capitaine des guides au quartier-général a toujours des guides en fonds pour les expéditions dont il s'agit; mais si l'officier en mission, après les avoir examinés lui-même, n'en trouve pas de propres à remplir ses vues, il faut qu'il en cherche ailleurs; il doit aussi veiller à ce qu'ils ne puissent s'échapper.

postes de sûreté, et de la manœuvre dont chaque colonne doit user pour se mettre en bataille en arrivant. Ces préliminaires remplis, ils s'avancent à la rencontre des troupes. Dès que l'armée est rendue à sa nouvelle position, la prudence exige qu'elle ne perde pas un instant pour s'y mettre à l'abri des insultes de l'ennemi, dont on suppose qu'elle est fort rapprochée.

Pour cet effet, elle pousse en avant une nombreuse avant-garde, précédée elle-même d'une double chaîne d'avant-postes, qui fournissent des patrouilles continuelles vers l'ennemi.

Le soin des officiers de l'état-major doit être de donner à ces lignes de postes avancés le plus d'étendue et de solidité possible, en appuyant leurs flancs à des points naturellement forts, à des redoutes construites à la hâte, ou à des villages fortifiés (1). Les reconnaissances faites précédemment doivent les dispenser du soin de chercher ces appuis. Si l'armée doit tenir quelques jours la même position, le tems est mis à profit pour s'y affermir de toutes manières; et pendant que le service de vigilance se perfectionne aux avant-

(1) Le corps des pionniers ébauche ces ouvrages, et l'on suppose que les troupes qui doivent les défendre sauront en perfectionner les fortifications, étant pourvues d'outils à cet effet, et dirigées par des officiers instruits.

postes par le soin des officiers de l'état-général qui les visitent jour et nuit, d'autres positions sont préparées par eux en arrière, à peu de distance les unes des autres, et munies des ouvrages nécessaires, afin que les troupes puissent s'y replier successivement, et sans désordre, en cas d'échec (1), et en perdant à-la-fois le moins de terrain possible.

Les communications sont rendues faciles; on cherche en même temps à tourner l'ennemi par ses flancs, ou du moins à lui en donner l'inquiétude, et des chemins sont préparés, des ponts sont jetés sur les ruisseaux à cet effet: mais si le mouvement général, dont on a parlé, n'a d'autre objet, que d'amener l'engagement d'une bataille, on va droit au fait. Le général commandant qu'on suppose informé par les soins du général quartier-maître de la force et des dispositions de l'ennemi, dresse,

---

(1) L'officier supérieur, destiné par le général quartier-maître à fortifier ces lignes de retraite, lui présente un croquis des positions et des ouvrages qu'il croit nécessaires pour s'y défendre. Si son projet est admis, plusieurs officiers de son corps sont mis à sa disposition, ainsi que le nombre de pionniers, de soldats et de paysans destinés à travailler sous leurs ordres. Les uns remuent la terre, les autres coupent le gazon, préparent des gabions et des fascines, forment des embrasures, crénellent des villages; cette espèce de travail doit être parfaitement connue des officiers de l'état-major-général, et demande surtout de la promptitude dans l'exécution.

de concert avec lui, le plan d'attaque, et donne, aux commandans des corps séparés, l'ordre d'avancer, pour y prendre la part que les circonstances exigent. Des ordres nombreux sont rédigés par le général quartier-maître, revêtus de la signature du général commandant, et adressés aux chefs des colonnes, et de toutes les troupes qui doivent entrer à-la-fois en mouvement. Ces écrits annoncent le point du départ, l'heure de l'arrivée, ainsi que le lieu et le mode du développement; le but de l'attaque; les partis à prendre en cas de mauvais succès; l'aide que les troupes doivent mutuellement se donner au besoin; enfin le lieu où elles doivent se rallier en cas d'une défaite. L'emplacement du parc d'artillerie et du dépôt des munitions, pendant le combat, sont surtout clairement spécifiés.

Le commandant de l'artillerie reçoit un ordre particulier pour la distribution de ses pièces aux différentes colonnes, et pour la formation des principales batteries. Le chirurgien en chef de l'armée, à sa place marquée, doit y rassembler ses aides, et les chars nécessaires au transport des blessés. Le lieu où les prisonniers doivent être conduits, est également déterminé par ces espèces de circulaires.

Ce préliminaire rempli, le général quartier-maître rassemble autour de lui tous ses officiers, leur explique, la carte sous les yeux, l'objet et le plan de la bataille;

il motive tous les ordres donnés, rapporte ce qu'on peut savoir des plans de l'ennemi, les manœuvres dont il est probable qu'il va faire usage, et les points sur lesquels sont à craindre ses principaux efforts; enfin il explique la marche, que selon toute apparence suivra l'action, et quel sera son succès présumable. Le but qu'il se propose, est de pénétrer ses officiers des principes, dont il est rempli lui-même, et par là de mettre de l'accord et de l'harmonie dans l'exécution de son plan. Les officiers de l'état-major sont, auprès des militaires de tous grades et même des généraux, les interprètes des intentions du général en chef, qu'il s'agit désormais d'exécuter à la lettre. Si les circonstances obligent de changer quelque chose à ses premières dispositions, c'est à lui seul à prescrire ces changemens, ou bien c'est au général quartier-maître à les ordonner en son nom. Un officier de l'état-général serait répréhensible de donner de son chef quelque disposition contraire. Tout son dévouement, toute son intelligence ne doivent tendre qu'à faire exécuter et réussir les ordres dont il est porteur; il se perdrait en agissant autrement. Après que le chef de l'état-major-général a soigneusement instruit ses officiers, il députe de préférence, à la direction des colonnes, ceux qu'il a employés précédemment à reconnaître l'ennemi de près, et il retient les autres auprès de lui. Sa place est aux

côtés du général commandant, afin d'en recevoir les ordres ultérieurs, et de les faire exécuter à l'instant; il est particulièrement chargé de faire agir à tems la seconde ligne et la réserve.

Souvent pendant l'action un officier de l'état-major-général est destiné à conduire du secours, suivant son grade, à une aîle qui plie; à marcher à la défense d'un poste important; ces circonstances lui fournissent des occasions de se distinguer. Si l'action n'est pas préméditée, et que le général en chef, prévenu par l'ennemi, n'ait pas le temps d'écrire l'ordre de bataille, le rôle de l'état-major-général devient beaucoup plus important, en ce qu'il faut qu'il saisisse alors des ordres verbaux et improvisés, et que souvent il dévine les intentions de son chef. Il est obligé, en pareil cas, de redoubler d'attention et de sang froid au milieu du tumulte.

Après la bataille, le général quartier-maître en dresse le rapport, dont une copie est envoyée à l'empereur, une seconde au conseil aulique, et si le tems le permet, il y joint un plan démonstratif. Il y joint aussi le tableau de l'état numérique de l'armée après le combat, et celui des morts, des blessés, des prisonniers, et des trophées perdus ou gagnés par l'ennemi (1).

(1) Ces états et ces tableaux lui sont alors commu-

On dépose une ou deux autres copies des mêmes relations aux archives du corps (1).

C'est ordinairement le général quartier-maître qui, d'ordre du général en chef, règle les accords momentanés qui peuvent avoir lieu avec l'ennemi, tels qu'échanges de prisonniers, capitulations et suspensions d'armes à terme, ou illimitées. Ces commissions passagères demandent une connaissance parfaite des intérêts réciproques, beaucoup d'expérience, de sens et de dignité.

Une des fonctions les plus importantes du chef de l'état-major-général est l'établissement des cantonnemens et quartiers d'hiver à la fin de la campagne. Les troupes qui ont besoin de restauration et de repos, ne peuvent parvenir à ce but qu'autant qu'elles y conservent une atitude militaire; il faut qu'elles soient toujours prêtes à se réunir, à saisir leurs armes, et à faire tête à l'ennemi qui chercherait à les surprendre.

Dans cette vue les officiers de l'état-

niqués par l'adjudant-général de l'armée, chargé de les recueillir.

(1) Les rapports dont il est ici question doivent être différens de ceux que les gouvernemens font insérer quelquefois dans les journaux pour la satisfaction, plus que pour l'instruction du public. Ceux qui, rédigés à l'état-major, sont destinés à être mis sous les yeux du souverain, et conservés dans les archives du corps, doivent ne contenir que la vérité exempte de réticences et d'amplifications.

major-général font une reconnaissance soignée village par village du pays où doivent s'étendre les quartiers ; ils en dressent une carte démonstrative accompagnée de notes statistiques et militaires, et le chef du corps après avoir fait lui-même une reconnaissance générale dresse son plan, appelé *plan de dislocation.* Il a soin, que les troupes restent étendues sur deux lignes, le quartier-général au centre, ainsi que la réserve ; les parcs dans des lieux convenables ; les hôpitaux dans de bonnes villes ; les postes avancés, appuyés à des points forts par eux-mêmes, ou fortifiés *ad hoc*, et capables, en résistant à une attaque imprévue, de donner au reste des troupes le temps de se rassembler. Dans la même vue, et pour prévenir la confusion, des points de rassemblement sont déterminés pour chaque partie des quartiers. Les magasins de toute espèce sont mis à portée, autant qu'il est possible.

Après avoir donné à l'armée, par un ordre de bataille nouveau, la forme la plus convenable pour s'adapter au terrain choisi, et avoir fait partout préparer les logemens, le général quartier-maître y fait entrer les troupes, les passe en revue, et leur donne un réglement de service pour tout le temps où elles doivent y rester : chaque commandant est pourvu d'une copie de ce réglement. Comme il a pour objet principal de se précautionner contre les surprises, et

que l'espace où s'étendent les quartiers est ordinairement fort vaste, on supplée à la vîtesse des courriers et des ordonnances par des signaux correspondans, placés dans la ligne des avant-postes et au quartier-général. Au moyen de ces signaux, on fait passer rapidement de l'un à l'autre les ordres et les rapports. Ces signaux sont ordinairement des coups de canon, des feux la nuit et des fumées le jour; on y fait usage aussi d'une espèce de thélégraphe formé par des drapeaux de couleurs différentes.

Le travail de l'établissement des quartiers étant achevé, le général en chef en fait la visite accompagné du quartier-maître-général, et il y ordonne les changemens qu'il juge à propos. Un officier supérieur de l'état-major-général et quelques capitaines et lieutenans du même corps doivent rester, pendant l'hiver, pour observer ce qui s'y passe, et maintenir la correspondance avec leur chef.

Conclusion.

L'état-major-général jouit d'une haute considération dans l'armée autrichienne, et lui a rendu, surtout pendant les dernières guerres, d'éminens services.

Il importe bien peu de décider s'il a profité des exemples de ses ennemis pour arriver à ce point de perfection, ou si lui-même a fourni des modèles aux autres.

Ce qu'on ne peut s'empêcher de recon-

naître c'est que la puissance guerrière qui l'a formé, a saisi les vrais moyens d'en tirer avantage, convaincue que d'innombrables armées ne pouvaient plus se mouvoir avec l'aisance et la rapidité nécessaire, sans l'aide d'un corps nombreux d'officiers instruits, exclusivement occupés de la partie savante du métier de la guerre, dégagés d'autres soins, et vivement excités par l'honneur et par l'émulation. Le gouvernement de Vienne a mis toute sa sollicitude à se procurer de pareils officiers; mais en déterminant leurs nombreuses et importantes attributions, il a jugé qu'il serait nuisible de les surcharger. Conséquemment, il a laissé à l'adjudant-général de l'armée, et aux *Flügels adjudans*, qui dépendent de lui, le soin de recueillir les états de force de tous les corps, et d'en former des tabelles générales; de veiller sur la discipline; de dresser, après une action, le tableau particulier des morts, des blessés, des prisonniers et des trophées; de régler les tours de service, et de faire passer la parole.

Le général *commando*, soit *schereibende haupt quartier*, quartier général écrivant, a continué dans la surveillance de la caisse militaire, des hôpitaux, de la comptabilité, des dépôts d'armes et d'habillement, et dans ses rapports avec le conseil aulique, comme centre de l'administration militaire à l'armée.

L'état-major-général autrichien fut heu-

reux de voir ainsi ses attributions limitées, et de pouvoir se livrer sans partage à des travaux et à des études bien assez étendus, et considérés en Allemagne comme la véritable école des généraux.

TITRE 6.e

PREMIER APPERÇU

Des opérations militaires dans la Belgique du 15 au 19 juin 1815.

Les champs de bataille de Ligny, de Quatre-Bras, de Wavres et de Watterloo, et le théâtre des opérations relatives à ces combats mémorables qui dans quatre jours ont changé la face de l'Europe, se trouvent sur la carte (1) entre Bruxelles et Charleroi, entre Mons et Namur, à gauche de la Sambre, partagés en différens sens par les grandes routes qui tendent de Bruxelles à Charleroi et à Namur, et par une ancienne chaussée romaine. Cet espace est abondamment arrosé, divisé par coteaux bas et monotones dont quelques-uns sont boisés. A l'époque dont il s'agit, toutes les terres à blé étaient couvertes de superbes moissons de seigle.

Les armées de Prusse et d'Angleterre formaient à droite et au nord l'extrémité de l'immense ligne des coalisés; elles comprenaient 177,000 hommes (2), et devaient, après leur jonction, marcher ensemble sur Paris, par la voie la plus directe.

---

(1) Carte chorographique de la Belgique en 69 feuilles, par le général Ferraris.

(2) 110,000 Prussiens, 67,000 Anglo-Belges, Brunswickois et Hanovriens.

Napoléon qui, malgré les jongleries du champ de mai, connaissait mieux que nul autre la situation de la France épuisée, découragée, déchirée au dedans par des factions, prête à voir au dehors l'Europe entière fondre en armes sur elle, sentait bien qu'au lieu d'être, comme autrefois, maître du royaume, il n'y était plus qu'un chef de parti; il crut qu'en frappant au début un coup d'éclat, il grossirait ce parti, que s'il était victorieux, il redeviendrait maître de l'opinion, qu'il ranimerait en sa faveur l'ancien fanatisme, et répandrait encore une fois, parmi ses ennemis, l'aveuglement et la stupeur.

Ce colosse d'orgueil ne devait pas être devenu modeste, en voyant tous les potentats de l'Europe déclarer formellement qu'ils n'avaient pris les armes que contre lui seul.

Il ne s'agissait, suivant ses calculs, que de vaincre en bataille rangée Blûcher et Wellington, et il mit son amour propre à combattre encore une fois hors des limites de l'ancienne France.

En conséquence, l'élite de ses armées fut rassemblée sur les confins de cette Belgique fameuse par tant de batailles. Il passa ses troupes en revue près de Beaumont le 14, les électrisa par un ordre du jour des plus véhémens (1), le 15, de grand matin, il fit

(1) L'armée française, disent les journaux du temps, se trouva forte à cette revue de 120,000 hommes d'in-

attaquer, par les deux rives de la Sambre, un corps de l'armée prussienne posté en avant de Charleroi (1).

Le quartier-général de Blücher était à Namur, celui de Wellington était à Bruxelles, où il gardait le lit par suite d'une chûte de cheval. Ces deux généraux prévoyaient si peu, de la part de leur adversaire, une attaque aussi prompte et aussi violente, qu'un des corps de l'armée prussienne restait cantonné près de Liège, et que la plupart des troupes anglaises étaient dispersées, jusqu'à nouvel ordre, dans le département de la Dyle.

Bonaparte eut donc, comme il l'avait espéré, l'avantage du nombre, de la concen-

---

fanterie de ligne, dont 30,000 de la garde, et de 22,000 chevaux. Son matériel était immense et magnifique. On assure que ses aigles avaient été enveloppées de crêpe noir avec cette devise *vaincre ou mourir*.

Le 14 était le jour anniversaire des batailles de *Marengo* et de *Friedland*. On juge que cette circonstance ne fut pas oubliée. Bonaparte fit une proclamation où il se surpassa lui-même dans l'art de manier l'esprit des soldats par son éloquence heurtée et originale. Les désastres passés furent mis en oubli; l'ardeur de la gloire et la passion féroce de la vengeance animèrent seuls les cœurs des intrépides guerriers qu'il menait à la mort: *qu'on nous donne*, s'écrièrent-ils unanimement, *des cartouches et des Prussiens!*

(1) Ce corps d'armée prussienne, sous le commandement du général Ziethen, était de plus de 20,000 hommes. ses postes avancés à *Thuin*, à *Grosselies* et à *Marchiennes* furent les premiers renversés par le choc des Français.

tration et de l'initiative, et il jugea qu'il n'avait pas un moment à perdre pour faire tourner à son profit tant de circonstances heureuses.

Les troupes prussiennes en avant de Charleroi ayant en tête toute l'armée française, ne purent en soutenir le choc, passèrent la Sambre, et allèrent le soir du même jour occuper le champ de bataille de Fleurus (1). Blûcher privé dans ce premier moment, comme on l'a dit plus haut, d'un quart de ses forces, accourut avec celles qui lui restaient pour soutenir Zicthen, et occuper les importantes hauteurs de Sombref sur la droite de Fleurus, bordant à gauche le chemin de Nivelle entre *Brie et le Point-du-jour*. Cette position se composait d'un plâteau spacieux, sur le front duquel coule le ruisseau de la Ligne, ayant sur sa rive droite les villages de S.t-Amand, de Ligny, et le hameau de la Haye. Tous ces villages furent promptement fortifiés, crenellés, abondamment munis d'artillerie, et garnis de troupes d'élite; de nombreuses batteries furent établies également sur le plâteau, et dans tous les points favorables, afin d'appuyer les lignes

(1) Trois grandes batailles avaient eu lieu déjà auprès du petit village de Fleurus, les deux premières en 1622 et 1690. La 3.me le 26 juin 1791, entre le général Jourdan et le prince de Cobourg commandant les Autrichiens et les Anglais alliés.

d'infanterie et de cavalerie qui s'y présentaient en amphithéâtre, ainsi que les carrés prêts à agir offensivement, ou défensivement suivant les circonstances.

Ainsi les Prussiens, au nombre de près de 60,000 hommes, se disposaient à recevoir une bataille générale, pleins d'ardeur et de haine contre des ennemis qui, naguères, avaient porté la désolation dans leurs familles.

D'un autre côté, l'avant-garde Anglo-Belge avait employé la nuit du 15 au 16 à s'avancer par la chaussée de Bruxelles, et à s'établir dans une excellente position, au point où cette chaussée coupe à angle droit le chemin de Nivelle à Namur. Ce point désigné sous le nom de *Quatre-Bras* devait être bientôt ensanglanté par un combat terrible (1), ainsi que les hauteurs de Sombref, avec lesquelles il est en ligne, quoiqu'à une distance de plus de 2 lieues.

Bonaparte, au point du jour, ayant reconnu les positions de l'ennemi, détermina son plan d'attaque. Il résolut de se jeter impétueusement dans le vide que laissaient

(1) La ferme de Quatre-Bras prend ce nom d'un poteau où 4 bras indicateurs, grossièrement sculptés, indiquent les chemins qui s'y séparent. Quelques hauteurs boisées, formant en avant une espèce de contregarde naturelle, font partie de cette position au midi, et vont se terminer au hameau de Frasne à peu de distance de Charleroi; en arrière est le bourg de Gemmappe, toujours sur la route de Bruxelles.

entr'elles les armées alliées, d'élargir la brèche qui les séparait, en poussant les uns à droite vers Namur, les autres à gauche du côté de Mons; par cette manœuvre, lui-même resterait maître d'arriver à Bruxelles, dont l'occupation allait faire déclarer pour lui la Belgique toute entière, et mettrait ses adversaires dans l'impossibilité de communiquer ensemble.

C'était ainsi que le vainqueur de Rivoli concevait ses plans en Italie, quand la fortune *souriait*, comme il l'a dit lui-même, à tous ses desseins, et lorsqu'il n'avait point encore éprouvé les rigueurs de cette déesse capricieuse.

Il devait encore vaincre le 16 de juin, mais vaincre sans profit, et avec des pertes immeuses. Plein de confiance dans ses forces, et dans les dispositions de sa valeureuse armée, il développa ses troupes parallèlement à celles de son adversaire. La droite commandée par le maréchal Grouchy faisait face à la gauche des hauteurs de Sombref, avec charge d'en chasser les Prussiens, et de les pousser sur Namur. La gauche aux ordres du maréchal Ney devait attaquer les Anglais sur la chaussée de Bruxelles, les en chasser pareillement, et les pousser sur leur droite.

Son centre, composé des 3.e et 4.e corps d'armée, faisait face au centre de l'ennemi, et aux principaux villages fortifiés. Ces grandes masses, plus volumineuses chacune d'el-

les, que ne l'étaient autrefois les armées de Tureune et de Catinat, étaient abondamment pourvues d'artillerie, de cavalerie, et avaient de fortes réserves: Bonaparte se plaça au centre pour entâmer celui de son adversaire, et pour soutenir au besoin ses propres aîles.

Le feu commença le 16 à deux heures après-midi; les villages retranchés, attaqués avec fureur, furent défendus avec acharnement, pris et repris plusieurs fois à la baïonnette. Cette lutte se soutint pendant 4 heures, sans que l'avantage se déclarât pour un des partis. Bonaparte impatienté de la résistance qu'il éprouvait, ordonna au premier corps de venir sur-le-champ se joindre à lui. Ce corps faisait partie des troupes mises à la disposition du maréchal Ney, lequel assure n'avoir point été prévenu d'un tel changement, et par cette faute avoir perdu tous les avantages qu'il avait obtenus jusqu'alors.

Le fait est, qu'après avoir poussé fortement les Anglais, et leur avoir fait perdre beaucoup de monde, se voyant à son tour forcé de reculer devant eux, à cause des renforts qui leur arrivèrent, il manda ce premier corps qui lui servait de réserve, et ne le trouva plus à la place où il l'avait mis. Dès-lors, le désordre se mettant parmi les siens, il dut se trouver heureux de les rallier, et de faire ferme sur les hauteurs de Frasnes, à demi-

lieue en arrière de *Quatre-Bras*, où il combattit jusqu'à la nuit close (1). On ne voit pas que sur la droite le maréchal Grouchy opérât rien de mémorable dans la journée du 16. Ce fut le centre de l'armée qui décida du sort de cette action sanglante, dont les évènemens du surlendemain pouvaient seuls effacer le souvenir.

Le village de Ligny, après une lutte obstinée, renversé par le canon, et couvert de flammes, demeura enfin au pouvoir des Français (2). Dans ce moment, Bonaparte, à la tête de sa garde et de sa réserve, soutenu par sa cavalerie, qui jusque-là était restée dans l'inaction, aborda à la baïonnette, et au pas de charge les carrés prussiens qui bordaient la hauteur, et après une mêlée affreuse, les força d'abandonner le champ de bataille (3). On s'at-

---

(1) Au combat de *Quatre-Bras* périt le brave duc de Brunswich, emporté par son courage au milieu de la mêlée; il y reçut un coup de feu dans les entrailles.

(2) Les efforts prodigieux des Français pour se rendre maîtres de ce village, leur a fait donner le nom de bataille de Ligny à la sanglante journée du 16.

(3) La fière contenance des Prussiens, après leur défaite, aurait peut-être fait révoquer en doute ce désastre, sans la proclamation du maréchal Blücher à ses soldats, datée de Gemmappe, le 19 juin suivant, et dans laquelle ce général loue sa brave armée d'avoir décidé la victoire de Watterloo, deux fois 24 heures après avoir été complètement battue elle-même à Sombref. Il apprend en même temps à ses lecteurs, qu'au milieu de

tendait qu'ils allaient diriger leur retraite sur Namur, point le plus rapproché d'eux. Mais Blücher sentait l'importance dont il était pour lui de ne pas augmenter la distance qui le séparait de son allié, et celle d'aller à la rencontre du 4.e corps de son armée qui, parti de Liège, venait à grand pas le rejoindre.

En conséquence il se dirigea sur Wavres, et les Français épuisés de fatigue et de faim, auxquels leur victoire avait coûté presqu'aussi cher qu'aux vaincus, renoncèrent bientôt à le poursuivre (1). Ce fut une grande faute qu'ils commirent; car les Prussiens s'appercevant qu'ils n'étaient pas suivis, se rallièrent, et leur retraite ne fut plus qu'une marche rétrograde des plus régulières.

Il en fut de même des Anglais, lesquels, après avoir conservé tout le jour du 16 la position de Quatre-Bras, se replièrent la nuit, sans être troublés, par le grand chemin de Bruxelles dans une direction parallèle à celle de leurs alliés. Les généraux coalisés avaient pénétré les desseins de Bonaparte, et ils agirent de concert pour éviter le piège où il voulait les at-

---

leurs malheurs et de leurs triomphes, les Prussiens étaient dévorés par la faim.

(1) Ce fut au moment où commençait cette retraite, que Blücher eut son cheval tué sous lui, et faillit à être écrasé sous les pieds des chevaux des cuirassiers français.

tirer. Ils avaient résolu de tenir ferme dans leurs positions respectives, de saisir toutes les occasions de se rapprocher l'un de l'autre, en marchant et en combattant, et d'éviter autant qu'il leur serait possible un engagement général, jusqu'à ce qu'ils eussent pu se joindre (1).

La journée du 17 fut employée par Wellington et par Blücher à se porter en arrière dans de nouvelles positions qu'ils avaient choisi pour y réunir leurs forces contre un trop dangereux ennemi, et quoiqu'accablées par des torrens de pluie, quoique souvent harcelées dans leurs mouvemens par les cuirassiers et les lanciers français, les colonnes Anglo-Belges purent arriver le même jour à Watterloo, et les Prussiens concentrèrent leurs forces au village de Wavres, malgré les efforts du maréchal Grouchy pour les en empêcher.

Ceux-ci y avaient été prévenus par le corps d'armée arrivant de Liège sous le commandement du général Bulow,

Il ne paraît pas que le duc de Wellington eût été présent aux actions de la veille. On peut croire qu'il était resté à Watterloo occupé à reconnaître, et à préparer le champ

(1) A la fin de la journée du 16, le corps Anglo-Belge posté à Quatre-Bras, ayant appris l'issue de la bataille de Ligny, n'avait pas balancé à commencer sa retraite sur Watterloo; ce qui lui donna une demi-journée d'avance sur les Français.

de bataille où devaient être décidés de si grands intérêts, et pour y faire arriver, des cantonnemens les plus éloignés, ses troupes dispersées; il n'avait rien épargné surtout pour ouvrir des communications de ce lieu avec Wavres.

Au Sud-Est de Bruxelles s'étend la forêt de Soigne de deux lieues de profondeur, et qui s'étend à droite et à gauche entre les petites rivières de la *Senne* et de la *Lanne*.

Au delà, dans la même direction, est un plâteau d'une surface à-peu-près égale, où se réunissent les chemins de Charleroi et de Nivelle, qui traversent le bois.

Ce plâteau parut à Lord-Wellington (1) réunir les avantages qu'il pouvait désirer pour défendre l'avenue de Bruxelles, pour faire tête à une attaque de front en forces très-supérieures, et pour tendre sur sa gauche la main aux Prussiens concentrés à Wavres. Il établit son quartier-général au village de Watterloo dans un renfoncement du bord de la forêt, à cheval sur les routes de Bruxelles et de Braine-la-Leude. Enfin, il garnit fortement de troupes d'élite et d'artillerie les bourgs, les hameaux et fermes environnantes.

(1) Le duc de Wellington connaissait la position de Watterloo dès l'année précédente, où il avait été dans le cas de la visiter et de l'observer sous ses rapports militaires.

Sur le front du plâteau est un monticule qui se prolonge en faisant face au Nord-Est, et que couronne la ferme de Mont-S.t-Jean. Quelques retranchemens furent ajoutés à ces importantes hauteurs qui ne sont séparées que par un ravin de celles de Planchenoi, où les Français prirent position, en arrivant quelques heures après les colonnes anglaises. Les deux armées avaient trouvé les chemins détrempés par des torrens de pluie, et arrivèrent harrassées de fatigue; mais les Anglais entrèrent de bonne heure dans une position préparée d'avance, et trouvèrent quelques abris, des vivres et des boissons restaurantes, au lieu que les troupes de Napoléon éprouvèrent toutes les horreurs d'un bivouac désastreux, jointes à celles de la faim. Leurs traîneurs arrivaient successivement, et l'excès de lassitude les faisait se coucher, sans hésiter, dans la boue, au milieu des moissons mouillées où il était impossible d'allumer du feu.

A défaut de pain et d'abris, on leur prodiguait des mensonges pour relever leur courage abattu. On leur disait que les Anglais profiteraient de cette nuit sombre pour se retirer sur Bruxelles, de là, gagner la côte, et s'enfuir sur leurs vaisseaux; que l'armée prussienne était entièrement détruite, que son général était resté sur le champ de bataille; que les Belges étaient secrètement les amis des Français, qu'ils n'attendaient que le lendemain pour se joindre à eux;

qu'enfin la coalition toute entière était frappée à mort.

Ces braves guerriers, aussi crédules qu'intrépides, s'endormirent au milieu de pareilles illusions sur un sol fangeux, où la moitié d'entr'eux devait, le lendemain, trouver sa sépulture. Bonaparte avait occupé la ligne de Planchenoi, faisant face à celle de Mont-S.t-Jean. Sa droite était à l'Abbaye d'Aywier; sa gauche sur les hauteurs d'Hougoumont au delà du chemin de Nivelle ; son centre était à la ferme appelée *Belle-Alliance*. Au devant de cette maison, qui lui servit de quartier-général, était un mamelon d'où l'on voyait en plein la position des Anglais, et d'où il ne s'éloigna presque pas pendant l'action.

Le temps était redevenu serein. En appercevant l'armée de Wellington qui, loin de fuir, ainsi qu'il l'avait supposé, l'attendait sur les plâteaux opposés avec la contenance la plus fière, il s'écria : *ah je les tiens donc ces Anglais !* et remarquant leur grand nombre, *tant mieux*, ajouta-t-il, *plus il y en aura, plus nous en battrons . . .*

L'infanterie des alliés avait sa droite à cheval du chemin de Nivelle près de Mach-Braine, son centre à la Haie sainte à cheval du chemin de Bruxelles, sa gauche finissait sur les hauteurs de Frichemont. Une immense artillerie marquait les intervalles des masses, ou couronnait par di-

verses batteries les bords du plâteau. La cavalerie était en arrière à couvert dans des enfoncemens. La gauche de l'armée, dont on a déjà parlé, avait des postes avancés jusqu'au delà du village d'Ohain, afin de faciliter sa jonction avec les Prussiens. Le duc de Wellington avait écrit de bonne heure au prince Blûcher pour lui peindre l'état des choses, l'engager à venir à lui, ou tout au moins à lui envoyer un de ses corps d'armée.

Blûcher avait répondu, que malgré les manœuvres de Grouchy il avait pu se concentrer à Wavres; mais que ses troupes étaient accablées de fatigue, après deux jours de combats et de marches continuelles, qu'il ne pouvait lui envoyer que son 4.e corps d'armée, arrivant de Liège sous le commandement du général Bulow, et qui serait à sa disposition à une heure précise de l'après-midi.

D'après cet avertissement on conçoit, pourquoi Wellington, quoique le premier en mesure, ne songea point à troubler son adversaire occupé à rassembler ses traîneurs. Il lui convenait de retarder l'heure du combat, comme il convenait à Bonaparte de l'avancer; car, on ne peut douter, que celui-ci n'eût reçu des nouvelles de Wavres, et n'eût été prévenu, qu'un des corps de l'armée prussienne avait échappé à la surveillance de Grouchy, et marchait contre lui.

Il ne put cependant commencer l'attaque avant 10 heures du matin. Sa gauche assaillit avec la plus grande impétuosité la droite des alliés, postée, comme on l'a dit, sur les hauteurs d'Hougoumont. La ferme et le bois qui s'y trouvent, furent plusieurs fois pris et repris à la baïonnette, et enfin abandonnés par les Français.

Cette lutte sanglante se termina par un incendie qui consuma un grand nombre de blessés entassés dans ce lieu de carnage. L'acharnement de Bonaparte à s'emparer de ce poste s'explique à la vue du plan. Hougoumont était la clef de la position des alliés. Maîtres de ce poste, les Français pouvaient prendre toute la ligne anglaise à revers, et la détruire par des feux d'enfilade.

Après avoir échoué dans cette première tentative, Bonaparte entreprit de couper la ligne ennemie par le centre, en attaquant la ferme de la *Haie sainte*, et successivement, le poste de Mont-S.t-Jean. Il fit avancer pour cet effet de nombreuses colonnes serrées, lesquelles marchant *arme au bras* en bravant la mousqueterie, les boulets et la mitraille, comme s'il s'était agi de monter à la brêche, présentèrent un spectacle à-la-fois admirable et terrible. La cavalerie concourut aux efforts du reste des troupes par un choc impétueux; mais cette attaque fut répétée jusqu'à trois fois inutilement; le point de Mont-S.t-Jean

ne put être forcé, et les assaillans firent des pertes immenses, heurtés par la cavalerie, renversés par le canon, déconcertés par la froide intrépidité de toutes les troupes alliées qui se montraient inébranlables dans le péril, autant que souples dans les mains de leur illustre chef.

La nuit approchait: le duc de Wellington ne recevait aucune nouvelle des Prussiens. Bonaparte impatienté de la résistance qu'il éprouvait, et n'ignorant pas ce qu'il avait à craindre sur sa droite, quoique de ce même côté il affectât d'attendre un secours, résolut de faire charger la garde impériale tenue jusqu'alors en réserve (1). Cette élite des braves devait frapper un coup décisif, surtout étant secondée par tout ce qui restait de cavalerie qui devait en même temps prendre à dos et en flanc les carrés des alliés. Mais cette dernière ressource échoua. Un flottement général annonça la surprise et le découragement dans l'armée française, et ses signes s'accrurent, lorsqu'elle entendit distinctement le feu des

(1) Bonaparte parut à la tête de la vieille garde au moment de cette dernière charge. On ne croit pas que, pendant tout le reste de l'action, il eût quitté son point d'observation à la *Belle-Alliance*. On l'y voyait en avant de son état-major groupé à peu de distance de lui; il tenait d'une main une lorgnette, de l'autre un plan roulé, souvent les bras croisés sur la poitrine, fixant d'un œil ardent la terrible machine dont il faisait mouvoir les ressorts.

Prussiens arrivant sur ses derrières, après avoir renversé le corps envoyé pour leur barrer le passage (1).

Alors Wellington se décida à faire marcher en avant sa ligne toute entière, et à prendre à son tour l'offensive. Tout plia devant lui. Bulow arrivait à Belle-Alliance, et les Français voyant qu'ils allaient être pris à dos, se livrèrent à une terreur panique. Le désordre parmi eux ne tarda pas à dégénérer en déroute complète (2).

Les canons, les obusiers, les charriots ne faisaient plus qu'embarrasser les fuyards. Le parc de réserve fut pris, ainsi que les voitures des généraux, et tout ce qui ne put pas repasser la Sambre.

On se battait sans relâche depuis 10 heures du matin, et les vainqueurs mêmes tombaient de lassitude. Le duc de Wellington pria le général prussien de poursuivre l'en-

---

(1) Sous prétexte de hâter la jonction du général Grouchy, qu'il annonçait tout prêt à le joindre, mais en effet pour retarder l'approche des Prussiens, Bonaparte avait mis un corps considérable en potence sur son flanc droit pour s'opposer au général Bulow, qui le renversa, et commença la déroute de l'armée française de ce côté.

(2) « Dans ce désordre, dit un journal français, » une terreur panique s'empara simultanément de nos » troupes; on entendit ce cri inoui dans les armées » de la nation, *sauve qui peut!* mais les soldats croyent » qu'il venait de quelques malveillans introduits dans » leurs rangs ».

nemi dont les Anglais prirent congé par un *hurra* trois fois répété, accompagné du chant national: *Dieu sauve le roi.*

On a dit de la journée de Watterloo, que jamais de plus vaillantes troupes ne combattirent sous de plus illustres chefs; que jamais bataille n'entraîna de plus grands résultats.

Napoléon franchit la Sambre le 19 à 5 heures du matin, après avoir ordonné que les débris de son armée fussent rassemblés auprès de Philippe-ville et d'Avênes; mais les torrens de fuyards prirent différentes directions, et portèrent dans plusieurs villes de la Belgique le ravage et la désolation (1).

Dans cette suite de combats, dont les résultats devaient être décisifs, Bonaparte s'était montré supérieur à lui-même; on attribue ces mots à Wellington victorieux: *L'homme n'a pas fait une faute; il m'a fallu ressaisir cinq fois la victoire* . . . (2).

De leur côté, les héros de la Prusse

---

(1) Gemmappe, Namur, Charleroi furent dévastés.

(2) Le maréchal Ney prétend que Bonaparte fit beaucoup de fautes dans les journées du 15 au 18. Wellington assure qu'il n'en fit aucune. L'un s'établit le censeur de son chef malheureux, pour s'excuser lui-même; l'autre s'élève, en louant l'homme célèbre qu'il vient d'abattre. S'il pouvait y avoir quelque chose de commun entre Ney le parjure, et le glorieux Wellington, ne pourrait-on pas dire qu'un motif pareil a dicté la critique de l'un et la louange de l'autre?

et de l'Angleterre parurent n'avoir manqué de prévoyance au début, que pour développer ensuite, avec plus d'éclat, la force de leur génie, et l'étendue de leurs ressources.

Les noms illustres par où commence la liste des morts et des blessés (1) dans les armées alliées, prouvent en quel honneur sont de nos jours les vertus militaires, et combien surtout on prise la gloire acquise à l'école d'un Wellington!

Enfin, comment ne pas admirer dans ces sanglantes journées la constance et l'intrépidité des soldats de tous les partis, instrumens passifs du bien ou du mal, nivelés, enchaînés par la discipline; mais susceptibles de la plus noble exaltation, quand ils marchent à la mort sous des chefs dignes de leur confiance!

---

(1) Des princes souverains, des généraux fameux, des volontaires du rang le plus distingué, ont perdu la vie ou reçu des blessures honorables dans les journées de Sombref et de Mont-S.t-Jean.

Le brave Blücher, suivant tous les rapports, eut un cheval tué, en conduisant ses soldats à la victoire la plus disputée.

TITRE 7.e

DE LA MORALE DES GUERRIERS.

En traitant des lois de la guerre, on a remarqué que les vertus d'un ordre supérieur se montrent plus souvent chez les hommes voués au métier des armes, que parmi ceux qui vivent dans les conditions paisibles de la société.

La cause en est sans doute que, toujours prêts à faire au service de l'état, et au maintien du bon ordre le sacrifice de leur vie, les militaires sont placés dans l'ordre social à un degré d'élévation qui les sépare de tout ce qui est abject et bas, et les met sur le chemin de tout ce qui est grand et généreux. Débarrassés du soin de leur subsistance, identifiés avec leurs armes, dont ils ne doivent jamais être séparés, rendus plus robustes et plus agiles par une noble gymnastique, les récompenses auxquelles ils aspirent, ne sont que des distinctions glorieuses.

Non seulement ils n'ont à craindre personnellement aucune violence; mais ils se sentent appelés à réprimer la brutalité, et à protéger la faiblesse. Enfin, les vrais guerriers dans les divers degrés de leur carrière sont les *poursuivans d'honneur*, dont parlent nos vieux Romanciers.

C'est chez-eux que doivent briller la

loyauté, le désintéressement, la franchise, la valeur. C'est loin d'eux que doivent se cacher dans l'ombre la cupidité, la fraude, la lâcheté et la chicane.

Ces apperçus méritent d'être développés avec quelque étendue. L'objet qu'on se propose dans cet écrit, étant de caractériser les vertus inhérentes à l'état militaire, et de les présenter dans tout leur jour, on ne négligera pas d'y faire concourir quelques exemples tirés de l'histoire, et l'on a classé les matières dans l'ordre suivant:

Primo. Habitude de l'ordre.

2. Intrépidité et patience. Respect pour la discipline.

3. Désintéressement. Amour de la vraie gloire.

4. Dévouement sans bornes au prince, et à la patrie.

5. Horreur du mensonge. Fidélité au serment.

6. Dédain pour les avancemens usurpés.

7. Fraternité d'armes. Esprit de corps.

8. Droiture et simplicité de cœur en matières religieuses.

On peut se convaincre que les vertus désignées ci-dessus sont l'ame de la vie militaire, si l'on considère l'horreur qu'inspirent aux vrais guerriers les vices opposés, c'est-à-dire, l'amour de la licence et de la crapule, l'abjection de cœur, la duplicité, le manque de foi, l'égoïsme et le mépris sacrilège des choses saintes.

Habitude de l'ordre.
Respect pour la discipline.

La discipline, et surtout le préjugé de l'honneur enchaînent le soldat plus fortement que les lois civiles n'assujettissent les autres citoyens. En comparant une cité de 25,000 habitans, vivant au milieu des plaisirs, des intrigues et des affaires, avec un camp renfermant un pareil nombre de guerriers contenus par les réglemens militaires, le parallèle, quant aux mœurs, serait indubitablement à l'avantage des derniers. Le soldat est nécessairement sobre et dur à lui-même; il est jaloux de l'estime de ses égaux et de l'approbation de ses chefs; tant que ses bonnes qualités ne sont pas dépravées par le relâchement, il est fier de cette règle austère dont Lycurgue faisait la base de toutes ses institutions. Le corps du guerrier est rendu plus robuste par l'exercice; son ame en devient plus saine; les jugemens qu'il porte sont particulièrement équitables.

Aussi, n'est-ce jamais par de fausses apparences qu'on gagne son suffrage. Le jeune officier, jaloux, comme il doit l'être, de conquérir l'estime et la bienveillance de ses subordonnés, comme celle de ses chefs, doit être d'une exactitude scrupuleuse dans tous les détails du service, comme il doit être franc, simple et modeste dans ses récits (1).

(1) Les maximes des temps chevaleresques portaient

Il n'est pas nécessaire d'ajouter qu'il ne doit jamais surcharger autrui du soin de remplir ses propres devoirs, et qu'il doit encore moins perdre les occasions de montrer son zèle et de prouver son courage.

L'ancien officier est bien sûr que ses soldats le respecteront comme un père, s'ils l'ont toujours vu au milieu d'eux sévère observateur de la discipline, juste, intrépide et désintéressé.

Bravoure et patience.

Ces deux vertus servent de base à la morale militaire. Ce fut encore Lycurgue qui l'établit ainsi ; ce grand législateur déifia pour ses concitoyens la force d'ame, et l'impassibilité physique. Il savait que ces deux qualités ne tiennent pas lieu du génie; mais il croyait qu'aucun autre don naturel ne pouvait les remplacer elles-mêmes. Toutes les nations belliqueuses adoptèrent à cet égard les principes des Spartiates, et des beaux modèles de l'antiquité, c'est le seul

---

le plus souvent sur le mérite de la modestie et de la valeur, sur l'oubli de soi-même et la justice due aux autres, sur la patience à supporter les maux physiques.

Le chevalier est ravisseur du bien d'autrui, qui les vaillances d'autrui tait, et celui est reprouvé vanteur, qui révèle les siennes.

Frappez haut, parlez bas.

Celui qui mal ne peut souffrir
A grand honneur ne peut venir.

peut-être que les modernes n'aient pas altéré, en les copiant. Quel héroïsme vertueux! Quelle patience à toute épreuve présente l'histoire des légions romaines victorieuses du monde! Quelles admirables prouesses dans ces temps chevaleresques, où la générosité chez nos pères était la compagne née du courage et de la force, où d'intrépides paladins, couverts d'acier, portaient légèrement l'énorme poids de leur armure, et voyaient tout fléchir sous celui de leur bras!

Quels souvenirs ont laissé ces illustres chefs de Croisés ressemblant à des géans au milieu des troupes indisciplinées, qui les suivaient aux saints lieux! Enfin, quels beaux faits d'armes n'admirons-nous pas dans ce XIV siècle, où les Nasseau, les Spinola, les Gonzague, vêtus encore de fer comme leurs ancêtres, dévancèrent de plus d'un siècle les restaurateurs de la tactique romaine, et de la discipline des Grecs! Pendant les dernières guerres qui ont ensanglanté l'Europe, au milieu de tant de licence, de dépravation et d'abus de la victoire, ne pardonnait-on pas aux phalanges révolutionnaires les plaies dont elles couvraient le monde entier, en faveur de leur grand courage et de leur résignation stoïque à souffrir mille maux (1)? La chose

(1) Le bonnet de grenadier, dit un écrivain philosophe, effaça du front des Français les taches qu'y avait imprimées le bonnet rouge.

fut si bien reconnue, qu'on en vint à regarder leurs rangs, comme des lieux de refuge pour l'honneur persécuté.

Témoin l'héritier d'un des plus beaux noms historiques, lequel, après avoir refusé une place dans le corps législatif, se jeta dans les rangs d'une demi-brigade, déclarant qu'il ne voulait y remplir d'autre poste, que celui d'un grenadier. Il y mérita le titre de premier grenadier de France, et mourut de la mort des braves (1); heureux d'avoir échappé à l'échafaud et aux honneurs de la tribune, et surtout de n'avoir signé du nom de Turenne aucun décret inique, aucune loi désastreuse pour sa patrie et pour ses amis!

Ainsi, lorsqu'à la fin de l'année 1798 les braves soldats piémontais surpris par les combinaisons perverses de Joubert, désarmés, investis, n'ayant plus ni roi, ni patrie, ni centre d'unité, se trouvèrent incorporés dans l'armée révolutionnaire de France, ils prirent spontanément le parti de faire au moins servir leurs armes au maintien de leur honneur individuel, de l'honneur national, et de mériter par une haute

---

(1) Théophile de la Tour d'Auvergne fut tué d'un coup de lance dans la poitrine, au combat de Neubourg, le 27 juin 1800. Son corps fut enseveli dans des branches de laurier. Son cœur, renfermé dans une boîte d'or, fut suspendu au drapeau du bataillon dans lequel il avait toujours combattu.

valeur l'estime des nouveaux frères d'armes (1), que venait de leur donner un attentat monstrueux contre le droit des nations, espérant, que la providence ne tarderait pas à les rendre à leur souverain légitime et chéri.

Ils savaient bien, que les braves de tous les partis rendent justice à la vraie bravoure, et que les gens sensés, de tous les partis aussi, ne pourraient blâmer une telle détermination prise dans des circonstances aussi difficiles qu'impérieuses.

Désintéressement. Amour de la vraie gloire.

Depuis le simple soldat, jusqu'au prince commandant une armée, tout militaire peut aspirer à la gloire, s'il a l'ame élevée, et la généreuse ardeur de faire plus que son devoir.

La gloire, prix sublime de la haute valeur, du stoïcisme pur, et de la vertu sans

---

(1) Après la bataille de Vérone les anciennes troupes du roi de Sardaigne et surtout sa cavalerie, qui faisait partie de l'armée de Schérer, couvrirent la retraite des Français, et reçurent des généraux Victor et Serrurier les plus grands éloges pour leur bravoure et leur excellente discipline. Elles n'en reçurent pas moins dans la campagne suivante des chefs autrichiens, sous lesquels elles durent combattre.

On peut en juger par la circulaire du général en chef Mélas, adressée aux colonels des régimens piémontais, employés dans l'armée impériale, 9 mai 1800.

alliage, diffère de la renommée, en ce que les trompettes de celle-ci publient trop souvent au hasard les noms et les actions des hommes avides d'un vain bruit.

La gloire diffère encore plus de l'éclat des rangs et des décorations répandues par la faveur.

Elle ne couronne de ses palmes immortelles que des exploits avérés, et des services éminens rendus à la patrie.

Le sénat de Rome décernait les honneurs du triomphe au consul qui avait vaincu ses ennemis. Le char du triomphateur montait lentement au Capitole, entouré de trophées; mais peut-être le guerrier du Nord, élevé sur le pavois par ses compagnons d'armes, au bruit de leurs joyeuses acclamations, jouissait-il d'une gloire plus vive et plus pure. L'homme vaillant n'est bien jugé que par ses pairs (1).

L'imagination riante des romanciers et des poëtes s'est plue souvent à promener de tournois en tournois, par *monts* et par *vaux*, d'une tour féodale à l'autre, un jeune héros

---

(1) Quelques transfuges d'Arcadie ayant fait devant Xerxes le récit des mœurs des Grecs, de leurs nobles rivalités aux jeux olympiques, un seigneur persan parut trembler pour le sort de sa nation « Quels hommes » allons-nous combattre, s'écria-t-il, insensibles à » l'intérêt, ils ne sont animés que par le motif de la » gloire !

Hérodote.

aussi noble que vaillant, chéri de ses collègues, craint de ses ennemis, toujours victorieux, et ils lui font recevoir, pour prix de ses merveilleuses prouesses, la plus désirable des récompenses, la main d'une femme belle et vertueuse dont il est épris, et qui l'aime. On ne pouvait sans doute, en fait de gloire, rien inventer au delà.

Mais peut-on croire que la vérité historique n'offre pas des exemples capables d'élever aussi l'ame vers le beau idéal? Les tournois ont cessé; mais les combats sanglans se sont multipliés à l'infini. L'amour de la gloire militaire s'est accru chez les hommes, ainsi que le sentiment délicat qui rend le sexe juge compétant des actions héroïques.

L'héroïsme s'est répandu sur toutes les classes, depuis le guerrier de haut parage, jusqu'au simple fantassin (1).

---

(1) On trouve dans le journal encyclopédique, année 1768, une anecdote piquante, à l'appui de cette vérité que le soldat est aussi capable d'un noble élan vers la gloire que l'officier le plus en grade.

Après la reprise d'Asti et la levée du siège d'Alexandrie, en mars 1746, les Français se repliant avec précipitation sur Novi, abandonnèrent dans un mauvais château, servant d'hôpital, 200 malades, sans troupes pour les défendre.

De ce nombre était un sergent du régiment de Tournaisis appelé *Cantin* et *va de bon cœur* par nom de guerre. Ce brave homme imagina de transformer tout-à-coup son hôpital en forteresse, et d'y soutenir un siège. Il

Il n'était pas étranger au vrai sentiment de la gloire ce grenadier qui, revenant seul d'une commission périlleuse, refuse une bourse offerte par son général. *On ne vas pas là*, dit-il, *pour de l'or.*

---

monte la tête de ses camarades qui se jettent hors du lit, et reprennent leurs armes comme ils peuvent, puis on s'occupe de la défense du fort. On barricade les portes, on met en batterie un vieux canon de fer oublié dans un coin du château, et lorsque au bout de deux jours un officier piémontais se présente avec un faible détachement pour recevoir l'hôpital à discrétion, on le salue d'un *qui-vive* et d'une décharge générale. L'officier, qui ne s'attendait à rien moins, avertit M.r le baron de Leutron, lequel, vu la singularité du fait, voulut reconnaître lui-même la place et demanda à parlementer. *Va de bon cœur* établi gouverneur d'une voix unanime, déclare que la garnison est déterminée à ne capituler qu'à la dernière extrémité, et qu'après avoir éprouvé l'effet du canon, et vu la tranchée ouverte, *ne fût-ce*, ajouta-t-il, *que de la longueur de ma pipe* Le baron de Leutron assura M.r le gouverneur qu'il le ferait servir suivant son goût. En effet, la tranchée fut ouverte, et l'on voitura 2 pièces de canon devant le château. Le feu fut continuel pendant deux fois 24 heures. Enfin le 5.me jour, la garnison proposa de capituler, en exigeant tous les honneurs de la guerre qui volontiers lui furent accordés. Le traité signé, l'officier piémontais qui commandait le siège envoya des raffraichissemens à la garnison, et lui fit offrir toutes sortes de commodités pour se rendre à Novi. Elle arriva dans ce lieu le lendemain en triomphe.

Un tambour ouvrait la marche, ayant un bras en écharpe, et l'autre armé d'une béquille. Venait ensuite *Va de bon cœur* saluant de la hallebarde à droite et à gauche, suivi d'un escadron de bouriques chargés d'éclopés. Les moins malades suivaient en ordre sur trois de

Relève cet étendard tombé dans un fossé, crie le comte de Gage à un fantassin espagnol, passant près de lui, *tu le porteras à à S. A. R. qui te donnera une bonne récompense.*

Mon général, répond le soldat, *assez de gens qui nous suivent recueilleront cette enseigne, et feront croire qu'ils l'ont prise glorieusement. Permettez que je vous suive. L'ennemi chancelle, et n'attend peut-être qu'un coup de main pour prendre la fuite. Alors, nous porterons au prince les drapeaux que nous aurons pris à votre suite.*

Dévouement sans bornes au Prince et à la Patrie.

Dans la carrière des armes, l'homme de bien est intimément pénétré de cette vérité, que son honneur personnel est inséparable de l'honneur de la patrie, et s'il est assez heureux pour être né sous un gouvernement monarchique, il porte à son souverain un amour vraiment filial (1),

---

front. Enfin, pour que rien ne manquât de tout ce qui pouvait annoncer les honneurs de la capitulation, une charrette de bagages fermait le convoi, chargée de lauriers, de thim et de romarin, et portant tous les ustensiles de l'hôpital. Par l'ordinaire suivant, le roi de France lui accorda la croix de S.t-Louis, 400 fr. de pension, et l'aide-majorité d'une place en Alsace. Il y est mort en 1768.

(1) Entre tant de marques d'une affection passionnée que le grand roi Henri IV reçut de ses sujets, on ne

voyant en lui le père de l'état et le chef naturel de l'armée, dont lui-même est une fraction. Les braves militaires ne mettent en doute rien de ce qui intéresse leur devoir. Les paradoxes anti-sociaux qui décrient la fidélité, la loyauté, le dévouement, sont repoussés par eux comme les lances ennemies le sont par leurs baïonnettes. Enfin, il faut le redire souvent, la patrie n'a pas besoin d'esprits forts, elle ne demande que des ames fortes capables de lui faire au besoin les plus grands sacrifices.

Passant, dit la belle inscription des Thermopiles, *va dire à Sparte que nous sommes tous morts ici pour obéir à ses saintes lois* (1).

---

peut oublier celle que lui donne Dominique De-Vic, vice-amiral de France. Ce seigneur ayant eu, en 1586, le gras de la jambe droite emporté d'un coup de fauconneau, et ne pouvant plus monter à cheval sans ressentir les douleurs les plus vives s'était retiré dans ses terres en Guyenne. Il y vivait depuis 3 ans, lorsqu'il sut, après la mort de Henri III, les embarras où se trouvait son successeur, et le besoin qu'il avait de tous ses serviteurs fidèles. Il se fit couper la jambe, vendit une partie de son bien, en porta le prix aux pieds de son bon maître, et lui rendit de signalés services à la bataille d'Yvri, et dans plusieurs autres occasions.

Deux jours après l'assassinat de Henri IV, De-Vic passant dans la rue de la Ferronerie, et fixant la place où s'était commis cet horrible attentat, fut tellement saisi de douleur qu'il tomba évanoui, et expira le surlendemain, 14 août 1610.

(1) Léonidas, roi de Sparte, pour s'opposer à l'invasion de la Grèce par Xerxès, l'attendit au défilé des

Peut-on se représenter avec moins d'admiration, moins d'attendrissement ces intrépides Écossais entassés les uns sur les autres par la mitraille ennemie aux champs de Watterloo, et poussant avec le dernier soupir ces cris vertueux et touchans! *Dieu sauve le roi! Écosse pour toujours!*

C'est à reveiller de pareils sentimens que doit tendre surtout l'éducation militaire. Pourrait-on ne pas rappeler aux jeunes guerriers de ce pays le magnanime dévouement de Pierre Mica, brave soldat d'artillerie, lequel, après avoir fait recommander sa famille au roi, s'engloutit volontairement dans les décombres d'une mine pour prolonger la défense de la citadelle de Turin?

Emule de Curtius (1), le brave Mica

Thermopiles; mais ce poste étant très-resserré, il renvoya la plupart des troupes alliées, et ne se retint avec lui que 300 braves qui se dévouèrent à une mort certaine pour retarder de quelques jours l'entrée de l'innombrable armée des Perses. Léonidas tomba des derniers dans cette lutte inégale.

(1) La terre s'était entr'ouverte dans une place de Rome; Marcus Curtius chevalier romain sachant que d'après une réponse de l'oracle, ce gouffre ne pouvait être comblé que lorsqu'on y jeterait ce que Rome possédait de plus précieux, s'y élança lui-même avec son cheval, et passa pour avoir ainsi sauvé sa patrie.

Le dévouement de Pierre Mica n'eut rien de commun avec les superstitions anciennes mais peut-être rencontra-t-il mieux le sens de l'oracle, puisque la patrie ne possède rien de plus précieux qu'un soldat qui la sert

surpassa peut-être son modèle, puisqu'il se dévoua sans orgueil, et avec la simple conviction que le sacrifice de sa vie serait utile à sa patrie, et à son digne maître.

Ce prince connaissait bien le caractère de son peuple, lorsqu'au milieu d'une guerre malheureuse il répondit au ministre d'une puissance étrangère (1), chargé de l'amener à des vues pacifiques, lui représentant qu'il avait perdu dans la coalition de 1690 plus que tous ses alliés ensemble, et que bientôt il resterait dépourvu de forteresses et de troupes.

» Je frapperai du pied le sol de mon
» pays, et il en sortira des soldats.

Il savait bien, le grand Victor, que le vrai nerf de la guerre est bien moins l'or, comme on l'a dit si souvent, que la confiance des peuples, et surtout des gens de guerre dans leur souverain, et leur vive affection pour le nom sacré de la patrie.

Horreur du mensonge. Fidélité au serment.

L'horreur du mensonge, la fidélité au serment n'est pas une vertu particulière aux guerriers, puisque tout homme d'hon-

---

tous les jours, et qui est capable de s'immoler volontairement pour elle, dès qu'il est persuadé que sa mort peut tourner à l'avantage public.

(1) Monsieur de Chamery, agent secret de la cour de France.

neur est assujetti par sa parole plus que par toute autre espèce d'engagement; mais l'état militaire exige à cet égard un plus haut degré de délicatesse et de scrupule.

Chez nos pères on était exclu de l'ordre de chevalerie pour la moindre atteinte portée à la vérité; fausser sa foi, violer son serment laissait une tache indélébile (1), et que l'effusion du sang ne pouvait effacer: être brave ne dispensait point d'être vrai. Ces maximes se sont heureusement conservées parmi leurs descendans.

On croit sur sa parole tout officier faisant un rapport relatif au service; mais s'il était reconnu avoir transigé avec la vérité dans sa relation, il serait jugé incapable de continuer dans sa carrière, et serait fortement compromis du côté de l'honneur. Celui qui par un mensonge tenterait

---

(1) Le marquis de Villana, seigneur espagnol, invité par Charle-Quint à recevoir dans son palais à Madrid le connétable Charles de Bourbon, répondit: « je ne » saurais rien refuser à V. M.; mais si le duc loge dans » ma maison, j'y mettrai le feu quand il en sortira, » comme étant un lieu infecté par sa félonie, et que » les gens d'honneur ne peuvent plus habiter ».

Le même connétable qui poursuivait les Français dans la retraite de Romagnano, rencontrant Bayard mortellement blessé, s'arrêta pour lui témoigner combien il prenait de part à son malheur. Le bon chevalier lui répondit: « ce n'est pas moi qu'il faut plaindre, c'est » vous, monseigneur, qui portez les armes contre votre » roi, votre patrie et votre serment ».

d'excuser sa faute en la rejetant sur autrui, resterait taché d'infamie.

On a dit, en traitant de l'esprit des lois de la guerre, qu'il est défendu même de mentir à son ennemi (1); ce qui, sans doute, est fort différent de le faire tomber dans les pièges désignés sous le nom de *stratagèmes*, dont il ne tient qu'à lui de se garantir, et qui n'ont jamais été proscrits entre les nations qui se font une guerre loyale.

Les liens politiques entre les puissances

---

(1) En 1745, monsieur le marquis de Senneterre assiégeait le château de Casal, défendu par milord des Roches irlandais au service de Piémont. On était convenu de part et d'autre que la ville ne tirerait point sur le château, ni le château sur la ville : malgré cet accord les assiégeans avaient établi une batterie masquée dans le jardin d'une maison de la ville adossé aux remparts. Monsieur de Senneterre proposa une entrevue au commandant de la place lequel alla à sa rencontre sur le glacis, et profita de l'occasion pour lui dire qu'il savait, à n'en pouvoir douter, qu'au mépris des conventions, une batterie était prête à être démasquée contre lui dans une des maisons de la ville. Monsieur de Senneterre nia le fait. Milord des Roches insista, et demanda à s'avancer jusqu'au point indiqué, pour reconnaître la vérité. Monsieur de Senneterre lui déclara qu'il le ferait arrêter s'il faisait un pas de ce côté. Ce général fut blâmé par les uns pour avoir violé sa parole, par les autres pour n'avoir pas mis à profit la vivacité de son adversaire, en l'attirant dans la ville, et l'y faisant arrêter ; ce qui prouve que de tout temps il s'est trouvé des hommes mettant en question les principes les plus immuables de la probité.

Mém. sur les campagnes d'Italie de 1755 *et* 1756.

subsistent aussi long-temps, que chacune d'elles y trouve son profit; mais ils cessent d'exister, dès que l'avantage des peuples et l'honneur des couronnes l'exigent. L'expérience de tous les temps a prouvé cette vérité. Mais il en est tout autrement du serment qui lie les sujets, surtout les sujets armés, à leur souverain légitime. Ces liens sont aussi inviolables, qu'ils sont simples et sacrés.

Les guerriers sont les défenseurs nés de la monarchie. Le monarque est leur chef suprême; ils doivent combattre et mourir ensemble, si le besoin l'exige, et leurs intérêts ne peuvent être séparés que par la dissolution entière de l'état. Ce fut dans la vue de bouleverser l'ordre social, qu'on s'efforça dans un temps de pervertir les soldats, qu'on les accoutuma à se jouer des sermens, qu'on leur présenta le souverain sous un point de vue défavorable (1), et

---

(1) Mes enfans, criait du haut de son échafaud le brave Mont-Rose à ses fils qu'on obligeait d'assister à son supplice, soutenez le trône, immolez-vous pour la couronne, ne fût-elle que suspendue à un buisson.

Jacques Granham duc de Mont-Rose, vice-roi d'Écosse pour Charles I.er et fidèle jusqu'à la mort à ce prince malheureux, lutta long-temps contre la fortune du barbare Cromwel qui le fit écarteler à Édimbourg au mois de mars 1650. Sa sentence portait que ses membres seraient attachés aux portes des quatre principales villes d'Écosse.

« Je regrette, dit cet homme vertueux, de n'avoir

qu'on flétrit dans leur opinion tout ce qui l'entourait; mais, dès que sur les débris de l'ordre ancien on voulut en élever un nouveau, il fallut commencer également par l'armée, et rétablir la hiérarchie des grades et la subordination aveugle, telles qu'elles étaient autrefois (1). Il ne fut plus question pour les soldats de délibérer sur la cause, à laquelle ils devaient s'immoler, ni de philosopher sur les droits primitifs de l'homme et du citoyen.

Dédain pour l'intrigue et pour les avancemens usurpés.

Dans aucune classe de la société, l'échelle des avancemens ne devrait être graduée avec plus de justice que dans la carrière des armes, puisque le salut et la gloire de l'état y tiennent de si près. A la guerre, la médiocrité s'agite en vain pour dévancer le vrai

---

» pas des membres en assez grande quantité pour en » attacher aux portes de toutes les villes de l'Europe, » comme des preuves de mon dévouement à mon roi.

(1) Aucun chef, plus que Bonaparte, lorsque celui-ci fut devenu empereur, n'exigea de ses troupes une discipline dure et sévère. A l'affreuse retraite de Moscou, il appelait hommes *faibles* et *démoralisés* ceux qui, cédant à des maux inouis, tombaient exténués de faim, de froid et de lassitude entre des chevaux morts et des canons abandonnés, ou qui se livraient à quelques murmures en brûlant les lambeaux, dont ils étaient habillés, auprès d'un feu de bivouac prêt à s'éteindre.

mérite. L'armée est un creuset où l'or se sépare de l'alliage, et la richesse, la naissance, la protection ne peuvent ordinairement y prévaloir sur le vrai talent, le vrai courage et la franche loyauté.

Il n'en est pas malheureusement toujours ainsi en temps de paix: la médiocrité peut avoir son tour, quand rien ne la met à découvert, et que l'intrigue agit pour elle. Honneur au guerrier que la voix publique, et surtout celle de ses pairs élèvent en tout temps, quoique la fortune semble le repousser!

Bayard, qu'il faut toujours nommer quand il s'agit de courage et de magnanimité, mérita l'épée de connétable par ses hauts faits (1), et ne l'obtint pas. Il vit, sans

---

(1) Les prouesses de Bayard rempliraient un livre. En 1501, dans la guerre de Naples, il soutint seul sur un pont, à l'exemple d'Horatius Coclès, le choc de 200 cavaliers contre lesquels il défendit ce passage.

Attaqué dans Mezières par une armée de Charle-Quint, forte de 44,000 hommes, il répondit au comte de Nassau qui le sommait de se rendre: *je ne sortirai jamais d'une place que mon roi m'a confiée, que sur un pont fait des corps de ses ennemis*, et il en fit lever le siège après une longue résistance.

Le conseil du roi ayant décidé que cette place devait être démolie, comme très-défectueuse, Bayard s'y opposa avec ces paroles si belles et si vraies: *il n'est point de place faible là où il y a des hommes de cœur pour la défendre.*

A la bataille de Marignano il fit de tels prodiges de valeur aux côtés de François I.er que ce prince voulut

murmurer, le courtisan Bonivet s'élever aux premiers grades et commander l'armée, dans laquelle lui-même n'occupait que le premier rang entre les braves.

Il se croyait assez récompensé quand le poste de l'honneur et du péril était confié à sa valeur. Ce grand homme avait devant les yeux, comme tous ceux de son espèce, les jugemens de la postérité qui remettent chacun à sa place, et quoiqu'il adorât son maître, il attachait plus de prix à son estime qu'à ses faveurs.

Il en fut de même du brave Crillon, de l'intrépide Chevert (1), du vertueux Fabert, du sage Mornex, dont les noms remplissent de si belles pages dans l'histoire.

Il est bon d'insister sur ce point. L'ambition des vrais militaires doit être de mériter les places éminentes dans la carrière qu'ils parcourent. Mais l'honneur leur impose la loi de n'y prétendre qu'après les avoir méritées, de ne les recevoir même

---

être armé chevalier de sa main sur le champ de bataille suivant l'usage des lois antiques de la chevalerie.

(1) L'épitaphe de Chevert dans l'église de S.t-Eustache à Paris remplit d'admiration et de respect pour ce vaillant officier.

« Sans ayeux, sans fortune, sans appui, sans intrigue, orphelin dès l'enfance, il s'éleva du rang de » simple soldat, à celui de lieutenant-général des armées » du roi. Il fut chevalier grand-croix des ordres de » S.t-Louis et de l'aigle blanche de Pologne. Chaque grade » pour lui fut le prix d'une action d'éclat ».

alors que comme un nouvel engagement à s'immoler pour l'état, et de dédaigner tout avancement usurpé, toute décoration, à laquelle ils n'ont pas droit de prétendre. Catinat (1), et Fabert (2) refusèrent l'ordre du S.t-Esprit, auquel leur naissance leur défendait d'aspirer, et ils ajoutèrent à leur gloire par ce refus vertueux. Rien n'ennoblit le métier des armes, comme la délicatesse et l'esprit de justice. Rien n'en altère l'éclat comme la vanité. Rien ne le souille comme l'avarice.

---

(1) Catinat couvert de gloire fut nommé, en 1705, chevalier du S.t-Esprit ; il refusa. Sa famille qui tenait sa noblesse de la robe, se plaignit qu'il nuisait aux siens: *eh bien*, dit-il à ses parens, *effacez-moi de votre généalogie !*

(2) Le brave Fabert avait donné à Catinat un si bel exemple. Créé maréchal pour ses exploits sous Louis XIII, il fut question au commencement du règne suivant de le décorer du cordon bleu, et on lui fit entendre qu'on ne vérifierait pas les preuves de noblesse qu'il s'agissait de produire. Il refusa de se prêter à cette tromperie par une louable délicatesse. « Je ne veux pas, » dit-il à un de ses amis qui le pressait à ce sujet, » que mon manteau soit décoré d'un signe honorable, » et mon ame déshonorée par une imposture ». Une lettre écrite dans le même esprit à Louis XIV lui valut une réponse admirable.

» Votre refus, dit ce grand prince, m'inspire plus » d'estime pour vous, que ceux que je décore du collier » n'en recevront de gloire dans le monde ».

Fraternité d'armes. Esprit de corps.

Dans les beaux temps de la chevalerie, rien ne fut plus digne d'admiration que la fraternité d'armes, que les nœuds sacrés dont restaient unis pour la vie deux braves guerriers, après certaines formalités prescrites par l'antique usage, telles que de mêler ensemble quelques gouttes de leur sang, de participer en commun aux SS. Mystères, ou bien après avoir éprouvé leur valeur et leurs forces dans un combat particulier, à la suite duquel, remplis d'estime l'un pour l'autre, ils avaient échangé leurs redoutables épées. Les frères d'armes promettaient de mettre en commun tout ce qu'ils possédaient, de ne jamais écouter d'intérêts particuliers, d'avoir les mêmes amis, les mêmes ennemis, de ne jamais souffrir la moindre atteinte à la réputation l'un de l'autre; enfin de remplir, même après la mort, les engagemens d'honneur dont un des contractans pouvait rester chargé (1).

L'amitié d'Oreste et de Pylade, de Thésée et de Pyrithoüs, d'Achille et de Patrocle dans l'antiquité fabuleuse (2), inspire

(1) Mémoires sur l'ancienne chevalerie par S.t-Palaye.

(2) L'histoire encore plus que la fable, chez le Grecs, donne une belle idée de l'amitié qui liait entr'eux les guerriers de grand renom. En parlant des capitaines morts

beaucoup moins d'intérêt que ces généreuses affections entre les Paladins de Charlemagne.

Les frères d'armes marchaient au combat couverts d'armures uniformes, afin de se reconnaître dans la mêlée et de se garantir des trahisons. Leurs devises, leurs cimiers étaient les mêmes. C'était le seul avantage qu'ils voulaient prendre sur les guerriers vulgaires.

Un frère d'armes ne pouvait avoir de secret pour son ami, excepté ceux intéressant une femme faible ou sensible qu'il n'était jamais permis de révéler (1).

Les odieuses confidences qui, dans d'autres temps, ont formé l'unique lien existant entre des hommes vains et corrompus, étaient alors reprouvées comme des infamies (2).

---

pendant la retraite des dix mille, *ils moururent*, dit Xénophon, *irréprochables dans la guerre, comme dans l'amitié.*

(1) On parle ici d'un temps antérieur à celui où écrivait Brantôme, et dans lequel les lois de la chevalerie et l'honnêteté des mœurs avaient souffert de si rudes atteintes.

(2) Pendant que le maréchal de Boucicot commandait à Gênes pour la France, il fut salué par deux femmes auxquelles il rendit politesse pour politesse. Quelqu'un l'avertit qu'il avait salué deux courtisanes. Qu'importe, dit le vieux guerrier? J'aimerais mieux avoir salué vingt courtisanes, que d'avoir manqué d'égards pour une seule femme de bien.

Louis XIV dont la contenance en public était si ma-

On a lieu de croire, que parmi les *condottieri* italiens, parmi les *vieilles bandes* et les compagnies *d'hommes d'armes* du XV et XVI siècles, il existait quelques traces des anciennes associations entre les braves (1); mais ce ne pouvait plus être la noble amitié d'Olivier et de Roland. Enfin, de nos jours, le mot *fraternité d'armes* a retenti au milieu des phalanges révolutionnaires, comme le mot *philantropie* a rempli la bouche des auteurs de tant de lois sanguinaires; mais on doit aux destructeurs armés de l'ancien ordre social la justice de dire qu'ils ont eux-mêmes arrêté plus d'une fois les mains cruelles qui les poussaient à des actes féroces.

Les *sages* de Paris avaient ordonné le massacre des prisonniers de guerre. Les soldats français repoussèrent avec mépris cet abominable décret qui ne fut jamais mis en exécution, et les procédés généreux, à l'égard des vaincus, continuèrent à avoir force de loi parmi les peuples civilisés: l'esprit de corps qui s'établit dans les armées modernes, dès qu'on les eut organisées à la Romaine, remplaça avantageusement la fraternité d'armes des temps héroïques et chevaleresques.

---

jestueuse, et qui avait si grand air surtout à cheval, ne rencontra jamais une femme sans la saluer du chapeau.

(1) Voyez les hommes illustres de Brantôme.

Sous cette forme nouvelle, chaque section d'une armée fut, ou dut être, animée d'un esprit de famille. Chaque régiment s'honora du nom qu'il portait, fut jaloux de conserver les annales de ses dévanciers, et le souvenir de leurs exploits. On s'y qualifia d'amis et de *camarades* : on s'y fit une loi de s'entr'aider, de déguiser les fautes légères les uns des autres, et surtout on y veilla sur la réputation des membres qui composaient l'association, liens charmans de délicatesse et d'amitié aussi favorables au bien du service, qu'au bonheur des individus.

Le chef d'une troupe mûe d'un semblable esprit dut en être regardé comme le père jouissant de la concorde et de la prospérité de sa famille.

Le chef d'une troupe infectée par l'esprit opposé fut un père malheureux par la mésintelligence de ses enfans, dénué des qualités nécessaires pour les ramener à l'ordre, et voyant sa famille déchoir par le vice intérieur qui la consumait.

L'esprit de faction fut de tout temps considéré comme un affreux poison dans les corps qui composent une armée. Il détruit leur force en détruisant l'union entre les individus dont ils sont formés, et en y substituant des passions haineuses, il isole, il décompose; et fruit de fausses combinaisons personnelles, il finit par corrompre entièrement la masse.

La guerre peut seule encore couper les racines d'un mal pareil que l'oisiveté ne développe que trop aisément.

Droiture et simplicité de cœur en matières religieuses.

Les livres saints donnent à l'Eternel le nom de Dieu des armées, sans doute par ce que la guerre pouvant être regardée comme d'institution divine, le Grand-Être protège spécialement les hommes forts et courageux toujours prêts à verser leur sang pour le maintien de la justice et la défense de la patrie.

En effet, les guerriers fidèles observateurs de la loi de Dieu, astreints d'ailleurs à une vie dure, placés au-dessus de toutes les passions viles par leurs mâles usages et leurs nobles sentimens, ainsi qu'on l'a prouvé précédemment, n'auraient-ils pas plus de droits à la miséricorde divine, et aux récompenses d'un Dieu rémunérateur, que les hommes vivant dans des conditions paisibles, que les intrigans, les voluptueux et les égoïstes qui infectent la société!

Les soldats n'ont nul intérêt à être incrédules. Des sophistes désœuvrés et cruels ne cherchent point à les rendre matérialistes; la brutalité et le blasphême sont châtiés plus sévèrement chez-eux que parmi tous les autres citoyens. Ils sont accoutu-

més à rendre hommage à la religion, à faire partie de ses pompes sacrées, et à baisser leurs enseignes et leurs armes devant ses signes révérés. Que leur faut-il de plus qu'une foi et une pratique simples, qu'un cœur droit pour espérer le salut éternel, en faisant leur devoir?

Les soldats n'ont besoin d'être ni savans, ni controversistes (1). Rien n'est aussi touchant que leur courte et vive prière, lorsque rangés par bataillons sur le sol qu'ils vont baigner de leur sang, ils élèvent un instant leurs pensées vers le ciel pour lui demander la victoire et le pardon de leurs fautes. Peut-on croire, que la prière du brave La-Hire fût rejetée du ciel à cause de sa forme bizarre (2); ni que la piété de Crillon fût désagréable à Dieu, parce qu'elle ne semblait pas toujours d'ac-

---

(1) On suppose que tout homme né chrétien a reçu, avant d'entrer dans la carrière des armes, une éducation chrétienne dans sa famille, dans sa paroisse, dans son collège, et l'on est loin de penser qu'il doive rester dans l'indifférence et sans instruction sur la partie la plus importante des devoirs de l'homme.

(2) « Mon Dieu, fais pour La-Hire comme tu voudrais que La-Hire fît pour toi, s'il était Dieu et que tu fusses La-Hire ».

Étienne de Vignole, seigneur de La-Hire, d'une maison illustre de Languedoc fut un des grands capitaines qui remirent Charles VII sur le trône de France, et qui aidèrent Jeanne d'Arc à prendre Orléans.

cord avec son caractère impétueux et son humeur quérelleuse (1)?

Peut-on supposer que le bon chevalier *sans peur et sans reproche* trouvât les trésors de la miséricorde divine fermés pour lui, lorsque mourant au lit d'honneur il se confessa à son écuyer, faute d'un prêtre pour l'assister à son heure dernière (2)?

Admirons cette simplicité de cœur d'un héros qui ne croit pas que la gloire et mille bonnes actions, dont sa vie fut remplie, suffisent pour l'absoudre, et qui veut à tout prix mourir en humble chrétien au milieu des lauriers, dont l'honneur humain l'environne.

---

(1) Louis de Crillon, surnommé par Henri IV *le brave des braves*, après avoir passé la majeure partie de sa vie au milieu des hasards de la guerre se retira à Avignon, où il finit ses jours dans les exercices de la piété et de la pénitence, non moins fervent catholique qu'il avait été un redoutable guérrier. Tout le monde se rappelle qu'en entendant prêcher la *passion* dans la semaine sainte, il se leva brusquement, et s'écria, en portant la main à son épée: *où étais-tu, Crillon!*

(2) Le chevalier Bayard blessé d'un coup de mousquet qui lui cassa l'épine du dos à la retraite de Romagnano, en 1523, sentant qu'il allait mourir, pria qu'on le mît au pied d'un arbre, le visage tourné vers l'ennemi, parce que, dit-il, n'ayant jamais tourné le dos, il ne voulait pas commencer dans ses derniers momens. Il fit un acte de contrition, baisa la croix de son épée, et ne se trouvant point là de chapelain, il se confessa à son écuyer.

Conclusion.

Il résulte de ce qu'on vient de lire, que les vertus, dont l'humanité s'honore le plus, sont loin d'être étrangères au métier des armes, et que la morale des guerriers est la même qu'enseignait l'antique école des Stoïciens.

Si les vices opposés aux qualités estimables qu'on vient de passer en revue, s'introduisent quelquefois dans les armées; si la rebellion, l'avarice et la licence viennent à s'y manifester, c'est toujours à leur grand préjudice et à la honte de leurs chefs manquant des qualités nécessaires au grand art de régir les hommes (1).

(1) Les héros de tous les temps, Léonidas, Fabius, Turenne, Wellington ont reconnu que dans leurs mains les troupes, au lieu de tendre à se pervertir, ont redoublé de courage et d'obéissance, et partagé leurs sentimens magnanimes.

FIN.

V. Canonico Agodino.

Se ne permette la stampa,
BESSONE per la Gran Cancelleria.

TABLE

DES MATIÈRES

DU TOME DEUXIÈME.

TITRE 1.er

TITRE 2.e

TITRE 3.ᵉ

TITRE 4.ᵉ

TITRE 5.ᵉ

TITRE 6.e

TITRE 7.e

DE L'IMPRIMERIE DE VINCENT BIANCO.

